LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Les chrétiens et la politique (suite).

G. DESFAUDES : Technique et affirmation chrétienne.

R. DELAVIGNETTE : Les négociations franco-tunisiennes et le rassemblement des pauvres.

J. DUMONTIER : La physionomie sociale de la France de demain.

A.-M. CARRE : Le Christ chez les artistes.

E. BORNE : Quand M. François Mauriac me met à la question.

LES SIGNES DU TEMPS

Propos inactuels sur le parlementarisme.
Explications et avertissements.
La parole et les actes.
La sensation et la peur.
Les Etats-Unis devant la Chine.
L'actualité du Commonwealth.
Effacement ou éclipse de la Ligue arabe.
Perspectives sur l'Indochine.
La revanche du Parti.
Crise gouvernementale et question scolaire.
Azimuts.
Khrouchtchiev.

ARTS. LETTRES. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : Aspects de la question méridionale italienne.

MARS 1955

LES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I.	: **Les chrétiens et la politique** (*suite*). **A François Mauriac.**	1
G. DESFAUDES	: **Technique et affirmation chrétienne**	13
R. DELAVIGNETTE	: **Les négociations franco-tunisiennes et le rassemblement des pauvres**	25
J. DUMONTIER	: **La physionomie sociale de la France de demain**	38
A.-M. CARRÉ	: **Le Christ chez les artistes II** ...	45
E. BORNE	: **Quand M. François Mauriac me met à la question**	63

LES SIGNES DU TEMPS

LA FRANCE MARQUE LE PAS

Propos inactuels sur le parlementarisme (R. Rémond) 78
Explications et avertissements (A. Detraz) 81
La parole et les actes (B. Féron) 85

LE MONDE AU RALENTI

La sensation et la peur (A. Frisch) 87
Les États-Unis devant la Chine (A. Viatte) 88
L'actualité du Commonwealth (J. Schwoebel) 93
Effacement ou éclipse de la Ligue arabe (P. Rondot) 96
Perspectives sur l'Indochine (P.-A. Martel) 100
La revanche du Parti (J. Rounault) 105
Crise gouvernementale et question scolaire 108
Azimuts : Petite laïcologie (A.-Z. Serrand) 109

PORTRAIT

Khrouchtchiev (J. Rounault) 117

CHRONIQUES

Attitudes devant l'Art (R. Vrinat) 120
Poésie (M. Chavardès) 124
Théâtre (H. Gouhier) 126
Cinéma : *Le Pain vivant* (J.-L. Tallenay) 131

DOCUMENT

Aspects de la question méridionale italienne (R. Nouat)..... 134

La Vie Intellectuelle

VINGT-SIXIÈME ANNÉE. — MARS 1955

Réponse à François Mauriac

IL faut donc vous répondre, car lorsque vous vous en preniez à Borne dans *Express*, vous nommiez aussi *La Vie Intellectuelle*. « Je ne puis souffrir cette affectation de tenir la balance égale, mais après avoir truqué les poids, ce contentement d'une belle âme..., ces airs que vous vous donnez de planer au-dessus de la mêlée... » Peut-être d'autres lecteurs lui font-ils le même reproche. Notre réponse, que la chute de Mendès-France ne rend pas caduque, précisera, nous l'espérons, le sens du combat que mènent la Revue et son équipe.

Mais que l'on eût souhaité ici n'avoir jamais à répondre à François Mauriac »! Non point parce que l'on n'a guère la « grâce du trait qui porte », mais pour des raisons plus sérieuses et écrites au long de trente années de vie. Pour les plus jeunes d'entre nous, le pamphlétaire du *Bloc-notes* est peut-

d'entre nous, le pamphlétaire du *Bloc-notes* est peu
être cette gloire installée au ciel littéraire, spiritue
de la France. Pour les aînés vous êtes le romancie
qui révéla à leur jeunesse, en telles pages de *Thérès*
Desqueyroux, du *Nœud de vipères,* de *La fin de l*
nuit, la signification dramatique des retournement
de la grâce. Vous fûtes de cette poignée de Françai
qui attestèrent ensemble que le chrétien avait reç
pouvoir d'être un artiste, un écrivain, un penseu
que la foi n'avait pas cessé, ne cesserait jamais d
susciter des œuvres créatrices. Vinrent les gran
des luttes d'avant-guerre, de la guerre ; brisant ave
toutes les étroitesses d'un milieu où les sots vou
croyaient pris, vous avez, à chaque fois, protest
avec un accent unique, contre quiconque préten
drait « accaparer Jésus-Christ », et aux heures le
plus noires, notées pour tous en votre *Cahier,* vou
affirmiez la liberté de l'esprit parce que vous demeu
riez libre. Comment certains pourraient-ils oublie
les luttes menées ensemble semaine par semaine
jour après jour oseraient-ils dire ? S'ils portent l
robe blanche, ils peuvent encore moins taire l'amiti
toujours fidèle, surtout aux temps d'épreuve, pour l
P. Lacordaire et pour ses fils. Laissons les sou
venirs personnels, l'ovation faite à René Mayer, qu
vous reprochait d'avoir dénoncé les crimes commi
sur son fief, suffit à rendre odieuse l'idée d'une dis
pute avec vous : quelles que soient les divergence
sur certains points de politique africaine, lorsqu
vous dénoncez les hontes policières, le chrétie
reconnaît dans votre voix une voix chrétienne.

On eût donc aimé n'avoir pas à vous répondre
mais l'article du *Figaro* invite, le 2 février, au dialo

rue « passionné certes, mais gardé de toute déme-
ure ». On dira donc ici pourquoi on est heureux que
Borne chaque mois apporte ses réflexions sur la
olitique et sa philosophie et qu'il les produise avec
oute la liberté à laquelle il a droit, même à l'égard
es amis les plus chers, voire de ceux qui écrivent à
ôté de lui dans un même cahier. Mais on dira aussi
'angle sous lequel la Revue regarde votre dispute,
ar il est fort possible qu'il soit différent de celui
ue vous adoptez tous deux.

Vous aviez bien saisi, même au moment où vous
nissiez *La Vie Intellectuelle* et le nom de Borne,
ue chacun, ici, écrit sous sa responsabilité et a
berté de prendre dans les polémiques politiques, la
osition de son choix. Il reste à préciser les raisons
e cette liberté. Peut-être notre reconnaissance et nos
ivergences à votre égard en seront-elles éclairées.

Pour justifier la différence de plans entre le laïc
ui s'engage et le religieux qui ne s'engage pas, il
ne semble vous entendre répéter tous deux, vous et
Borne (car vous n'êtes si opposés que parce que
ur tant de points vous êtes proches) : « La politique
st impure. Le chrétien ne peut s'y aventurer
u'avec près de lui, des prêtres, des religieux s'en
enant prudemment éloignés. Même laïc, s'il en
arle, ce devrait être le plus souvent pour protester
ontre toute salissure. » Telle n'est point la convic-
on de la Revue.

Que la politique soit impure, c'est plus que proba-
le. Elle l'est comme la vie, pour le chrétien qui croit
u péché originel parce qu'il croit au Christ. Mais lui-
nême est aussi dans ce péché et toute revue, quelle

dans la Revue de pareilles réflexions. Car sa volonté d'ensemble est de protester contre la reprise d'un tel refrain. Ce vouloir est si profond que si un jour, Mauriac, vous participiez aux débats des Signes du temps, vous seriez étonné de ne voir que visages d'hommes consacrés soit à l'économie soit à la politique de la nation. Les professeurs y sont peu nombreux, et l'un voue la plus grande partie de son temps au syndicalisme où il mène une lutte très déterminée, un autre est Étienne Borne qui a choisi de militer au M.R.P.

Or, si tous les membres de cette équipe sont non point engagés — mot affreux qui semble marquer la condescendance de l'intellectuel à bien vouloir faire quelque chose — mais des responsables de postes et de fonctions qui tiennent au contraire à se « dégager » une ou deux fois par mois pour réfléchir de conserve sur les conditions d'ensemble de leurs travaux, et ainsi faire la Revue, ils sont loin d'appartenir tous au même parti, et de chaque gouvernement les uns sont les supporters, les autres les opposants. Ce fut le cas au temps de Mendès-France bien que, pour une fois l'unanimité se soit à peu près faite sur le renouveau qu'apporta son style. Les divergences portaient sur d'autres points. On y viendra tout à l'heure.

Quel est le lieu de ralliement de ces hommes ? On vous l'a dit, ces hommes sont pris, au sens le plus exigeant du mot, par des occupations qui, pour presque tous, intéressent la politique et l'État. Ce n'est pas à la suite de raisonnements abstraits mais dans leur vie même qu'ils ont découvert que le monde où l'homme doit vivre « se fait tous les

jours », et en notre temps par des changements plus rapides qu'en aucun autre. Mais ils tiennent à garder la tête froide pour juger de ce que dans les transformations actuelles, chacun doit accepter et refuser. De ce que le monde soit un monde en croissance, ils se réjouissent certes, mais cette conviction ne leur suffit pas : ils veulent que cette croissance soit vraie, et chacun se sent, dans son secteur, responsable de ce que toute croissance soit mise au service de l'homme. Pour y être aidés, ils ont jugé nécessaire de se dégager des soucis immédiats et de se retrouver afin de découvrir, ensemble, face à leurs conditions de travail, leur raison d'agir. Pour faire cette découverte, étant chrétiens, ils ont pensé que rien ne pouvait les rallier que la foi en Jésus-Christ. Les Religieux, qui ont reçu en charge la direction de la Revue, se gardent pour eux-mêmes de prendre parti en la lutte politique, non point parce que la politique est impure, mais parce qu'ils doivent veiller à ce que reste toujours possible le ralliement choisi par des hommes aux positions diverses. Telle est la seule loi qui régit la Revue : veiller à ce que soit gardée en son intégrité la foi en Jésus-Christ afin que les hommes qui veulent y voir clair en leur apport à la croissance du monde puissent parler librement entre eux à la lumière de cette foi.

A cette position, on tient fermement en raison de la foi même. On vous avouera alors, Mauriac, que dans la mesure où vos récents articles ont mis plus clairement en lumière que nul parti, fût-il composé de militants chrétiens, ne peut « accaparer Jésus-Christ », on vous fut reconnaissant, et, si les atta-

ques n'avaient été répétées et parfois trop amères, on oserait dire que même des Républicains Populaires pourraient vous être reconnaissants. Car un parti composé en proportion massive de chrétiens n'est pas sans poser à la foi de délicates questions. Cela ne tient pas aux positions des Républicains Populaires ; quel que fût leur programme, regroupant des anciens militants d'Action catholique, ils n'y eussent pu échapper. C'est pourquoi en dépit de la reconnaissance, au double sens du terme, pour avoir enfin interrompu la confusion des masses catholiques avec la droite classique, un grand nombre accueillit la fondation du Mouvement avec une certaine tristesse. Quant à la Revue, dès sa reprise en 1945, en dépit d'amitiés profondes et qui restèrent fidèles, elle voulut se désolidariser du nouveau parti politique qu'elle jugea, quoi qu'il en dît, trop confessionnel.

L'occasion, unique au lendemain de la guerre, avait été manquée de mêler chrétiens et non-chrétiens pour proposer une politique humaine, admissible aux chrétiens, et d'abord une politique sociale cohérente. De là à compromettre à nouveau l'Église en France, il n'y avait qu'un pas. Que ce pas ait été trop souvent franchi, ce ne sont pas les derniers mois politiques qui aideront à s'en consoler. D'autant moins qu'aux yeux de plusieurs ici, sinon de tous, l'occasion manquée à la Libération par chrétiens et socialistes contribua à favoriser la compromission, parfois criante, entre le christianisme et certaines positions politiques ; l'équivoque continuée, plus sensible pour certains au M.R.P., contribua, pour une part plus grande que celui-ci ne veut l'admettre, à ce qu'il y avait d'erroné dans le pro-

gressisme. Car tout n'y était pas erroné. Face aux insuffisances sociales (il serait injuste de parler de plus que d'insuffisance), face aux crimes commis en Afrique arabe et en Afrique noire (il serait injuste cette fois-ci de ne parler que d'insuffisance), des chrétiens ont été amenés à opposer d'autres affirmations. Le malheur est qu'à leur tour elles furent posées sur un plan où le politique et le religieux se mêlaient aussi, et en un monde où les conséquences étaient immédiatement plus graves qu'en ce vieux monde démocrate-chrétien.

Il faut souligner que l'analyse précédente n'est pas faite dans une préoccupation politique mais dans une préoccupation de foi. Car la foi s'intéressant au tout de l'homme, l'analyse politique peut être faite par souci d'elle. Entre 1948 et 1951 dans *La pierre d'achoppement,* vous déploriez qu'une revue dirigée par des dominicains s'occupât de politique. Mais elle pensait précisément que la politique n'est pas une « réalité impure », mais un effort qui veut rendre le monde habitable à l'homme. A travers les bouleversements universels il apparaissait que l'homme se cherchait lui-même, mû par une idée qu'il se faisait plus ou moins consciemment de lui-même. Cette idée pose une question à la foi : dès 1946-1947, la Revue en eut la certitude. A l'heure où un monde en croissance posait à l'homme la grande question sur son destin, la Revue déplorait que la confusion où tant de questions furent posées amenait trop de chrétiens à oublier l'unique question qu'ensemble et en dépit de leur diversité politique, ils avaient à rappeler au monde. Il n'y a à jeter la pierre à personne : les événements de ce monde ne vont pas,

comme le rappelait Borne, sans malentendus et fuir avec ces derniers serait se condamner à la mort. Mais des chrétiens groupés sur le terrain de la foi doivent veiller à ce qu'aucun malentendu n'atteigne cette foi même. Ils doivent inlassablement rappeler qu'ils doivent en hommes poser les problèmesh umains, chacun selon ses convictions propres, et qu'ensemble en chrétiens ils doivent poser le grand problème du destin de l'homme auquel seule la foi peut répondre. Trop souvent on descend de celle-ci à ce qu'on appelle improprement « les principes » et se passionnant pour eux, les opposant entre eux, on en vient à négliger la grande question : « Dans ce monde nouveau, que signifie la foi en Jésus-Christ ? » C'est cette question que la Revue, même quand elle se place sur le terrain politique, a seul souci de poser.

Si vous avez voulu nous rappeler que nous ne l'avons pas fait avec assez de netteté, ni avec cette violence qui seule ravira le Royaume des cieux, nous vous donnons acte de votre rappel et vous disons : Merci. Il est vrai, trop d'insuffisances, trop de délicatesse aussi, dues à l'amitié qui reconnaissait les siens dans les deux camps, trop de difficultés aussi sur lesquelles on ne s'étendra pas, l'ont empêchée de crier, à temps et à contre-temps, que des deux côtés on faussait la question. Toujours est-il qu'entre des hommes dont les activités sont multiples et les opinions diverses, une amitié a pu durer. En dépit des difficultés qui n'ont pas cessé, la Revue peut vous promettre, Mauriac, que dans les années à venir elle s'appliquera à garder sa sérénité, mais à acquérir plus de violence. Elle prendra parti.

Mais ce parti ne sera point celui que vous réclamez peut-être, celui que réclament ses lecteurs d'occasion. Car à vous lire et à les entendre, on dirait non point que vous réclamez une désolidarisation d'avec tout choix politique, qualifié indûment de chrétien, mais que dans les événements qui se succèdent avec rapidité, les chrétiens ont fait erreur sur le choix qu'imposait ou que suggérait leur foi. De définir ici et là une soi-disant politique chrétienne, la Revue n'aura cure. Elle rappellera qu'au lieu de questions de détails, mal posées si on voulait le faire à ce plan chrétien, une seule s'impose : l'interrogation d'un monde en croissance à ceux qui veulent coûte que coûte maintenir la foi en Jésus-Christ. Elle rappellera que le devoir de tous les chrétiens, ensemble, est de prendre une vue exacte de la transformation du monde, afin de trouver le langage intelligible et exact pour affirmer avec toutes ses exigences et en son intégrité la foi à l'unique Sauveur du monde. Elle rappellera que cette affirmation n'est pas sans conséquences dans le monde où les chrétiens ont à vivre, car ceux-ci ont à opposer à tous les crimes contre l'homme, qui ne cessent de tenter les hommes, les refus éternels enseignés par la Parole de Dieu et dont les chrétiens ne sont pas maîtres. Aussi, à chaque fois que vous élèverez ces protestations, comme seul vous savez le faire, contre les crimes en Afrique, contre les malfaçons des tribunaux, contre l'injustice sociale et l'immobilisme, la Revue vous fera écho.

Pour le reste, lorsqu'il s'agira des choix positifs où n'interviennent plus uniquement le destin éternel

de l'homme et sa valeur absolue, mais les conditions concrètes qui permettent de le réaliser, elle revendiquera pour chacun le droit de discuter et s'efforcera de maintenir ouvert le terrain à une discussion libre. Son attitude ne sera pas non plus sans bienfait pour la politique elle-même. Les hommes qui s'y rencontrent sont, vous a-t-on dit déjà, des hommes politiques. Chaque quinzaine ils se libèrent de leurs occupations. Ils jugent que pour mener leur action politique, ils sont menacés par une passion inévitable. Non point que la passion ne soit requise pour agir ; mais elle risque de voiler la clarté du regard. Il est bon de discuter avec qui n'a pas choisi la même solution, car rien n'est plus efficace que ce dialogue, avec « l'adversaire », vous le reconnaissez vous-même. Mais où rencontrer celui-ci, sans compromission et cependant en vérité ? La foi en Jésus-Christ permet de telles rencontres. On aurait même tendance à dire ici qu'elle est leur terrain par excellence. Elle eût pu l'être lorsqu'en 1947 la Revue avait convoqué ses amis à écouter un catholique du Viet-Nam. Mais que de cris poussés alors par de nombreux catholiques dont vous connaissiez plus d'un. Lorsque Mendès-France prit le pouvoir, la joie avec laquelle la Revue accueillit son style nouveau ne pouvait la faire renoncer en faveur du nouveau ministère à maintenir la liberté de langage qui, croyait-elle, eût pu l'aider.

C'est ce langage qui vous surprend. Mais, lorsque vous proposez une politique déterminée en Tunisie ou au Maroc, que vous appuyez, selon votre droit, l'action d'un président du Conseil ou d'un ministre de l'Intérieur, ou que vous attaquez l'un quelconque

des ministres, la Revue réclame son droit de discuter dans le détail le bien-fondé de vos affirmations. Cela ne se fera pas sans passion, comme le rappelle votre article du *Figaro*, mais la Revue espère que vous accepterez la sienne, comme elle admire la vôtre, même en des points où elle ne rallie pas vos solutions. Pourquoi vous choqueriez-vous que l'on en agisse ainsi envers vous, puisque les collaborateurs de la Revue en agissent ainsi même entre eux ? Si vous ne vous êtes pas limité dans le numéro de janvier à l'article de Borne, vous avez vu que Nantet y soutenait tout à côté des positions opposées. L'un traitait de « la droite classique » et l'autre de « la nouvelle gauche ». Après eux, dans un style différent, avec des préoccupations tout autres, Martel, Schwœbel, Frisch apportaient les éléments que devait maintenir sous son regard quiconque cherchait une solution globale. Ces hommes gardaient leur liberté d'option politique, mais pour mieux fixer chacun les lignes d'action qui s'acceptaient différentes, ils avaient choisi de dialoguer ensemble, de s'opposer sur ce terrain de rencontre qu'avait permis une même foi. Leur souhait est que cette habitude bénéfique ne soit pas limitée aux seuls membres d'une revue, mais qu'elle s'établisse de revue à revue, de journal à journal, entre chrétiens qui prendraient la politique et la foi au sérieux. Vous direz qu'il est trop tard, maintenant que Mendès-France est renversé. Mais le vœu de beaucoup est qu'un style si durement gagné ne soit pas perdu. Pour cela, il faudra maintenir la même liberté. Mais voici le terrain d'Étienne Borne. A lui de vous donner la réponse qu'il a le droit de faire : il aura la liberté

style si durement gagné ne soit pas perdu. Pour cela, il faudra maintenir la même liberté. Mais voici le terrain d'Étienne Borne. A lui de vous donner la réponse qu'il a le droit de faire : il aura la liberté joyeuse que donne la force de parler sous sa propre responsabilité dans une Revue qui l'a toujours connu pour l'un de ses plus fidèles amis, qui l'a retrouvé fraternellement une fois interrompu le courageux combat mené dans *Terre humaine*.

Quant à l'équipe, quant à la Revue, elle poursuivra sa lutte pour que le monde humain et la vie chrétienne reçoivent toute la lumière d'une claire affirmation de la foi en Jésus-Christ. Avec ce vouloir nous avons l'espérance d'être toujours de vos amis.

V. I.

★ On trouvera page 63 la réponse d'Étienne Borne à François Mauriac. Si l'on veut un exemple de la discussion libre que la Revue voudrait susciter dans l'analyse d'une situation politique, on rapprochera de l'article de Borne celui de Dumontier, ainsi que les premiers *Signes du temps* signés par Detraz, Rémond, Péron, qui envisagent l'œuvre faite par le ministère Mendès-France de point de vue différent et avec des optiques différentes.

TECHNIQUE ET AFFIRMATION CHRÉTIENNE

On n'a pas encore vu un ingénieur de Renault ou de Ford ayant trouvé un perfectionnement à la boîte de vitesses, garder cela pour lui de crainte de concourir à l'automatisation de la vie moderne; on connaît peu d'états-majors qui, par respect de la personne humaine, élaborent leur tactique sur la base du combat à mains nues — et l'on imagine mal un préfet de police qui, se rendant compte que le fichier des Renseignements généraux peut devenir un terrible instrument d'oppression, attendrait d'avoir reçu le « supplément d'âme » dont parlait Bergson pour décider du perfectionnement dudit fichier.

Ce qui n'empêche pas préfets, généraux et ingénieurs de convenir après dîner, en fumant un cigare, que notre civilisation technicienne est l'abomination de la désolation, et qu'il est urgent de restaurer les valeurs spirituelles.

Le livre de J. Ellul, *La technique ou l'enjeu du siècle*, est à cet égard tonique. Beaucoup de livres et d'articles ont peint, avec les couleurs les plus sombres, telle ou telle conséquence du progrès technique; ils ont peuplé toutes les *Métropolis* de l'avenir de tous les robots possibles; et les mêmes livres ont proposé à ce genre de malheurs des remèdes généraux dont le vague et l'inefficacité dépassent la générosité, laquelle est pourtant grande.

J. Ellul veut embrasser l'ensemble de la question, et fait de la « technique » un seul problème, le problème du siècle (entre nous, je pense qu'il y en a plutôt pour plusieurs siècles). Et l'auteur paraît bien tenir ce problème pour insoluble : d'où il semble qu'il faille tirer une conclusion résolument pessimiste.

Il est parfaitement juste de dire que la mécanisation n'est qu'un aspect, le plus évidemment visible, de la technique; que l'organisation (industrielle, administrative, économique, militaire) en est un autre infiniment plus important; et que la psychosociologie moderne est probablement, parmi les techniques d'avenir, la plus redoutable.

Mais une vue aussi générale requiert une définition non moins générale de la technique. Éliminant diverses définitions partielles dont il montre l'insuffisance, et cherchant à mettre en évidence l'essence même du phénomène qu'il étudie, l'auteur conclut que la technique, produit de la double intervention de la conscience claire et de la raison dans tout le comportement de l'homme, peut être tenue pour la recherche du meilleur moyen dans tous les domaines. C'est ce *best one way* qui est à proprement parler le moyen technique, et c'est l'accumulation de tels moyens qui crée une civilisation technique.

Ceci déjà ne laisse pas d'être inquiétant, si l'on pense aux remèdes... Faudra-t-il choisir systématiquement *one of the worst ways*? Mais la suite du développement est fort intéressante : c'est une « caractérologie » complète de la technique. Retenons particulièrement ce qui est dit de l'auto-accroissement de celle-ci, et de l'inéluctable nécessité, de l'automatisme inconscient même, de son application à toutes choses.

Ces deux caractères entraînent un « déterminisme technique » absolu du comportement de l'humanité; et là est, il me semble, l'essentiel de la thèse.

Il est exact que, de plus en plus, la technique s'ac-

croît d'une manière générale et non spécifiquement orientée; ce sont souvent les progrès, modestes en eux-mêmes, réalisés dans diverses branches, qui rendent possible, presque évident, et de ce fait à peu près inévitable, un progrès majeur dans une branche toute différente : que l'on songe, par exemple, à ce qui dans le domaine de la mécanique, dans celui de la chimie, dans celui de l'électronique et dans celui de la médecine (pour ne rien dire des travaux publics) rend possible l'aviation transsonique; que l'on songe à ce qu'il faut pour rendre possible l'astronautique... L'auteur systématise cette vue, et écrit : « L'organisation est orientée de telle sorte que, sans une intervention humaine décisive, le progrès technique est automatique, nécessaire et en progression géométrique... » et plus loin : « Toute une spontanéité nouvelle dont nous ignorons les lois se crée ici. En ce sens, on peut parler de réalité de la technique avec son corps, son entité particulière, sa vie indépendante de notre décision. »

C'est presque en faire un monstre personnalisé et doué de volonté, que l'on pourrait après tout tenir pour l'un des principaux suppôts de Satan. Monstre « nécessairement » dévorant, car il y a une loi d'automatisme : « Tout ce qui est technique, sans distinction de bien et de mal, s'utilise forcément quand on l'a en mains — telle est la loi majeure de notre époque » : qui refuserait, par exemple, d'utiliser, pour prévenir les crimes, des techniques policières de plus en plus raffinées... même si celles-ci doivent progressivement bâtir un univers concentrationnaire ? (Notons ici que l'auteur dit fort sagement que le camp de concentration techniquement idéal n'est nullement un camp de bourreaux, mais un camp d'éducateurs.) Et rien ne vaut contre cet automatisme : la technique est autonome à l'égard de la morale et des valeurs spirituelles; elle ne supporte aucun jugement, aucune limitation. Ce qui se comprend bien d'ailleurs, vu la définition donnée : car ou bien la morale se

constitue en une série d'affirmations à priori, qui n'ap
portent à la conscience claire aucune justification ration
nelle; et dans ce cas, la technique l'emportera devan
le jugement de l'homme; ou bien la morale croira devoi
élaborer pour elle-même des bases rationnelles — et elle
deviendra une technique au sens précédemment défini
une technique ne peut en somme être vaincue que pa
une technique plus raffinée, et nous sommes donc, pou
le restant de nos tristes jours, au rouet.

L'auteur règle en quelques pages le sort des voie
d'évasion; mettant si j'ose dire dans le même sac l
sexualité, l'art et l'extase — insistant à juste titre d'ail
leurs sur le fait que ces diverses « activités » servent
bien souvent de pur alibi à l'homme technicisé; ayan
mis en évidence par ailleurs que la science était de plu
en plus absorbée par la technique, la connaissance désin
téressée devenant à peu près impensable, il conclut qu
toutes les puissances de l'homme finissent par s'inscrire
directement ou indirectement, dans la civilisation tech
nique. Celle-ci est proprement la prolifération de
moyens, qui en arrivent à étouffer complètement le
fins. Encore cette dernière formule ne doit-elle pas êt
prise trop étroitement à la lettre; il n'y a pas, à rigou
reusement parler, un univers des fins et un univers de
moyens : car « le moyen recèle toujours en lui-même
une finalité virtuelle dont on ne peut le détourner,
s'il y a concurrence entre cette finalité intrinsèque a
moyen et une fin extrinsèque proposée par l'homme
c'est toujours la première qui l'emporte ». Si l'on admet
que la technique a une finalité intrinsèque, la démonstra
tion est achevée.

« Et sur l'amour on avait écrit : sortie de secour
interdite en cas d'incendie... », disait Aragon du temp
où il était surréaliste. Il n'y a selon J. Ellul aucu
porte de sortie, et celui-ci ajoute : « Lorsque les huma
nistes à la Bergson ou les chrétiens à la Mounie
prétendent que l'homme doit reprendre en main

« moyen » (qu'est la technique) par un supplément d'âme, ils font preuve ensemble, et également, d'ignorance à l'égard du phénomène et d'idéalisme impénitent, malheureusement sans relation ni avec la vérité, ni avec la réalité ». On en vient à regretter que la post-face (ou quelque appendice) n'offre pas au lecteur une bonne technique du suicide..., car enfin que reste-t-il d'autre à faire à celui qui refuse l'état de robot ?

La thèse de l'auteur représente, me semble-t-il, dans un contexte entièrement nouveau, une manière de jansénisme. Si j'étais Voltaire — et si M. Ellul était Pascal — je prendrais (au risque d'être catalogué technolâtre) le parti de l'homme contre ce misanthrope sublime... ceci après avoir reconnu que ce tableau, très XX^e^ siècle, de la « misère de l'homme sans Dieu » est fort saisissant — et que sa facture est d'une bonne technique. Peut-être cependant les réflexions que je voudrais brièvement développer sont-elles dans le sens de deux lignes de l'auteur vers le milieu de son livre : « N'y a-t-il pas d'autre chemin possible pour cette œuvre? Je suis bien convaincu que si..., mais, hélas, je dois constater que de ces chemins les scientifiques et les techniciens ne veulent pas. » Deux lignes en quatre cents pages c'est toutefois bien peu, et les chemins possibles ne sont guère indiqués.

Je ne voudrais pas instituer une querelle de mots; la définition extensive de la technique est non seulement acceptable comme toute définition (pourvu qu'elle soit cohérente, et pourvu qu'on s'y tienne), mais également utile, en ce qu'elle met bien en valeur la parenté intime d'activités que l'on pourrait à première vue tenir pour étrangères les unes aux autres. Mais elle comporte, comme toute définition très extensive, le danger de voir généraliser plus ou moins instinctivement à toute activité reconnue comme « technique » les caractères qui auront été reconnus à une autre; il serait bon de ne pas oublier ce danger.

Dans la perspective qu'ouvre le livre, tout est désormais technique. Si vous dites que pour pêcher des langoustes, il vaut mieux aller les chercher là où il y en a beaucoup, et se servir d'engins propres à en prendre le plus possible, vous êtes un technicien (un peu borné) de la pêche; si vous dites qu'il faut prendre des précautions pour limiter les prises, et éviter ainsi la destruction radicale de ces crustacés, vous êtes un technicien de la démographie langoustière; si vous dites que pour éviter des sorties de devises, pour avoir de bons équipages pour la marine nationale, et pour maintenir une race aux belles qualités, il faut encourager la pêche sur certaines côtes où il y a peu de langoustes, vous êtes un technicien de l'économie et de la sociologie, voire de la démographie humaine; il semble que vous ne puissiez cesser d'être technicien qu'en proposant une mesure parfaitement gratuite, pour ne pas dire absurde.

C'est donc, en fait, un véritable procès de la raison qui est institué. Dire que l'usage de la raison conduit tout droit l'humanité à sa perte fait sûrement scandale en notre temps; mais, après tout, pourquoi refuser d'instruire ce procès?

Le « philosophe » du XVIII[e] siècle croyait aux « Lumières »; l'homme de 1880 croyait à la « Science »; la génération suivante s'est chaque fois moquée. Pourquoi la « Technique », nouvelle incarnation de la raison, ne ferait-elle pas aussi faillite?

On pourrait d'abord reprendre point par point l'argumentation de l'auteur. On montrerait, me semble-t-il, qu'il a systématisé trop vite et trop absolument des vues incontestablement justes; il n'est pas exact de dire que la recherche technique croît d'une manière entièrement aveugle, et encore moins de dire que tout instrument nouvellement créé est nécessairement utilisé; l'invention de la guillotine n'a pas eu pour conséquence, que l'on sache, la généralisation de la peine de mort.

On pourrait aussi faire remarquer qu'il n'y a pas tou-

jours « *one* » *best way* de faire quelque chose, comme si toute équation n'avait jamais qu'une solution; je sais bien que l'on dira que le choix entre les solutions deviendra le fait d'une autre technique et ainsi jusqu'à la décision finale; ce n'est pas, dans la réalité, tellement assuré.

On pourrait enfin contester que lorsque l'homme se trouve placé entre un beau raisonnement et un impératif de sa conscience, c'est toujours le beau raisonnement qui triomphe..., l'humanité compte assez de héros et de saints (même dans notre âge technique) pour que cette thèse puisse être sérieusement mise en doute.

On se trouverait ainsi avoir montré que le déterminisme de la technique n'est pas du tout aussi rigoureux qu'il semble — or, dès qu'un déterminisme comporte du « jeu » il cesse d'en être un...

On devrait aussi, comme l'a signalé un de mes amis, mettre en évidence que dans bien des cas il n'y a nullement malfaisance de la technique, mais déficience de ceux qui l'emploient. Des chimistes inventent des engrais merveilleux, qui font admirablement pousser les plantes; mais les oiseaux qui picorent ces engrais en meurent; d'où il suit que les insectes (que les oiseaux ne mangent plus) mangent les plantes. Il n'est aucun besoin pour éviter ce mécompte d'un supplément d'âme; un supplément d'intelligence y suffit.

A cet égard il faudrait, soit dit en passant, orienter l'enseignement beaucoup plus vers la manière de bien poser les problèmes que vers la manière de les résoudre; apprendre aux jeunes gens que chaque science, dans chacun de ses compartiments, élabore des résultats qui ne sont valables que « toutes choses égales d'ailleurs ». Or, les choses ne sont jamais égales d'ailleurs, et il faut s'en apercevoir à temps.

Mais la question me paraît pouvoir être prise par un autre biais.

Il est classique — trop classique — de distinguer les

moyens et les fins; et dans chaque acte humain élémentaire, on peut, en effet, étiqueter une fin, et des moyens : ce raisin est dans mon assiette, je prends un grain entre mes doigts... pour le manger. Et je mange... pour vivre. Moyen, fin, moyen, fin, etc... On en arrive ainsi à présenter l'activité de l'homme tout entière comme un échafaudage en forme de pyramide, où les fins s'ordonnent les unes aux autres, et s'y ordonnent de telle manière qu'elles sont au total déductibles en saine raison d'une unique et suprême fin qui sera étiquetée « Souverain bien ». Et c'est à très juste titre que l'auteur fait remarquer que le classement ne se fait pas aussi simplement, et que toute fin est colorée par les moyens employés (donc par la technique au sens large). Si je me pose la question : pourquoi est-ce que je mange du raisin ? il est insuffisant de répondre que c'est pour me nourrir, et parce que j'aime le raisin; il me faut bien avouer que dans le fait que je mange précisément du raisin du Midi et non pas une pomme du Vexin, intervient le fait qu'il y a des transports isothermes, le fait qu'il y a une propagande sur les bienfaits de la cure uvale, que sais-je encore ? Il n'est pas vrai qu'un désir de raisin, déduit, chez moi et chez quelques autres d'un principe supérieur, sous-produit lui-même d'un souverain bien, ait causé l'utilisation, à titre de moyens, du transport isotherme, ou encore moins de la propagande uvale.

Il me semble qu'il faut analyser autrement le tissu des actes humains, car il s'agit bien d'un tissu... Toute décision implique d'une part un ensemble de constatations de fait et de déductions rationnelles, celles-ci portant notamment sur l'adéquation des moyens aux fins, ensemble que l'on peut si l'on adopte d'une façon absolument générale la définition de l'auteur, qualifier de technique; mais la décision implique *toujours* aussi des jugements de valeur, parfaitement indémontrables.

Ces jugements de valeur paraissent porter principale-

ment sur « la fin » de la décision considérée; mais ils portent aussi sur bien des aspects des moyens d'exécution. Très souvent, les jugements de valeur portés sur les moyens seront presque inconscients; on vérifiera seulement que l'on n'emploie que des moyens conformes à la « morale générale » de l'époque; mais cette « morale générale » est précisément constituée par un ensemble de jugements de valeur communément acceptés.

Ceci, il faut bien l'avouer, ne fait d'ailleurs que reporter la discussion sur un autre terrain, et J. Ellul nous dira : vos jugements de valeur, implicites ou non, portant sur la fin ou sur les moyens, n'ont pas, à votre aveu, de justification rationnelle? Comment pensez-vous alors qu'ils résistent à une démonstration rationnelle des inconvénients qu'ils entraînent (par exemple à la démonstration du fait qu'ils s'opposent à un accroissement de productivité, ou quelque chose de ce genre)?...

Je pense en effet que ces jugements de valeur n'apportent avec eux aucune justification rationnelle; qu'ils ne pourraient en apporter une qu'en se référant à d'autres jugements, eux-mêmes non susceptibles de justification. Autrement dit, il me semble parfaitement impossible de bâtir une théorie de la conduite humaine qui élimine tout ce qui n'est que constatation de fait d'une part et logique déductive de l'autre. La géométrie elle-même a très vite reconnu qu'elle dépendait d'un certain nombre de postulats. Ceci ne veut pas dire d'ailleurs qu'à mon sens les diverses conduites humaines puissent se déduire d'un nombre restreint de propositions claires et distinctes du type de la proposition d'Euclide sur les parallèles; et c'est dans un sens très élargi que je demande la permission de continuer à utiliser le mot de postulat.

Qu'arrive-t-il donc en fait lorsqu'un jugement moral, jusqu'à ce jour communément accepté, est mis en discussion? La société (ou éventuellement l'individu doué

d'une conscience autonome) se réfère à des postulats plus généraux, en étudie les conséquences rationnelles, et conclut en révoquant, modifiant, ou conservant le jugement mis en cause, qui cesse en tout cas d'avoir rang de postulat. Processus d'ailleurs parallèle à celui des sciences déductives, qui tendent constamment à réduire le nombre des axiomes indémontrables qui leur servent de base.

C'est ainsi que l'interdiction du prêt à intérêt était pour le moyen âge une évidence morale directe; et que le droit de tenir un homme en servage en était une autre.

Les circonstances (techniques) ayant évolué, on a été amené à référer ces deux jugements à des principes plus élevés — si l'on veut, à cette idée que l'homme ne doit pas « exploiter » son semblable — et les vues modernes sur ces deux problèmes moraux diffèrent grandement des vues précédentes.

Doit-on considérer que la déchéance du rang de postulats d'un certain nombre de jugements constitue une destruction progressive des valeurs morales, et partant un progressif appauvrissement spirituel de l'humanité? Ainsi que le suggère l'exemple ci-dessus (et on en trouverait beaucoup d'autres), je ne le pense pas — et je pense même exactement le contraire : un amour conscient à l'égard de ses semblables ne me paraît en rien inférieur à l'obéissance aveugle à quelques règles communément acceptées.

Faut-il penser que ce processus de réduction aboutira, comme il semble aboutir dans les sciences déductives, à deux, trois (pourquoi pas un?) postulats « définitifs »? Les chrétiens quant à eux pensent qu'en Dieu, mais en Dieu seulement, il n'y a aucune contradiction, ni aucune distinction, entre la raison parfaite et l'amour parfait.

Si « l'unique commandement » résume bien la Loi et les Prophètes, cela ne veut pas dire que toute morale pratique puisse aujourd'hui, ni demain, se déduire

rationnellement et pour ainsi dire automatiquement de cet unique (et double) précepte.

Autrement dit, je pense d'abord que le « tissage » permanent des moyens et des fins, le jeu de la raison et celui des jugements indémontrables, interdisent, dans un monde qui se fait tous les jours, une vue par trop schématique des choses. Et il me semble ensuite que tout homme de bonne volonté venant en ce monde est en droit d'apporter autre chose que son objectivité dans les constatations, et sa rigueur logique dans les raisonnements; il est en droit — et en devoir — d'apporter précisément sa bonne volonté; « bonne » et « volonté » étant chacun pris dans son sens le plus plein.

Le christianisme, pour sa part, ne propose pas une table complète des valeurs morales, bonne pour toutes les circonstances et tous les temps; il ne propose même pas une méthode permettant à un être dépourvu de sensibilité morale d'élaborer rationnellement, pour une civilisation donnée, une casuistique exhaustive. Il donne quelques directives, mises en évidence par l'Ancien et le Nouveau Testament; il donne une tradition, qui améliore d'âge en âge l'interprétation et l'adaptation de ces directives; il donne un Exemple, toujours hors de portée et néanmoins toujours proche. Reste au chrétien à travailler, uni à ses frères dans l'Église, avec sa raison et sa sensibilité, et avec l'aide de la grâce de Dieu, pour dégager, dans un complexe donné de civilisation, un idéal chrétien.

La civilisation étant elle-même fortement sous la dépendance de l'état de la technique, l'idéal concrètement élaboré dépendra évidemment de cette « maudite » technique. Pourquoi non? Serions-nous des anges?

Il est facile de voir ce que devient dans cette perspective un « supplément d'âme ». Il ne s'agit pas du tout de placer, au sommet de la pyramide des fins (et bien loin dans les nuages...) un « plus gros » souverain bien.

Il s'agit — et c'est là l'exemple qu'a donné Mounier à ceux qui ont eu l'honneur de le connaître, et c'est là précisément ce qui ferait souhaiter qu'il y eût, pour parler comme l'auteur, beaucoup de « chrétiens à la Mounier », de joindre à une connaissance accrue des mécanismes réels de la société humaine une sensibilité accrue et une exigence accrue à l'égard des impératifs de la charité.

Si l'on veut se persuader que de nos jours ce supplément d'âme peut exister, et que notre monde n'est pas entièrement et irrémédiablement technicisé, que l'on pense à cette charité directe, à cet amour du prochain au sens le plus immédiat de ce mot, dont témoignent aujourd'hui même entre beaucoup d'autres, les frères et les sœurs du P. de Foucauld.

GEORGES DESFAUDÉS.

LES NÉGOCIATIONS FRANCO-TUNISIENNES ET LE RASSEMBLEMENT DES PAUVRES

RIEN de plus difficile à faire en France que l'article de revue sur une question d'actualité comme les négociations franco-tunisiennes. A l'heure où j'écris, c'est-à-dire au lendemain de la chute du ministère Mendès-France, nul ne peut prévoir si elles continueront sur les mêmes bases. Et quand cet article paraîtra, leur climat, leur tournure auront peut-être changé dans un sens qu'il me semble impossible de discerner actuellement.

Aussi me bornerai-je à rappeler les données fondamentales du problème franco-tunisien, qui, elles, ne devraient pas être soumises aux vicissitudes de notre politique intérieure, mais au contraire rester présentes à tous les esprits soucieux de l'avenir de la Tunisie et de la France.

Ces données fondamentales tiennent en deux points que nous examinerons successivement pour la commodité de l'exposé, mais que nous considérerons conjointement pour être fidèles à la réalité des choses : 1) Dans le problème franco-tunisien, le facteur politique n'est

pas le seul en jeu; 2) Le facteur politique existe, mais il ne sera bien dégagé que s'il est situé dans un ensemble plus vaste et notamment dans l'ensemble nord africain.

Le problème franco-tunisien n'est pas politique seulement

Je n'ai garde de nier l'importance de la politique, de ses conceptions et aussi de ses slogans, de ses clichés, de ses combinaisons. Il suffit de passer quelques jours à Tunis et de prendre quelques contacts avec divers Tunisiens pour être convaincu que les mots du vocabulaire politique, et particulièrement le mot ambigu d'autonomie interne et le mot magique d'indépendance expriment des passions profondes. On se tromperait gravement si l'on croyait à un mouvement de surface chez un peuple passif ou à une attitude surfaite chez les conducteurs actifs de la masse. Oui, la situation est politique, elle n'est pas que cela, mais elle est cela d'abord.

Pour la comprendre en cela, il est utile de se reporter à quelque soixante-quinze ans en arrière, à l'instauration du protectorat. Aux termes du traité du Bardo (12 mai 1881), le gouvernement français pourvoit aux relations de la Tunisie avec les puissances étrangères. La convention de la Marsa (8 juin 1883) prévoit que le bey procédera aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles. Le décret du 23 juin 1885 définit les pouvoirs du Résident général de France à Tunis — et ce sont des pouvoirs presque absolus : le Résident général est l'intermédiaire obligé entre le gouvernement tunisien et le gouvernement français, il est le président du Conseil des

ministres du bey et le ministre des Affaires étrangères du bey, il est en Tunisie le chef des services français — et pendant une longue période de protectorat, jusqu'à une date récente, ces services français, loin de se cantonner dans un rôle d'administration indirecte et de contrôle technique, s'engageront plus ou moins consciemment dans la voie de l'administration directe et tiendront effectivement en main les Travaux Publics, les Transports et les Communications, les Finances, la Justice et une grande partie de l'Enseignement, et, d'une manière interposée, l'administration caïdale et territoriale. C'est contre ce régime qu'avant 1939 un parti tunisien — le Destour — luttait en revendiquant pour la Tunisie une constitution d'État moderne. Destour signifie Constitution. Relayant et débordant le vieux Destour, le Néo-Destour avec Bourguiba réclame l'autonomie. A partir du 4 mars 1954, sous le nom d'autonomie interne, confirmé par la visite-éclair de Mendès-France le 30 juillet 1954, un système nouveau apparaît qu'il s'agit de parfaire au cours des négociations entreprises depuis janvier dernier : dans la mesure où l'on peut être informé sans violer le secret diplomatique, on se doute qu'une suite de conventions transféreront à une administration purement tunisienne les pouvoirs exercés par les services français, à l'exception de ce qui touche aux Affaires étrangères et à l'Armée.

L'opération de transfert n'est pas simple. Non seulement elle heurte des habitudes aux trois quarts séculaires du côté français, et soulève des espoirs d'indépendance totale du côté tunisien, mais encore elle pose dans toute leur complexité les questions vitales qui intéressent les colons, commerçants et industriels français. Par exemple en ce qui concerne les tribunaux, la justice

sera-t-elle « arabisée », rendue en langue arabe, avec jurisprudence coranique ?

C'est ici le moment de marquer que deux éléments de population sont en présence : 3.500.000. Tunisiens musulmans d'une part et 360.000 autres qui se veulent également Tunisiens d'autre part, dont 200.000 Français parmi lesquels 6.000 colons exploitant 770.000 hectares [1], 100.000 Italiens, 60.000 Israélites. C'est un problème politique infiniment délicat, celui qui consiste à aménager la coexistence de ces deux éléments d'une manière telle qu'ils ne puissent se livrer l'un contre l'autre à des procédures d'éviction mais qu'ils concourent au bien commun du pays. On se récrie certes du côté tunisien à l'idée de nourrir une volonté d'éviction ou des arrière-pensées d'éviction à l'égard de l'élément français, italien ou israélite. L'Union Générale des Travailleurs Tunisiens — l'U.G.T.T., qui est en quelque sorte au Néo-Destour ce que la C.G.T. en France est au parti communiste (ce qui ne signifie pas que le Néo-Destour soit communiste) — proclame son désir d'une Tunisie travaillant en accord avec les techniciens français installés dans le pays. Le Néo-Destour, qui se défend d'être un parti totalitaire, affirme qu'il ne rêve pas d'exercer sur la Tunisie une dictature dommageable aux intérêts français et il accuse des fauteurs de panique d'avoir incité des Israélites à prendre le chemin de Tel Aviv et des Français à liquider leurs biens et à rapatrier leurs capitaux. Mais le principe — et les applications — de la cohabitation entre une majorité musulmane, prépondérante par le nombre, enflammée d'un nationalisme ar-

1. Ils étaient 20.000 en 1900. Leur nombre s'est accru par les naissances et par la naturalisation de nombreux Italiens. Ils sont représentés au Parlement français par un député et un sénateur.

dent, et d'une minorité européenne et juive, essentielle à l'économie du pays, quel problème ! C'est l'un des plus malaisés qui soient à résoudre si l'on ne se contente pas des fausses solutions qui fusent avec de grands mots dans un climat passionnel. Hier, c'était une fausse solution, celle qui consistait à maintenir la minorité dans une position dominante. Demain, ce serait une solution non moins fausse, celle qui reléguerait cette minorité dans une ségrégation où les Européens et les Israélites seraient régis par des capitulations.

Et si l'on creuse le problème, on s'aperçoit que son facteur politique n'est pas le seul en jeu, et qu'on doit approfondir tout un problème social.

Nul n'en est plus persuadé et mieux averti que le soldat si humain qui représente la France en Tunisie : le général de Latour. Si les vertus d'un chef éprouvé pouvaient suffire à la tâche, le général de Latour, notre Résident général à Tunis, gagnerait vite la cause de l'amitié franco-tunisienne. Il n'ignore pas la gravité et la complexité du problème social qui est dominé par la démographie et par la misère du pays. Les rapports entre la France et la Tunisie, et entre les Français et les Tunisiens en Tunisie même, ne seront réglés politiquement que dans la mesure où ils embrasseront l'économique et le social dans un pays où la population, par la seule force de son accroissement, exige des solutions économiques et sociales très nouvelles, hors de commune mesure avec les structures traditionnellles.

Un pays pauvre — au sol dur, à la pluviométrie avare. Une année de bonne sur cinq. La partie la meilleure est au nord. Que les souvenirs de l'antiquité romaine et chrétienne ne nous éblouissent pas. Oui, le fils de Monique, le jeune Augustin, quittant sa province punique

pour étudier en Italie, fut surpris par les restrictions de lumière imposées à ses camarades italiens. En Tunisie, on n'épargnait pas l'huile dans les lampes studieuses, et l'on pouvait veiller. En Italie, non. La Tunisie de saint Augustin était justement célèbre par son abondance oléicole, comme par sa valeur de grenier. Mais la Tunisie de notre temps, celle où Mgr Perrin, archevêque et primat de Carthage, déploie son zèle, est une Tunisie bien différente par la démographie.

3.500.000 de Tunisiens en 1955. Ils n'étaient que 1.500.000 en 1885. Toutes choses égales d'ailleurs, ils seront 4.500.000 en 1965 — et plus citadins que ruraux — 2.400.000 citadins et 2.100.000 ruraux. Comment vivront-ils ? Comment vivent-ils déjà ?

600.000 n'ont pas d'emploi et la moitié de ceux-là n'ont jamais eu d'emploi. 100.000 cernent de leurs gourbis les 700.000 habitants de la grande agglomération tunisoise.

Les travailleurs gagnent dans l'agriculture des salaires variant entre 246 et 274 francs par jour. Le minimum vital, pour un célibataire, est de 5.200 francs par mois.

Il existe une bourgeoisie tunisienne, fine, lettrée, qui assiste avec des sentiments mêlés à la poussée démographique de ce rassemblement de pauvres. On sait que l'expression « rassemblement de pauvres » est le terme même qui désigne la conférence prévue au printemps prochain à Java entre vingt-huit nations, représentant 1 milliard 408 millions d'hommes, plus de la moitié de l'humanité; vingt-huit nations dont la Chine, l'Inde et le Vietnam, vingt-huit nations dont quatorze sont musulmanes et totalisent 259 millions d'habitants.

A Tunis, à la porte de la vieille maison où siègent les bureaux de l'U.G.T.T., à deux pas de l'avenue Jules

Ferry et des restaurants européens, un modeste casse-croûte affiche son prix : 40 francs. Bien des pauvres ne peuvent que humer son odeur de friture, et ne peuvent pas davantage se sustenter au restaurant européen qui vous offre pour 300 francs un plat de couscous tunisien. La misère de la Tunisie n'est pas ce fait isolé sur lequel on se penche en bon paternaliste. Elle engendre le gourbi et le fellagha. Elle commande un état social où le peuple fait des comparaisons. Elle détermine une prise de conscience. Elle pousse le pays à ce grand rassemblement des pauvres qui, ainsi que Tibor Mende le prédit, jette à l'Occident le défi.

Les œuvres d'assistance sont admirables. Mme de Latour s'y prodigue avec autant de discrétion que de dévouement. Mais comment relever le défi, comment créer une Tunisie moderne qui nourrisse le Tunisien, comment relever la condition humaine dans un pays subtropical dont les marges alimentaires diminuent tandis que les bras chôment faute d'emploi et que les bouches augmentent pour crier l'indépendance et aussi pour crier la faim ?

On se propose de redistribuer les biens « habous ». 100.000 hectares sur les 5 millions d'hectares cultivés en Tunisie.

On a amorcé une politique de barrages qui offre déjà dans la basse Medjerda de belles réalisations. Mais l'eau coûte de 5 à 6 francs le mètre-cube. Quelles cultures vivrières sont possibles à ce prix ? On espère, par des barrages dans le sud, fixer les nomades en oasis et les détourner de l'attraction des villes. On fait l'inventaire des ressources minières et l'on suppute les chances de la potasse et du pétrole. L'alfa pourrait donner lieu à une industrialisation.

On n'ose aller à contre-courant du progrès technique et arrêter la mécanisation des travaux publics et de l'agriculture pour trouver un peu de travail aux manœuvres.

Exécutera-t-on un plan répudié par les forestiers et qui transformerait la forêt de Khroumirie en lots de terres neuves ?

Faire de la terre neuve, fabriquer de la terre arable, de la terre pour le blé, l'orge, le riz, l'olivier, les primeurs, c'est à ce problème, si simple dans son énoncé, que se subordonnent tous les autres.

Il y faudra des investissements. En plus des deux milliards pour combler le déficit annuel du budget tunisien, en plus des dix-sept milliards [2] que la France fournit déjà chaque année pour de grands travaux d'intérêt général, comptons le double pour lancer la fabrication de la terre tunisienne si l'on veut qu'elle porte ses habitants.

Mais comment utiliser les investissements sans cadres et comment les avancer sans garanties ?

Les cadres tunisiens ne sont pas encore prêts. Les 14.000 étudiants de la mosquée de l'olivier à Tunis — la Zitouna — en sont au stade médiéval en ce qui concerne les choses de la technique. Et dans la Tunisie évoluée, on ne trouve pas dix ingénieurs. On cite les deux polytechniciens. — La formation professionnelle peut être accélérée. Mais le passage d'une culture théologale et littéraire à une technique moderne ou plus exactement la confluence de cette culture et de cette technique ne sera pas le moindre problème de coexistence qui se posera pour l'esprit tunisien.

2. Chiffre qui pourrait être utilement comparé à ceux de la guerre d'Indochine et à ceux du rapport sur le trafic des piastres.

Qui procurera les investissements et sous quelles garanties ? Les capitaux privés ne se déplacent pas vers des pays troublés. Et la Tunisie se méfiera de ces financiers, dont elle a fait l'expérience avant le protectorat français, quand de 1862 à 1871 ses finances obérées par des beys modernistes furent affermées dans des conditions qui achevèrent d'appauvrir la population et d'asservir l'État beylical. Le plus sage pour la Tunisie est de penser que la France paiera. C'est aussi le plus sage pour nous, Français. Payer, c'est redistribuer notre revenu national de façon que la Tunisie ait sa part. Mais pour accomplir en pleine clarté cet acte de solidarité, il convient alors de ne pas isoler la Tunisie de l'ensemble où elle est située. Nous devons tout faire pour que la Tunisie choisisse le monde français comme le secteur d'interdépendance où elle se développera. Mais montrons-lui bien les contours de ce secteur-là et, nous-mêmes, connaissons-les bien.

La Tunisie dans l'ensemble nord-africain

La Tunisie n'est pas l'Algérie et n'est pas le Maroc. Elle est elle-même, mais géographiquement, historiquement, religieusement, elle fait partie de l'ensemble nord-africain où Maroc et Algérie ont également des connexions avec elle et possèdent leur propre vocation.

Ce n'est pas à un « Africain » comme le général de Latour, ce n'est pas à un homme comme Jacques Soustelle, le nouveau Gouverneur général de l'Algérie, qu'il y a lieu d'indiquer les relations qui existent entre la Tunisie et les régions algériennes limitrophes, sinon l'Algérie tout entière. L'ethnologue et le sociologue

du Musée de l'Homme, l'ancien professeur à l'École nationale de la France d'outre-mer, le savant habitué aux problèmes du contact entre civilisations différentes, Jacques Soustelle, est aussi l'ancien ministre de la France d'outre-mer dans les mois qui suivirent cette Libération à laquelle il contribua comme compagnon du général de Gaulle. Alliant la discipline intellectuelle à un tempérament d'action, il a, pour le compte de son gouvernement algérien, la claire notion de l'ensemble nord-africain.

Le gouvernement français, respectueux des situations que la 3e République a léguées aux Constituants de 1946, mène en Afrique du Nord deux politiques de front — deux politiques opposées théoriquement. D'une part, en Algérie, il poursuit une politique d'intégration. D'autre part, en Tunisie et au Maroc, il recherche les bases d'une politique d'association. L'Algérie est dans la République française. Les Algériens, tous les Algériens, sont nos co-nationaux et nos concitoyens. Les discussions portent sur les moyens qu'ils ont d'exercer leur citoyenneté française. Les neuf millions de musulmans algériens sont entrés dans la République Française sans renoncer pour autant à leur statut personnel musulman. Voilà le droit sinon le fait. Telle est la loi sinon les mœurs. Il en va tout autrement de la Tunisie et du Maroc.

Alors que l'Algérie et avec elle, l'Afrique Noire française et Madagascar, et les établissements français d'Océanie et la Nouvelle Calédonie, transformaient en 1946 leurs « indigènes » en citoyens français, et rejoignaient dans la République les Antilles, la Guyane et la Réunion, alors que le Vietnam, le Laos, le Cambodge devenaient des États associés à la République ainsi

agrandie et formaient avec elle l'Union Française, ni la Tunisie, ni le Maroc ne participaient à cette intégration ou à cette association. Ils demeuraient sous le statut de protectorat, l'un sous le traité du Bardo, l'autre sous celui d'Algésiras. Tunisie et Maroc ne sont pas dans la République française et n'ont pas d'assemblées représentatives comme en ont le Tchad ou la Haute Volta. Tunisie et Maroc ne sont pas non plus dans l'Union Française au sens constitutionnel du mot, car ils n'ont pas le statut d'États associés à la République. Ils ne sont représentés ni dans les organes de la République[3] ni dans ceux de l'Union Française.

Mais dans la géographie comme dans l'histoire, et sous l'angle de la communauté musulmane, la Tunisie et le Maroc flanquent l'Algérie, et sont flanqués eux-mêmes par le bloc négro-africain de l'A. O. F. et de l'A.E.F. Vous n'êtes pas étonné de voir à la sortie de Tunis un écriteau de signalisation routière : Fort-Lamy, 4.000 kilomètres.

Le même écriteau porte aussi : Le Caire, 3.066 kilomètres.

Entre la mosquée magnifique du Caire : El Azhar et la mosquée de l'olivier à Tunis : La Zitouna — et les mosquées du Constantinois et celles du Maroc — il y a le synchronisme des grandes ondes de la sensibilité musulmane.

Et entre le Caire et Tunis, un état musulman indépendant, et subventionné, a surgi : la Libye, qui soulève la question du Fezzan.

La Tunisie a toujours eu conscience d'appartenir à

3. Répétons que le député et le sénateur de la Tunisie sont les élus des Français de Tunisie et qu'ils ne représentent pas la Tunisie.

un ensemble nord-africain et de figurer dans cet ensemble la charnière entre Orient et Occident. Nous aussi, Français, nous devons prendre conscience de cette appartenance tunisienne à l'Afrique du Nord et de cette vocation tunisienne à servir de trait d'union entre le Proche-Orient et l'Europe.

Nous sommes parfois enclins à penser que nos interlocuteurs tunisiens sont doubles, c'est qu'ils ne peuvent pas ne pas être attirés à la fois par le Caire et par Paris — par le Caire où l'Islam évolue, par Paris où ils voudraient bien que la notion d'Union Francaise évoluât.

Elle peut évoluer si nous savons ce que nous voulons : aider un pays pauvre dont la vraie ressource est une population qui s'éveille — aider un pays-charnière qui n'est pas séparable de l'ensemble nord-africain — et donner à cette aide l'esprit d'une politique sociale nouvelle qui fera déboucher Tunisie et France sur l'avenir.

Les considérations qui précèdent sont si banales qu'elles décevront sans doute les enragés de la force répressive comme les amateurs de conventions politiques dûment paraphées.

La Tunisie est un test pour la France, un des nombreux tests que nous avons à passer pour nous qualifier, surtout si nous prétendons construire l'Europe.

La Tunisie, c'est aussi un test pour les Tunisiens — et je le dis sans aucune ironie, avec l'espoir qu'ils le comprendront. Elle est inévitable, l'épreuve qui les attend. Il ne faut pas qu'elle leur soit refusée et il ne faut pas qu'elle tourne mal. Épreuve d'avoir à satisfaire, à conduire un peuple misérable qui a besoin de terres et de technique pour vivre décemment et pour faire fleurir ses qualités natives.

Elles ne seront pas trop de deux, la France et la Tunisie, pour témoigner ensemble qu'elle ne sont pas au-dessous des tests qui leur sont imposés.

Des mots, des vœux verbaux ? Non, des cas très concrets : il y a actuellement en Tunisie plus de sept cent mille enfants en âge scolaire. Comment les instruire tous ? Dans dix ans, il y en aura près d'un million. Nous y préparons-nous ? Voilà un exemple du grand test franco-tunisien. Il ne manque pas en Tunisie de Français groupés autour du général de Latour qui ont le sens de l'avenir et la confiance de la jeunesse tunisienne. Aidons-les. Cela coûtera cher! Mais moins que de laisser pourrir en prison un gosse de huit ans, comme cela fut fait, en Algérie, un peu avant 1954.

Robert Delavignette.

LA PHYSIONOMIE SOCIALE DE LA FRANCE DE DEMAIN

1. — Il est commun de constater que la libération du territoire n'a pas apporté l'harmonie politique rêvée sous l'occupation. Peut-être va-t-on comprendre bientôt que la libération des échanges — et plus généralement le retour au règne du consommateur — n'apporte guère non plus les harmonies économiques chères à Bastiat.

Non qu'il eût fallu continuer à vivre sous la domination allemande et dans une pénurie de produits ; mais l'état de guerre, militaire et économique, procure au moral d'un peuple un tonus qui lui permet de supporter les injustices ; tolérance comportant à la fois le sacrifice consenti d'un côté et la bonne conscience de celui qui en profite de l'autre. La baisse de ce tonus change les rapports moraux entre les citoyens.

Les embusqués de l'économie sont, souvent, comme les autres, de bonne foi. Un exemple illustrera ce propos. A l'ombre des secteurs nationalisés, les fabricants de certains matériels de mines pratiquaient des prix doubles de leurs confrères anglais. Qui eût été en mesure de faire des comparaisons de prix ? Comment analyser la faible productivité de leur travail ? Qui, surtout, aurait eu le courage de dire que les avantages

spéciaux de salaires et de prestations sociales de cette industrie n'étaient pas plus une victoire de la classe ouvrière que les bénéfices des patrons ou des actionnaires ne résultaient de leur esprit d'entreprise ou de l'acceptation d'un risque ? Les uns et les autres prenaient une part qui ne leur était pas due.

Le grand air soufflant sur l'économie française, ces avantages acquis sont remis en question. Des ouvriers risquent d'être mis en chômage, d'autres de voir leurs avantages diminués ; des patrons travaillent à perte. Les uns et les autres ressentent un violent sentiment d'injustice d'autant plus grand qu'ils ne l'avaient pas perçu quand ils bénéficiaient d'une situation anormale.

2. — A ces maux, l'expansion économique apporte des remèdes ; mais elle accentue les oppositions. Rendant matériellement plus supportables les gênes momentanées, elle aggrave au contraire les sentiments d'injustice et la souffrance morale qui en résulte.

Aux salaires réels augmentés par une meilleure productivité, l'expansion ajoute un autre avantage : celui de procurer des débouchés nouveaux qui permettent le réemploi de la main-d'œuvre et même des cadres de direction qui n'auraient plus eu leur place sans elle.

Mais ces bienfaits discrets sont souvent compensés par des inconvénients qui, pour être moindres, n'en sont pas moins très lourds à supporter. L'économie d'un pays change de figure et se créent ainsi des courants différents dans le pays, non seulement d'une classe à l'autre mais également d'une région à l'autre.

Deux processus différents sont en effet concurremment mis en œuvre. D'un côté, ceux qui étaient en queue du peloton rattrapent ceux qui étaient en tête d'autant plus facilement qu'ils avaient de grosses possi-

bilités d'amélioration. C'est ainsi que l'année dernière les progrès de la production agricole ont été plus sensibles au sud de la Loire qu'au nord, et c'est ainsi également que certaines distributions de produits alimentaires ou vestimentaires peuvent à l'heure actuelle abaisser leur prix de revient dans une proportion bien supérieure à celle que peuvent réaliser les grands magasins.

Mais il est des limites à ces regroupements au sein du peloton. Si la concentration n'est pas une issue inéluctable du développement économique actuel, elle apparaît dans des secteurs de transformation mécanique comme le procédé permettant l'amélioration la plus rapide de la productivité. Aussi c'est un autre processus qui se dégage naturellement de l'évolution économique : le développement des secteurs déjà en progrès, et l'asphyxie lente de certaines activités ou, à l'intérieur de celles-ci, de certaines entreprises dont le rôle n'est pas primordial dans la physionomie de la production de demain — c'est aux riches que l'on donne et les déshérités n'ont plus qu'à disparaître. Il serait évidemment souhaitable que l'expansion se fît uniquement par le premier processus, mais il est à peu près impossible d'empêcher toute évolution suivant le second. Ainsi se crée une inégalité entre différentes classes ou différents groupes de Français. Les palliatifs que l'on propose ne sont pas toujours efficaces et en général ne sont pas souvent étudiés. Pour donner un exemple précis, l'installation d'une usine de transformation dans une région où l'agriculture doit naturellement abandonner du terrain, pose un problème assez difficile à résoudre sur lequel on ne s'est pas penché profondément jusqu'ici.

3. — Ces heurts engendrent de nouveaux clivages dans le groupement des intérêts.

La description marxiste de la lutte des classes est absolument inapplicable à la France d'aujourd'hui, ou alors il faut remplacer les classes par d'autres catégories. Les salariés comprennent à la fois les directeurs d'entreprises et les balayeurs. Aux entrepreneurs que sont les petits paysans et les commerçants de la Corrèze, le prolétaire chef du service d'E.D.F. gagnant plus qu'un conseiller d'Etat ou un général de division et le ménage de deux instituteurs apparaissent comme bénéficiant d'une injuste répartition. Qui plus est, l'opinion est encore plus sensible aux modifications des avantages qu'aux situations acquises . La stabilité du traitement des fonctionnaires ou para-fonctionnaires indiqués est insupportable au commerçant et au paysan qui sont sur le point de cesser leurs activités.

D'un autre côté, l'ouvrier spécialisé de la Régie Renault, qui voit ses revenus augmenter légèrement mais sûrement, ne se sent plus exploité par un capitalisme de combat dont il perçoit, d'une manière diffuse, que ses intérêts sont liés aux siens.

Cette évolution se développe depuis quatre ou cinq ans ; ses manifestations en sont, par exemple, la conclusion de conventions collectives dans le textile ou la désaffection progressive pour le syndicalisme de la main-d'œuvre de grosses entreprises en expansion. A plus forte raison si l'entreprise a assez de surface pour faire des prêts locatifs ou permet d'acheter à crédit des appareils de radio ou de télévision à ses employés, ce nouvel état d'esprit sera plus répandu.

D'une manière semblable les distinctions entre la droite et la gauche tendent à porter sur des attitudes

morales vis-à-vis des problèmes nationaux ou internationaux plus qu'à des revendications économiques. C'est aussi la raison pour laquelle les programmes économiques et sociaux des différents présidents du Conseil pressentis sont aussi voisins les uns les autres. Une politique économique à l'heure actuelle ne peut avoir de latitude que dans de grands objectifs qu'elle se fixe à l'avance. Sa tactique immédiate est forcément très uniforme.

4. — Ces nouveaux clivages sont rendus pénibles par une mauvaise compréhension des phénomènes économiques. Il n'est jamais bon qu'un bouc émissaire ne soit pas sacrifié, parce que sa permanence empêche le pécheur de se retourner vers sa propre conscience. En l'occurrence la situation est encore plus grave, puisque souvent il n'y a pas culpabilité mais situation de fait.

Les commerçants, collecteurs d'impôts par la nature du système fiscal, qui manifestent dans le mouvement Poujade, ne se rendent pas compte que ce n'est pas le paiement de cette taxe qui les désavantage par rapport à d'autres formes de distribution : au contraire ils sont souvent les bénéficiaires du système fiscal actuel, qu'ils peuvent plus frauder que les autres. Si le gouvernement accédait à leur désir et supprimait tout impôt perçu par le commerçant ils s'apercevraient avec effroi que le prix du marché varierait en conséquence et que leur situation serait aussi pénible. Ce serait peut-être plus franc et leurs revendications contre les impôts dont ils sont frappés perdraient leur raison d'être.

De semblables illusions sont quelquefois entretenues par certains qui y ont intérêt. Ainsi le retour à la concurrence plus serrée a amené la concentration de presque toutes les usines de pâtes alimentaires. C'est là une

évolution normale ; cependant une des firmes intéressées a essayé de faire retomber la responsabilité des licenciements correspondant sur l'État en prévenant le personnel débauché que leur mise à pied était la conséquence des mesures de conversion décidées par le gouvernement. Pour cette raison d'ailleurs le mythe de la conversion paraît peu propre à susciter un enthousiasme unanime tout au moins dans les classes laborieuses comme l'avait fait celui du plan.

5. — Il est nécessaire en effet de montrer à chacun quelle est la physionomie de la France de demain, pour lui faire sentir que son effort n'est qu'une partie de l'effort collectif. C'est d'ailleurs la dernière chance que nous avons de donner un sens positif à un sentiment national qui ne trouve à l'heure actuelle à s'exercer que d'une manière critique et négative. Mais pour cela il faudrait avoir le courage de poser franchement les problèmes et le moyen d'en déterminer les données.

Pour de larges secteurs de l'économie, notamment pour l'agriculture, nous ignorons malheureusement complètement de quoi demain sera fait. Nos prix doivent descendre : plus de produits du sol doivent être obtenus chaque année avec moins de travailleurs ; mais nous ne savons pas si nous pouvons réaliser cet objectif avec moins de paysans ou plus d'exportations, ce qui est un des traits inconnus mais fondamentaux de notre pays dans l'avenir.

Faute d'avoir eu la science et l'audace nécessaires nous allons détériorer pour toute une partie de la population, non seulement la situation matérielle, ce qui ne serait pas sans appel, mais également l'espoir et le sentiment d'être compris dans le flux montant de l'évolution

économique, condition fondamentale à la construction de toute démocratie moderne.

Si en outre une dépression s'amorçait dans un pays ou un autre et que nous soyions seulement effleurés, une véritable révolution pourrait naître de ces sentiments d'impuissance et de désespoir qui seraient alors multipliés.

JACQUES DUMONTIER.

LE CHRIST CHEZ LES ARTISTES

II

DANS la première partie de son étude l'auteur a retracé les étapes « du divorce et de la réconciliation » de l'Église et des comédiens. Examinant maintenant les problèmes du « milieu » et de la vie des comédiens en face de la vie chrétienne, il a d'abord traité celui qui touche la *personnalité* elle-même qui doit adopter des personnages étrangers à sa vraie nature.

2) Le problème que pose *le travail* n'est pas moins complexe. Un labeur acharné est exigé du comédien, du musicien, du danseur. Le cri admiratif : « quelle facilité! » prouve beaucoup de naïveté, ou d'ignorance. Les lois d'une technique imposent de constantes disciplines aux intuitions de l'esprit et aux élans de la sensibilité. Telle scène, au cinéma, qui paraît toute simple et fort bien « venue », a été peut-être recommencée dix-huit fois! « J'ai toujours acheté très cher ma chance » : cet aveu de Mermoz vient à la mémoire quand on évoque, par exemple, ce jeune premier auréolé de gloire retournant, pendant plusieurs mois, travailler le *Cid* chez son maître Georges Le Roy. Ne nous étonnons pas si les artistes sont parfois scandalisés par le manque de préparation, ou les défauts de prononciation (parfaitement corrigibles)

qui rendent certains prêtres « inaudibles » dans tous les sens du mot... Ils savent que rien ne s'improvise.

Il leur faut aussi une rare ténacité, et nous les voyons parfois braver les conseils d'une élémentaire prudence :

Certains comédiens ne se font jamais remplacer, non pas seulement parce qu'ils sont irremplaçables et que leur absence ferait tomber la recette, mais parce que, ayant le sentiment de leur responsabilité, de ce qu'ils apportent au public et à l'auteur, ils ont le courage de jouer parfois avec la fièvre ou des malaises qui obligeraient n'importe qui à se coucher, très mal en point. Eux se lèvent pour aller au théâtre [17].

Tout cela est impressionnant. Mais songeons au danger que font courir à l'âme de tels accaparements. Le temps ne sera pas seul à être dévoré : les forces vitales auront-elles la possibilité de s'exprimer ailleurs, d'être employées au service d'une autre cause que celle de l'art ? Que restera-t-il pour la patiente édification du chef-d'œuvre que devrait être une vie ? Ce problème est connexe à celui qui nous occupait il y a un instant. Plus que toute autre, la profession artistique mobilise les puissances de l'affectivité, et les soumet à rude épreuve. On risque de s'y épuiser. On risque également (comme tout spécialiste) de s'enclore dans un monde fermé, de tout apprécier d'après le miroir déformant qu'il impose, de tout soumettre à un lit de Procuste assez exigu.

Il y a une sorte de grandeur chez ces hommes et ces femmes si profondément assurés de l'importance de leur tâche

17. *Édouard Bourdet et ses amis,* par Denise Bourdet, p. 57. — La confidence que nous fait, de son côté, Maurice Chevalier peut prendre une valeur exemplaire : « Le public s'est dérangé : il faut le servir, et au mieux !... On continue. Voilà tout ! C'est le dernier métier où on ait le droit de s'écouter. D'ailleurs, si je l'avais fait à chaque fois que je n'ai pas été bien, je n'aurais pas chanté les deux tiers de ma carrière » (*Noces d'or,* pp. 16-17).

qu'ils regarderaient le monde crouler en se demandant : est-ce que ça fera trente représentations [18].

Cette boutade est plus drôle que méchante. Elle pousse à l'absurde une part de vérité. Mais cette part de vérité est inquiétante.

3) Nouvelle question : quel est le comportement des artistes en face de *la foi* ? Nous avons parlé d'un milieu difficile : offre-t-il, ou non, des chances au *Credo* catholique ? L'indifférence en matière religieuse y est assez répandue, malgré le vague déisme d'un grand nombre et des pratiques superstitieuses qui font illusion. L'épithète « pays de mission » serait néanmoins excessive, à moins qu'on ne distingue ce pays-ci de tels autres qui se sont constitués hors de l'influence de l'Eglise. Le monde du Spectacle, lui, a été chrétien ; paradoxalement, le clergé de France porte la responsabilité de sa désaffection. Nous avons vu avec quelle ténacité les comédiens essayaient de rester au sein d'une Eglise qui les repoussait. Le clergé avait ses raisons, mais le résultat d'une telle lutte apparaît catastrophique : les excommuniés malgré eux sont maintenant, pour beaucoup, dehors...

Et pourtant, un point d'appui certain demeure pour la foi et la pratique chrétiennes. Nous le trouvons dans *le goût de l'authentique*. Au prêtre appelé à évangéliser les artistes, des amis déclarent souvent : « Quel auditoire vous avez! facile, vibrant, ouvert! » Peut-être, mais on se méprend sur le genre et la qualité des résonances qu'il offre. Il est en fait l'un des plus exigeants qui soient, précisément parce qu'il ne peut souffrir aucune contrefaçon.

18. *L'Express* du 4 septembre 1954, p. 8.

Cette recherche de l'authentique me semble se manifester de plusieurs manières. Une assemblée d'artistes est sensible avant tout à la sincérité et à la simplicité : mieux vaut quelqu'un qui lui parle sans talent, mais en toute franchise, que trop bien. Pas un auditeur qui ne puisse déceler infailliblement les « trucs », l'artifice, la fausse émotion. N'utilisez pas les recettes de la rhétorique : même vos procédés involontaires seront rapidement mis à jour...

L'artiste a aussi le respect de « ce qui est en cause » : un texte, une mise en scène, une symphonie, un poème, un ballet. S'il lui arrive d'entendre la Parole de Dieu ou d'assister aux mystères chrétiens, une grande attention sera sienne, et cette attention créera un état de disponibilité, d'accueil. A une condition, toutefois : c'est que le prêtre et les chrétiens lui donnent l'impression d'un respect pareillement scrupuleux de ce qui, pour eux, est en cause : le message évangélique et le Sacrifice divin. Sinon il se détournera, scandalisé : les cérémonies du culte et le ministère du Verbe s'accommoderaient-ils des à-peu-près que l'art profane condamne ?

Enfin, ne le croyons pas léger en face des réalités surnaturelles. Bien au contraire, les conséquences d'une adhésion au christianisme apparaissent à l'artiste avec toute leur gravité. Il sait que ce qu'il voit et écoute l'engage. Il prend au sérieux les préceptes du Seigneur. Une telle attitude présente des inconvénients, objecteront certains. Des conversions ne seront-elles pas retardées, des fidélités brisées, par la perception aiguë d'une sainteté inaccessible ? Sans doute, on ne cherchera pas — comme dans d'autres sphères humaines — à concilier apparemment les inconciliables. La vie chrétienne, qui est guérison, sera trop souvent jugée comme

un idéal réservé aux bien-portants. Et il y aura maldonne. Mais, dans cette sincérité, quelle pierre d'attente pour la vérité!

4) Par là nous abordons une nouvelle question, celle de *la moralité*. Les requêtes chrétiennes s'affrontent-elles ici à une immoralité ambiante plus accusée qu'ailleurs ? L'opinion publique (alimentée par les indiscrétions de la presse sur la vie privée de quelques vedettes) répond par l'affirmative. Exerçant mon ministère sacerdotal parmi des milieux humains assez différents, je ne partage pas ce point de vue. La liberté des mœurs « par delà le bien et le mal » est telle, chez les jeunes surtout, et dans tous les secteurs — même les plus traditionnellement honorables — de la société, que je ne conclus pas à plus de dévergondage chez les artistes. Quand des parents m'interrogent, je crois pouvoir dire que beaucoup de professions féminines font courir les mêmes dangers ; à notre époque, il est illusoire de vouloir « préserver », mieux vaut armer les adolescents par des convictions fortes.

Deux remarques cependant : la carrière artistique est encombrée par quantité de jeunes filles qui veulent devenir en un an Danièle Delorme (elles ont l'air si mutin!) ou Michèle Morgan (avez-vous remarqué leurs yeux ?), et de jeunes gens qui sont déjà Gérard Philipe. S'imaginant que la licence des mœurs fait partie de la profession, que le « genre artiste » l'exige, et, oubliant que tous leurs aînés ne vivent pas ainsi, ils renoncent à toute retenue. D'où, pour les autres, des tentations sans doute plus grandes qu'ailleurs, reconnaissons-le. Plus tard, les conditions changeront quelque peu : le travail imposera des disciplines rigoureuses, on com-

prendra qu'on ne peut pas tout faire en même temps et que le service de l'art a ses austérités. Toutefois, si le travail purifie, en ce sens qu'il amène l'être à se concentrer, et dépouille du dilettantisme ceux qui l'accomplissent comme on se donne à une grande cause, il appelle aussi des compensations. Un ressort trop tendu éclate. Celui qui aura éveillé en lui et cultivé les passions de l'amour, pour jouer sur la scène aussi vrai que dans la vie, ou celui qui aura simplement fourni l'immense labeur que représente une interprétation fidèle, comment ne connaîtrait-il point, ensuite, la tentation d'abandonner toute contrainte, afin de se reposer, ou d'assouvir les passions qu'il vient d'assumer ? « Les forces de chaque homme sont limitées. Les uns mettent dans leurs œuvres tout ce qu'il y a de meilleur en eux, et les autres dans leur vie [19]. »

Quand on a tiré quelque chose du plus profond, du plus secret de soi-même, que le théâtre ou la musique vous obligent à réitérer constamment ce don, une grande faiblesse apparaît devant d'autres efforts. Peut-on, à la fois, réaliser un chef-d'œuvre avec son art et un chef-d'œuvre avec sa vie ? Peut-on jeter à la fois, dans toutes les batailles, les ressources de son être ? Terrible question. Chez les plus réfléchis, les plus conscients d'une telle dualité, il y a là matière à de cruels conflits — rançon de leur vocation...

On nous dit trop que l'art mène à Dieu, ce n'est pas très vrai pour les artistes. L'expérience prouve le contraire presque à tout coup. Dieu sauve les artistes parce qu'ils sont ses enfants, plus fous, plus douloureux que d'autres. Il les sauve par leurs folies et leurs douleurs qui sont souvent la rançon de leur art. Il ne les sauve guère par l'art [20].

19. Le P. Couturier, *Chroniques*, (Montréal), pp. 150-151.
20. Le P. Couturier, cité par Jean Bazaine dans l'*Art sacré* de mars-avril 1954, p. 8.

Une seconde remarque : les autres métiers offrent des écueils analogues, mais le problème du pain quotidien y est moins lié. Une jeune fille, une jeune femme peuvent perdre leur place ou un avancement, certes ; je ne crois pas, toutefois, que la carrière soit, autant qu'ici, mise en cause par le comportement moral. Il ne s'agit pas de place stable, mais d'un rôle épisodique, nécessaire à la subsistance, d'engagements au théâtre, dramatique ou lyrique, au cinéma. Le directeur, l'auteur, le metteur en scène ont la possibilité d'exercer un odieux chantage. Or, ne nous faisons pas d'illusion, le monde des artistes est dans son ensemble fait de besogneux. Le chômage y est une plaie endémique.

Il importe, en effet, de reviser bien des impressions inexactes. La foule ne songe qu'aux étoiles, et la presse l'en rassasie. Phénomène, d'ailleurs, assez récent. Il a fallu attendre le XVIII[e] siècle pour que les grands noms aient accès à la célébrité. Jusque-là, on respectait une sorte d'anonymat dans le travail artisanal. L'original du *Cid* ne portait pas de nom d'auteur. Les comédiens semblaient prendre en commun la responsabilité d'une pièce. Molière lui-même était inséparable de sa troupe. Aujourd'hui, la vedette a remplacé le héros d'hier. Voyez les photos dans les chambres de collégiens ou, aux obsèques de Jouvet, la foule qui en profite pour réclamer des autographes. Et je ne parle pas de tel enterrement dans une grande église parisienne : des gens sont venus ensuite recueillir, à l'emplacement du cercueil, des pétales de roses... Que voulez-vous ? Certains chasseurs d'images n'ont même pas respecté l'agonie de Dullin! La parole fameuse de Newman : « Moi et mon Créateur » a été ainsi modifiée par François

Mauriac : « Moi, mon Créateur — et le photographe... » Or, ces vedettes pourchassées sont en fait très peu nombreuses. Parmi les quelque dix ou douze mille professionnels du Spectacle que compte Paris, l'immense majorité est composée de gens qui aiment leur métier, gagnent peu (et momentanément), et luttent avec courage contre l'incertitude du lendemain. Les pièces de théâtre où il y a peu de rôles pullulent actuellement. Alors ? Dans cette sorte d'arène, ceux et celles qui veulent arriver à tout prix sont des proies désignées. Il leur restera la triste consolation de mépriser les forbans ou les pourrisseurs qui profitent de leur misère, et les œuvres malpropres qu'ils acceptent de jouer pour vivre (car ils sont rares, au total, « les trucs pour quoi l'on puisse mourir », suivant l'admirable aveu de Jouvet malade s'acharnant à monter *La Puissance et la Gloire*).

Les voies de pénétration chrétienne

Voila donc les problèmes majeurs : la personnalité, le travail, la foi et la morale. Essayons de voir maintenant comment le Christ peut pénétrer ici, arbitrer de tels débats, concilier avec les exigences de l'art et les conditions propres à un milieu de vie, celles de la Vie en lui, le Seigneur mort et ressuscité. Le prêtre est chargé d'annoncer à ces âmes le message chrétien et de favoriser leur renaissance par le mystère pascal. Comment agira-t-il ? Déjà certains éléments de solution ont surgi au long de nos analyses ; le moment est venu d'aller plus profond. Le Saint-Esprit devant nous « suggérer toutes choses », quels principes d'évangélisation le prêtre qui vous parle a-t-il

peu à peu, et souvent dans l'angoisse, découverts et expérimentés ?

Après sept années, voici ce qu'il croit pouvoir dire. Tout se résumera, d'ailleurs, dans une phrase très simple : vu le point d'insertion constaté, ne proposer aux artistes que le christianisme le plus authentique. Rien de nouveau, par conséquent : la prédication, centrée sur l'essentiel, de cet *authentique* si souvent mêlé d'éléments impurs, aménagé de façon caricaturale pour les soi-disant besoins de l'apostolat. D'autres tâches, d'autres responsabilités conduisent sans doute à la même conclusion. Laissez-moi confesser que le ministère sacerdotal en un tel milieu impose cette vérité, vieille de vingt siècles, avec une force jamais encore ressentie.

1) *La messe*, d'abord. Il existe des communautés paroissiales, et des communautés liturgiques. Ici, le regroupement s'opère vraiment à partir de ce monde homogène, dont nous avons dit qu'il recoupait les autres mais avait sa constitution originale. Les catholiques du Spectacle peuvent former — sans rien d'artificiel — une communauté paroissiale, non pas territoriale : professionnelle.

Aujourd'hui les relations humaines les plus étroites sont dans le milieu social, et non plus dans le voisinage...

L'Église, sous nos yeux, est en train de tirer les conséquences pratiques de cette évolution.

Le droit canon voit la renaissance des « paroisses personnelles », dont la base juridique n'est plus un lieu géographique, mais un milieu ethnique ou social : paroisse des Orientaux, paroisses de l'Armée, etc... Une aumônerie de lycée ou les multiples rassemblements de la « Paroisse Universitaire » étaient déjà dans la même ligne [21].

21. « L'Église de France devant sa tâche d'évangélisation », par l'abbé Fernand Boulard, dans *L'Actualité religieuse dans le monde*, du 1er novembre 1954.

Toute paroisse se rassemble autour du sacrement qui lui fait vivre la Pâque du Christ. Quand bien même les participants seraient peu nombreux — eu égard à la masse dont ils sont issus — c'est elle qu'ils représentent, et dont les liens se resserrent en Jésus-Christ. Les participants sont des témoins. Au delà des grâces immédiates qu'ils reçoivent, à titre individuel, ils songent à l'invisible unité avec les absents que réalise l'Eucharistie.

L'offrande de la messe ne suffit pas, les méthodes de conquête gardent toute leur importance, mais on a raison de faire confiance à sa puissante efficacité. En un sens, tout commence et s'achève là. Les catholiques du Spectacle l'ont compris ; leur assemblée dominicale est au cœur de leurs activités. Seuls les artistes et leur famille immédiate y sont admis. Et les prières sont dialoguées : messe du théâtre et de la musique, disait quelqu'un, « sans théâtre ni musique »... Cette exclusion de la foule veut défendre les artistes contre la curiosité, et aussi contre eux-mêmes : le respect humain menace d'une part, et d'autre part l'ostentation. Quant à la simplicité, elle fixe l'attention sur le mystère lui-même, elle fait collaborer l'assistance tout entière à la célébration. Un homme aussi soucieux de vérité que Louis Jouvet (pour ne parler que d'un mort) fut bouleversé par cette cérémonie qui voulait être seulement, mais tout cela : la messe. Me permettra-t-on d'ajouter que la plupart des conversions dont la joie nous a été donnée ont eu pour origine un pareil choc ? Je dis : conversions, car aux chrétiens se mêlent fréquemment les autres. Le rayonnement d'un culte authentique est imprévisible. Il peut forcer les portes de l'indifférence, voire de l'hostilité. Répétons-le : on a

raison de faire confiance au sacrement de l'unité, et je pense, certains dimanches, que cette assistance étrangement composite est comparable à celle qu'évangélisait le Seigneur pendant les jours de sa vie mortelle, et qui scandalisait déjà les Pharisiens...

Ne soyez pas surpris si la première place est ainsi reconnue à un office religieux, alors que des moyens d'apostolat moins abrupts sembleraient devoir le précéder. Quelques-uns objectent : ménagez davantage les transitions, apprivoisez les brebis rétives, utilisez d'abord l'art et ses liens avec le sacré ; n'est-ce point un peu fou de plonger en pleine réalité surnaturelle des incroyants ou des demi-croyants ?

Comme le P. Couturier, je ne crois guère que l'art mène à Dieu. Quand on étudie la mentalité de tel artiste déterminé, des intermédiaires de ce genre peuvent se révéler nécessaires. Mais quand on convoque une collectivité, il me semble qu'il faut lui proposer Dieu sans détours, l'introduire aux mystères de Dieu et du salut tout de suite. L'expérience prouve que chacun s'adapte à ce contact suivant ses possibilités personnelles.

N'est-ce point après que Dieu ait été identifié, nommé, préféré aux idoles de ce monde, que l'art peut mener à lui [22] ? Paradoxe ? Non pas. L'art développe alors certaines disponibilités fondamentales, met au

22. Nous ne minimisons pas pour autant les habituelles préparations, que Dieu utilise. Il en sera question dans un instant. Nous connaissons des artistes que le seul service exigeant de leur idéal et le goût de la perfection ont conduits à d'imprévisibles dépassements. L'aveu d'un metteur en scène aussi passionné que Gaston Baty — « Une vie toute donnée au théâtre, ce ne peut être que l'histoire d'un grand amour déçu (*Rideau baissé*, p. 225 » — exprime sans doute le désenchantement d'un créateur trahi par la réalisation de ses rêves; il souligne aussi la tendance vers l'absolu où s'insère parfois l'appel de Dieu.

service des vouloirs divins les facultés humaines où il régnait, livre à la lumière ses secrets accords avec la religion ; il offre même, dans l'âme de l'artiste, des résonances admirables au message chrétien, mais il est bon d'aller à la Source, directement. Une telle affirmation est probablement valable pour tout être racheté.

2) Un *enseignement* suivi est évidemment donné au cours de cette messe, dans l'homélie. Il est complété par des conférences d'initiation catholique. Cet enseignement fait partie de l'essentiel, car il est la Parole de Dieu proposée à l'auditoire précis qui se trouve rassemblé. Quelle que soit la forme qu'il revête, son rôle est capital. Il a pour objectif majeur de faire progresser les âmes de vérité en vérité ; il leur apprend ce que le Christ « a vu chez son Père » ; l'immense patrimoine offert aux baptisés est inventorié, richesse après richesse. Grâce aux inépuisables ressources de la liturgie, l'homélie du dimanche peut ainsi opérer une véritable transformation des horizons humains.

Ajoutons que là ne se borne pas l'ambition du prêtre. Mettre au contact, d'emblée, de la vérité première et agissante ne signifie pas qu'il faille mépriser les obstacles que celle-ci rencontre. On ne peut s'autoriser à brusquer les étapes que si la parole, dispensée pendant la messe et en dehors d'elle, se montre extrêmement soucieuse des difficultés partagées par le milieu tout entier. Ne faisons pas fi des cheminements d'ordre psychologique. Ayons toujours présentes à l'esprit les objections dont les auditeurs sont abreuvés, et les défigurations du christianisme d'après lesquelles ils ont souvent jugé. De grandes dissertations sur l'art et la religion agacent les artistes, et tout autant les lacunes

ou les simplifications d'une apologétique facile. Par contre, chacun se reconnaîtra, et les moins préparés se sentiront peu à peu à l'aise, si de sobres allusions, aussi exactes que possible, mettent en cause leur vie et les conditions de leur travail, telles qu'elles sont.

Une question plus grave se pose : quelle orientation imprimer à cet enseignement ? quelle sera sa ligne directrice ? sous quelle lumière continue placer le message ? Répondons franchement : là encore rien de nouveau. Toutefois la nécessité de centrer la prédication sur le mystère fondamental du christianisme — la Personne du Christ, d'abord, et ensuite son affirmation : « Si quelqu'un m'aime, il pratiquera mes commandements » — s'impose avec une force exceptionnelle. Certes, le primat de la vie théologale livrée par le Christ ressuscité est indiscutable, mais dès les premiers mois de mon ministère parmi les artistes j'ai compris — comme jamais encore — qu'une morale avait difficilement prise sur les hommes, si elle ne consiste pas à vivre ici-bas *les mœurs du Christ*.

La tâche missionnaire la plus immédiate consiste donc à prêcher le Christ, « pont » entre le ciel et la terre, suivant l'expression de sainte Catherine de Sienne. Mais feriez-vous surgir sous les yeux la Personne du Seigneur dans toute sa splendeur, auriez-vous démontré qu'il faut être enseveli dans la mort rédemptrice pour renaître, et que par là seulement s'engendre le vrai « moi », vos paroles n'auraient pu que préparer la rencontre. Dieu lui-même doit « révéler son Fils » en nous, dit saint Paul. Par la prière et le service d'autrui, l'âme se dispose à cette révélation, le cœur s'ouvre au don de l'amour. En même temps que le Christ est annoncé dans ses mystères, une invitation pressante,

exigeante, constamment renouvelée, doit être adressée en faveur des humbles supplications, et de la charité.

Alors, au nom du Christ — de ce Christ contemplé, écouté, imploré — le prêtre peut rappeler sans faiblesse les commandements. Par delà leur aspect de loi écrite contraignante, ceux-ci deviennent la manière humaine, concrètement réalisable, de ressembler progressivement au Christ, et par le Christ à Dieu.

Comprenons bien : des consciences sont obscurcies, certaines facilités dans le domaine de la morale apparaissent normales, naturelles ; il n'y a pas lieu de se décourager pourtant : ces consciences gardent quelque lucidité dans le péché (plus qu'on ne croit), et même si la lucidité était absente, rien ne serait perdu. Que l'amour s'en empare, et tous les réveils, et tous les apprentissages de la vie vertueuse sont possibles. Mais ces êtres malades ou menacés ne peuvent condamner le péché, et chercher avidement le moyen d'en guérir, que si l'amour intervient. Faites confiance à l'amour : le reste suivra.

Est-ce à dire que de tels principes d'évangélisation soient d'application aisée ? Il est difficile de bien parler du Christ et de sa Charité... N'allons pas imaginer non plus qu'il y ait là un procédé pour offrir du christianisme un visage « séduisant ». Certes, le brutal énoncé d'un règlement est apparemment plus austère, mais les requêtes de l'amour sont, en fin de compte, plus grandes que celles de la seule loi écrite. Si les circonstances, son tempérament, ses humeurs, son âge le favorisent, tout baptisé peut être plus ou moins quitte avec un code de morale ; on ne l'est jamais avec un amour. Des artistes le comprennent si bien qu'ils ont — hélas! — renoncé à leur assemblée dominicale par crainte d'une

aventure qui allait d'abord les mener aux commandements, mais ensuite, par la logique de commandements vécus avec amour, les obliger à totalement « revêtir Jésus-Christ », aventure qui s'achève dans la sainteté.

3) « C'est en aimant les hommes qu'on apprend à aimer Dieu », dit le P. de Foucauld. Une allusion vient d'être faite au service d'autrui. Vingt siècles de christianisme nous ont appris que si l'entr'aide fraternelle était une expression de la charité, on pouvait y voir aussi une introduction puissante à cette charité ; l'amour du Seigneur, qui par là se *prouve*, peut également se *trouver*. Humble voie, dans la fidélité à l'Evangile ; voie de dépouillement qui délivre de l'égoïsme, des suffisances, et sort le technicien du monde étroit où il se complaît ; voie de vérité qui apprend à discerner sous les visages les traits d'un autre Visage...

Isolé, l'artiste ne manquera pas d'entendre un tel appel. S'il appartient à une communauté vivante, si des chrétiens décident de prendre en charge les éprouvés, selon toute la mesure de leur temps disponible et de leurs ressources, alors sa générosité sera constamment éveillée, mise en accusation ; en même temps le sens religieux de ses démarches lui sera découvert, et même s'il doit tâtonner longtemps en quête de Dieu, c'est Dieu déjà qu'il rejoindra, invisiblement, dans le sacrement que sont les malheureux.

Une communauté chrétienne dans le Spectacle a ses « seigneurs » : non pas les vedettes, mais les pauvres, les malades, les vieillards abandonnés, les malchanceux. Parmi les professionnels du théâtre ou de la musique, le nombre est considérable de ceux qu'une existence de dur labeur laisse dans l'angoisse quand le soir

tombe. L'Absolu ne peut être cherché, et le pain eucharistique ne peut être offert avec sincérité que si les premiers aimés et servis sont « ces plus petits » dont le Seigneur a fait ses témoins jusqu'à la fin des siècles.

Le fruit d'un souci à ce point lancinant sera, d'ailleurs, plus beau qu'on n'imagine. Rassemblez des artistes autour du saint Sacrifice et pressez-les d'adoucir la misère par le don de leur amour ; entre eux, dans un milieu où la camaraderie est sapée par les dénigrements, les jalousies, les critiques venimeuses, les atroces compétitions d'une vraie lutte pour la vie, vous verrez naître peu à peu le miracle chrétien par excellence : la fraternité des enfants de Dieu, la douceur de qui ouvre sur les autres « les yeux illuminés du cœur ».

Evidemment, une paroisse de ce style ne peut se juger d'après ses seuls habitués. A qui demande sur combien de présences le prêtre peut compter chaque dimanche, il est facile de donner des chiffres impressionnants. Mais toute statistique est menteuse, ici spécialement. Beaucoup viennent de façon épisodique, parce qu'ils ont un domicile très éloigné du lieu de culte (ils n'ont pas encore rappris, par ailleurs, le chemin de l'église la plus proche). D'autres sont partis en tournée pour trois mois. Quant aux plus favorisés parmi les acteurs, ils jouent le samedi soir et deux fois le dimanche...

Ce que ne révélera pas la statistique, c'est le rayonnement stupéfiant d'un groupe humain, quand il possède la foi. L'apôtre d'un monde privé de Dieu n'est pas le prêtre, mais la foi des laïcs qui ont retrouvé Dieu. Il suffit de prêcher l'essentiel, et de faire con-

fiance à l'essentiel ; alors le levain dans la pâte est autre chose qu'une belle image : sa réalité surgit chaque jour sous nos yeux. Et rien n'empêchera que peu à peu elle gagne toute la pâte à soulever.

Immense travail, dira-t-on, ambition démesurée! Certes, et qui donc s'en rendrait mieux compte que nous ? Le combat dépasse les dimensions que vous lui assignez. Car vous le limitez inconsciemment à l'évangélisation de ces vies d'artistes. Il est plus ample encore. Et là il a besoin des efforts de tous les chrétiens. Les spectacles eux-mêmes doivent être atteints par ce renouveau. Quand le rideau se lève, ou quand le film commence, une attente extraordinaire se sent dans le public, s'expérimente physiquement. A une telle disponibilité vous savez comment l'on répond... Accuser les interprètes est vite fait ; certains portent une responsabilité évidente, mais la très grande majorité ne peut rien à ce pitoyable état de choses. Vouer aux gémonies les forbans du cinéma demeure platonique. Un pays a les spectacles qu'il mérite. Transformez le pays, et les acteurs auront plus souvent l'occasion d'un de ces rôles humains, vrais, denses, qui enrichit au lieu d'avilir. Le Christ sera plus à l'aise chez les artistes, quand il le sera aussi dans notre pays de France.

J'ai parlé plus haut de chiffres et de statistique. Laissez-moi conclure en réclamant la même relativité pour nos présentes réflexions. Non seulement elles n'ont pu que discerner les conflits majeurs, saisir les articulations maîtresses d'une œuvre missionnaire en laissant dans l'ombre d'autres efforts, mais elles sont demeurées au seuil d'un mystère : celui qui garde et protège les relations des âmes avec leur Dieu. Les descriptions les plus chaleureuses seraient inférieures à cette

réalité ; au surplus, elles se doivent de respecter certains secrets. Leur valeur est celle d'un signe.

Pour être plus justes à l'égard des comédiens, des danseurs, des musiciens, regardez-les donc avec un autre regard que celui des chroniqueurs de magazines. Dieu les aime, et les cherche, et le nombre de ses amis est plus vaste que vous n'imaginez. Tel d'entre eux a communié ce matin ; celui-ci se prépare à son baptême, ou se mariera religieusement demain. Jouvet, sorti de scène, lisait Simone Weil... Et même si rien n'affleure de l'itinéraire intérieur, la miséricorde poursuit patiemment sa tâche ; on ne saura reconnaître sa présence qu'au terme peut-être, mais elle est là. Une Suzanne Desprès, un Charles Dullin, tant d'autres l'ont nommée en pleine lucidité, à l'heure suprême. Priez pour ces tenaces serviteurs de l'art, si souvent écartelés ; priez avec ceux qui sont chrétiens et dont la supplication en faveur de leurs frères ne cesse pas. Depuis certaine veillée dans la pauvre église du Curé d'Ars, ou la retraite de l'an dernier près de Saint-François-d'Assise, je me répète souvent la parole du P. Couturier : « Dans le royaume de l'esprit, les plus belles chances se trouvent toujours où sont aussi les plus grands risques [23]. »

A.-M. Carré.

23. « Tout est miracle », dans *Le Figaro* du 24 octobre 1951.

QUAND M. FRANÇOIS MAURIAC ME MET A LA QUESTION

Les crimes dont M. François Mauriac[1], pour la deuxième ou la troisième fois depuis qu'il y a un Bloc-Notes pour l'honneur de la littérature française, m'a fait publiquement honte tiennent en deux phrases d'un article de *La Vie Intellectuelle* [2] — deux incidentes qui venaient à la traverse de mon propos principal et que la vive attaque de M. Mauriac me permettra de reprendre et de justifier avec plus d'ampleur. Comme ces deux phrases ont provoqué chez le prince de nos écrivains une colère véritablement jupitérienne, je serai contraint dans cette réponse de me citer moi-même en même temps que je recopierai les commentaires animés de M. Mauriac, sans dissimuler ma joie de voir ma modeste littérature passer à la postérité en entrant ainsi dans les œuvres complètes d'un grand seigneur des lettres.

La première de ces phrases, malheureuses ou trop heureuses, je ne sais, était une allusion « *à cette sordide affaire des fuites d'où ne sortent grandis ni les amis ni les ennemis de M. Mitterrand* [3] ». M. Mauriac, au dé-

1. *Express* du 22 janvier 1955. *Le Bloc-Notes de François Mauriac*, date : 15 janvier, colonnes 1, 2, 3.
2. *La Vie Intellectuelle* de janvier 1955, Signes des Temps. Du côté de la droite classique, pp. 67 à 73.
3. *La Vie Intellectuelle*, janvier 1955, p. 72.

sespoir d'avoir à s'intéresser à une prose si médiocre, me fait d'abord grief de la platitude de mon style, et il ajoute : « *Mais le cliché va dans le sens de la calomnie. Ce qui se répète partout dans nos milieux bourgeois : « Il n'y a pas de fumée sans feu... », soutiendrez-vous que ce soit sans conséquence pour un ministre de quarante ans ? Ou Mitterrand est innocent ou il est un traître. Ou ses accusateurs sont des justiciers ou ils le calomnient, à moins qu'ils n'aient été trompés mais alors qu'ils en conviennent. Je vous pose la question. Regardez-moi en face et répondez : croyez-vous que François Mitterrand soit un traître ? Et si vous ne le croyez pas, comment avez-vous le front de renvoyer dos à dos ceux qui l'ont calomnié et ceux qui l'ont défendu ?* »

Je réponds d'abord par un aveu : faute d'imagination, je ne pensais pas que ces deux lignes pouvaient nuire le moins du monde à l'avenir politique de M. Mitterrand et je confesse que le souci de la carrière de l'ancien ministre de l'Intérieur n'est pas l'une de mes principales passions, sans doute parce que, à la différence des beaux messieurs de l'*Express*, je fais plutôt carrière dans le souci, ce qui explique que mon style soit bas et mes pensées peu élevées. Mais je suis prêt à hausser le ton.

Les lecteurs de *La Vie Intellectuelle* n'auront pas eu de peine à comprendre que puisque dans le même article je parlais « des laids débordements d'un Legendre qui se fit à l'Assemblée nationale l'accusateur public de M. Mitterrand, mon sentiment était clair en ce qui touche au fond de l'affaire de trahison. Mais il reste la question de l'usage politique qui en a été fait par les uns et par les autres. Et sur ce point je répète, en m'ex-

cusant de céder une fois de plus à la facilité d'un morne cliché, que la qualité des polémiques entrecroisées n'a grandi ni les amis ni les ennemis de M. Mitterrand.

Car ses amis, et nommément l'équipe de l'*Express*, ont essayé de transformer l'affaire des fuites en arme de guerre contre le M.R.P. Nul n'ignore en effet à l'*Express* que l'auteur de la machination politique entreprise en marge de l'affaire des fuites contre MM. Mendès-France et Mitterrand est un assez haut personnage du parti radical, ancien ministre de l'Intérieur, et dont M. Georges Bidault n'a fait que répéter au juge d'instruction les propos et le sentiment. Connaissant cette déposition soit par une divination propre aux esprits supérieurs, soit par quelque ressource illégale permise aux Rastignac de la nouvelle gauche, les amis de M. Mitterrand ont tenté de transformer l'affaire Martinaud-Déplat en une « affaire Bidault » comme on a dit à l'*Express*, bonne occasion pour présenter le M.R.P. tout entier comme le parti de la calomnie. Tactique dont il faut admirer la double astuce : on dissimulait d'une part le furieux esprit de vendetta qui sévit au dedans du parti radical et on prenait un avantage moral sur un adversaire détesté.

Cet art de fausser les poids avant de faire une pesée morale méritait l'appréciation modérée que j'en ai faite dans *La Vie Intellectuelle* : les demi-habiles qui ont inventé cette opération médiocre n'ont pas ajouté une coudée à leur taille spirituelle, et l'éminent collaborateur de l'*Express* pourra au moins me rendre cette justice que s'il m'a été impossible de raturer une vérité triste et élémentaire, j'ai au moins fait quelques pas vers lui en essayant d'améliorer mon style.

La loi du clan a en effet de certaines exigences :

lorsqu'un radical est coupable, c'est un républicai populaire qui sera dénoncé et châtié. L'étonnant Bloc Notes qui a suivi la chute de M. Mendès-France en proposé un assez curieux exemple. Insulté à la tribun de l'Assemblée nationale et de la manière la plus bass par M. René Mayer, M. François Mauriac riposte e choisissant comme victime hebdomadaire M. de Men thon — coupable il est vrai d'avoir rappelé à M. Men dès-France que l'usage de la tribune de l'Assemblée pa un président du Conseil, victime d'un scrutin de dé fiance, interrompait une tradition quasi constitutionnelle Mais il faut bien comprendre que lorsque M. Ren Mayer aboie, et d'une manière dont il faut répéte qu'elle est proprement odieuse, c'est M. de Mentho qui est l'aboyeur. Qu'en conclure sinon que M. Mauria supporte beaucoup mieux les injures que la contradic tion ?

Le deuxième de mes propos touchait à un plus grav sujet. Après l'allusion aux « laids débordements d'u Legendre », j'avais écrit : « *D'un autre côté, il es vrai, M. Mendès-France tolère les excès de langage d l'*Express *qui, pour être d'une autre qualité littéraire e intellectuelle, mettent dans la vie politique française u affreux climat d'injustice et de mauvaise passion. Cec ne compense pas cela. Ceci est comme cela une solid contribution à la décadence en France de la pensée e de l'esprit politiques.* » M. François Mauriac a compri que puisqu'il s'agissait de qualité littéraire et intellec tuelle je visais et j'atteignais dans l'*Express* le seu Bloc-Notes. Pour le scandale que donne le sadisme des policiers, une demi-colonne, pour le scandale que don nent mes articles de *La Vie Intellectuelle*, deux colonne

et demie. Pour une fois l'arc a été assez bien bandé ; je ne vois pas que le trait gise à mes pieds.

Lorsque je parlais d'excès de langage, je n'entendais nullement adresser à M. Mauriac une « monition fraternelle » ; ce fade langage me donne la nausée, et je suis fort gêné lorsque M. Mauriac nous fait cette confidence publique qu'il « a pensé devant Dieu » à se demander si les coups qu'il porte sont bien en accord avec l'exigence évangélique. Je ne sais si, au terme de notre débat, M. François Mauriac se résoudra à la paix ou se résignera à la guerre ; mais je voudrais seulement que les coups ou les caresses ne soient pas déduits trop directement des nécessités de la charité fraternelle. Ne mêlons pas le mystère de nos âmes aux combats douteux de la politique, justement parce que nous croyons trop à ce qu'il y a de sacré dans l'âme et de sérieux dans la politique.

Cette précaution prise contre les effusions du coeur et la charité indiscrète des inquisitions religieuses, affronter politiquement la politique de M. Mauriac sera de peu de péril.

« *M. Mendès-France tolère...* », avais-je écrit et M. Mauriac de m'interpeller vivement : « *Sachez que le président du Conseil n'a rien à interdire ici, qu'il n'a rien à tolérer. La liberté de pensée et d'écrire n'est pas un mot pour nous, c'est notre vie même. Nous ne sommes aux ordres de personne. Nous avons choisi librement de soutenir l'homme d'Etat qui a interrompu le cours d'une politique désastreuse.* »

M. Mauriac ici se fâche à contresens et à contretemps. A contresens puisque, en parlant de tolérance, j'employais un mot volontairement bienveillant pour M. Mendès-France. Le ton du Bloc-Notes et de l'*Ex-*

press ne pouvant que nuire à M. Mendès-France et précipiter sa chute, j'imaginais que si le chef du gouvernement n'essayait pas d'éclairer et d'inviter à la modération des amis qui s'échauffaient entre eux et que l'esprit de chapelle fanatisait, c'était justement par libéralisme et tolérance, respect assez beau de la liberté d'écrire, même lorsqu'elle se révèle nuisible à la cause commune. Je vois que cette hypothèse pourtant bénigne déplaît à M. Mauriac. Mais il m'arrive parfois aussi de penser par dilemme, oui ou non, et je me dis alors ou bien que M. Mendès-France tolérait sans les approuver les excès de langage de l'*Express*, ou bien y applaudissait et les encourageait et je vois bien qu'il faut que je penche du côté de cette interprétation, encore qu'elle entame un peu l'idée assez haute que je me faisais de M. Mendès-France, car alors le chef du gouvernement avait besoin pour nourrir son entreprise de ce climat de lutte inexpiable et de mauvaise passion entretenu par l'*Express*.

Fâcherie à contresens donc, mais aussi à contretemps. Chargé par mes camarades du rapport du dixième anniversaire au Congrès du M.R.P. en mai dernier à Lille, j'avais parlé du Bloc-Notes, alors dans sa première nouveauté, et, allant à contre-courant du sentiment des militants qui auraient souhaité que je rendisse coup pour coup, j'avais fait devant le Congrès un éloge de M. Mauriac qui supposait une connaissance de son œuvre et une connivence avec son esprit dont j'ose dire que peu de ses nouveaux amis de l'*Express* seraient capables. J'avais expliqué ensuite les raisons politiques que nous avions de récuser les excommunications majeures que fulminait contre nous l'auteur du Bloc-Notes. M. Mauriac refusa un duel qui, malgré

l'évidente inégalité des protagonistes, aurait pu avoir quelque intérêt humain et politique; il préféra la guerre en me dénonçant aux lecteurs de l'*Express* comme un valet de plume aux ordres de « mes maîtres ».

Si je rappelle cet épisode personnel, à vrai dire assez mince, c'est qu'il peut servir à poser dans son véritable jour le problème du Bloc-Notes. M. Mauriac n'a jamais su décider s'il désespérait complètement du M.R.P. et s'il le rejetait définitivement aux ténèbres extérieures, ou si au contraire il entendait engager avec lui un dialogue dur, exigeant comme un affrontement viril, mais animé par l'espoir de quelque conclusion positive, politiquement efficace. M. Mauriac écrit comme s'il voulait à la fois la conversion et la mort du pécheur, et il n'a pas encore compris que cette contradiction donne certes un beau frémissement à son style (les héroïnes de Racine haïssent et aiment dans cette admirable langue) mais menace d'ôter à sa pensée cohérence et consistance. Aussi le dialogue n'a-t-il jamais pu s'établir entre M. Mauriac et le M.R.P., d'abord parce que M. Mauriac n'était pas d'humeur à juger qu'il pût jamais rencontrer un partenaire digne de dialoguer avec lui et aussi parce que le dialogue suppose simplement la reconnaissance mutuelle et l'estime qui ne peuvent aller que de l'homme libre à l'homme libre. Traitant dès l'abord le rare contradicteur en ilote dérisoire, M. Mauriac se condamnait à l'invective, c'est-à-dire au monologue. Tel Jupiter que les nuages et les éclairs dont il s'environne et s'aveugle empêchent de communiquer avec l'humble terre des hommes.

Aussi, quand M. Mauriac me pose des questions, il m'est permis de lui rappeler qu'on n'a pas le droit de paraître chercher un dialogue en ruinant d'avance les

conditions de tout dialogue. Si le questionneur considère le questionné comme un mannequin ou un robot qui consultera d'abord « ses maîtres » et répétera une leçon soufflée, la question cesse d'être une question et devient une forme de l'invective. Qu'on ne croie pas qu'ici je me plaigne ou je gémisse. Je tâche d'ôter toute sentimentalité du débat et, oubliant volontairement le reste du Bloc-Notes, je décide, par décret, que les questions de M. Mauriac sont de véritables questions, tant j'ai, quoiqu'il m'en coûte, la passion du dialogue.

Voici donc la deuxième et la plus importante des questions de M. Mauriac : « *Regardez-moi en face et répondez : était-elle désastreuse ou non cette politique ?* (il s'agit évidemment de la politique des ci-devants, de l'ancien régime d'avant la révolution mendésiste). *Le président du Conseil l'a-t-il ou non interrompue ? Se rendre à l'évidence des faits, fût-ce un peu rudement, ce n'est pas céder à l'injustice, c'est au contraire servir la justice.* » Et un peu plus loin, M. Mauriac me presse de « *répondre une bonne fois par oui ou par non* ».

Puisque, dans le dialogue tel que généreusement tente de le pratiquer M. Mauriac, l'interlocuteur n'a droit qu'à un monosyllabe, je réponds très tranquillement et sans aucune sorte de débat intérieur par un double non. Non, il n'y avait pas en dehors du mendésisme une fatalité de catastrophe et de déshonneur ; non, le mendésisme n'a pas été pour la France la chance unique de redressement et de salut. Mais que M. Mauriac veuille bien y prendre garde, ce n'est pas de M. Mendès-France et de la politique suivie par le gouvernement précédent pendant huit mois que mon double non implique condamnation, mais seulement de l'image de

mythe proprement manichéenne et fanatique qui parait M. Mendès-France et les siens de toutes les vertus et de tous les prestiges et ne laissait aux autres que les hontes de la nullité et de la nudité. En vérité, il y a eu dans l'expérience Mendès-France du très bon, du bon, du moins bon, du mauvais et du pire. Je suis prêt à faire le bilan des résultats qui ne sont pas négligeables et des déceptions qui sont grandes. Mais quand on me presse avec emportement de me prononcer pour ou contre M. Mendès-France, je résiste beaucoup à cette abusive transposition dans la politique de la parole sacrée « Qui n'est pas avec moi est contre moi » et je récuse des questions qui ont l'agressivité d'un ultimatum. Je m'excuse de répéter ici des propos furieusement censurés par l'*Express* : mais poser comme le fait M. Mauriac des problèmes politiques sous la forme d'un dilemme aussi sommaire, c'est, quel que soit l'éclat de la langue, « une solide contribution à la décadence en France de la pensée politique ». La musique est sans doute admirable, mais j'en veux à la chanson.

Nul ne me forcera, car telle est mon intraitable liberté — dont je ne crois pas qu'elle soit un privilège réservé aux seuls grands esprits — ni à détester ni à adorer M. Mendès-France, car l'un et l'autre est contre la justice. L'armistice indochinois, douloureux, boiteux, douteux a été cependant la fin d'une tuerie désespérée ; le mérite de M. Mendès-France est de l'avoir obtenu ; son tort a été de méconnaître la part que d'autres y avaient pris à la conférence de Berlin et à la conférence de Genève. La relance de la négociation tunisienne, je n'ai cessé de le dire ici, est à inscrire à l'actif de la politique de M. Mendès-France, qui sur ce point a rompu avec l'immobilisme des cabinets précédents, mais pour se

heurter ailleurs en Afrique du Nord aux mêmes embarras que ses prédécesseurs, difficultés qui tiennent à certaines constantes sociologiques des vieux milieux de la colonisation française comme à la psychologie d'un nationalisme trop jeune, et M. Mendès-France a été réduit, comme les autres, à user de la force, à ruser, à temporiser. Sur d'autres points, la politique de M. Mendès-France a interrompu des espérances valables, elle a ralenti et peut-être compromis la construction européenne ; déjà l'arrivée au pouvoir de M. Mendès-France avait empêché la formation de cette gauche sociale et européenne que les républicains populaires avaient proposée aux socialistes lors de leur Congrès de Lille. Et si le pays doit à M. Mendès-France un certain réveil du sens civique, il est dommage que ce bon climat d'intérêt renouvelé pour la chose publique ait été de plus en plus gâté par un esprit d'agression et de provocation contre les Gentils entretenu par les plus bruyants dévots du chef du gouvernement et aussi par le style de M. Mendès-France lui-même dont l'excès d'habileté joint à l'excès de véhémence ne se prêtait ni aux conciliations ni aux réconciliations nécessaires.

M. Mendès-France aurait pu réussir s'il avait fait une politique capable de convaincre et de rallier les républicains populaires. J'ai cru un peu de temps que ce bonheur n'était pas impossible. Mais le club des cerveaux de l'*Express*, le gros de l'entourage, des publicistes et des zélateurs de M. Mendès-France ne cessaient de pousser leur grand homme dans le sens le plus contraire aux vœux les plus légitimes du M.R.P. C'est que le climat de l'alliance mendésiste était plus négatif que positif, fait beaucoup plus d'impatience contre les autres que d'enthousiasme réfléchi pour un

programme et un idéal communs. La passion de beaucoup pour M. Mendès-France me fait penser au mot de Péguy sur les dévots qui, « parce qu'ils n'aiment personne, croient qu'ils aiment Dieu » ; ainsi quelques-uns, qui font un grand nombre, parce qu'ils n'aiment pas le M.R.P., ont cru qu'ils aimaient Mendès-France et il faut peu de psychologie pour comprendre que cette sorte de sentiment négatif se change vite en fanatisme. Plusieurs à l'*Express* et ailleurs illustraient assez bien ce « mécanisme mental », pour dérober une expression passablement fine à M. Gabriel Venaissin. Or, le Bloc-Notes de M. Mauriac est assez responsable de cet état d'âme, si l'on peut dire.

Tel était le drame du mendésisme qui a été incapable de surmonter ses contradictions ou pour mieux dire ses incohérences. Parmi les tenants d'une idéologie très artificielle et qui sent de plusieurs lieues son parti intellectuel, il y avait par exemple des nationalistes acceptant d'un cœur léger les accords de Paris et le réarmement de l'Allemagne pour sauver ce qu'ils croient être l'indépendance française, et d'autre part des anticédistes adversaires de tout réarmement allemand et dissidents en leur cœur de l'alliance atlantique. Pour fédérer une cohorte aussi disparate, le M.R.P. était la cible idéale. On a largement usé de cette commodité.

M. Mauriac répondra que pour sa part il n'a jamais vu dans le système de M. Mendès-France que l'idéal républicain-populaire enfin au pouvoir et recevant un commencement de réalité politique. Et poursuivant ce rêve éveillé si favorable à l'inspiration littéraire mais moins propre à la clairvoyance politique, M. Mauriac expliquera que le M.R.P. ne s'est détourné de M. Mendès-France qu'en trahissant ses propres valeurs et il

imaginera la troupe de ces militants républicains populaires qui ont plus d'innocence que de malice égarée dans les chemins de l'opposition à M. Mendès-France par la faute de chefs indignes dont il est de notoriété publique qu'ils ont vendu leur âme au diable. Et il est arrivé à M. Mauriac d'écrire un jour que ses fureurs contre le M.R.P. n'étaient, tout bien pesé, que des « violences calculées » sans doute au plus juste pour ramener le M.R.P. dans le droit chemin.

M. Mauriac a été abusé sur la situation réelle du M.R.P. par ses amis de l'*Express* qui sur le chemin qui va de Passy aux Champs-Élysées n'ont jamais rencontré un militant politique et surtout pas un militant populaire. Les dirigeants du M.R.P. sauf une ou deux exceptions n'étaient pas incapables de composer avec M. Mendès-France sinon avec le mendésisme. L'opposition à M. Mendès-France est venue de plus en plus des militants surtout populaires et des députés du rang qui en plusieurs circonstances ont poussé le parti à l'intransigeance. C'est que les militants républicains-populaires par un instinct très sûr avaient le sentiment d'une incompatibilité doctrinale entre l'idéologie de M. Mendès-France et l'idéal de la démocratie-chrétienne dont ils savent bien malgré tant d'injustes procès que sa faillite ne laisserait place qu'au dilemme d'un radicalisme sans mystique et d'un progressisme d'utopie et de désespoir. Aussi tiennent-ils ferme et ont-ils raison de maintenir dans le désarroi et le scepticisme universels un îlot d'honneur et de fidélité politique. Néo-libéralisme, néo-nationalisme, néo-radicalisme, a dit le rapporteur d'un comité national du M.R.P. définissant le système de M. Mendès-France. Cette analyse correspondait à la pensée commune et quasi unanime

du mouvement et M. Mendès-France s'appliquait de plus en plus à la vérifier. Porté à ne voir dans la vie politique que le jeu des intérêts ou des sentiments, que le heurt des passions nobles et ignobles, M. Mauriac n'a pas compris l'importance décisive que prenaient dans l'opposition républicaine populaire à M. Mendès-France certains soucis majeurs d'esprit et de doctrine. « Les violences calculées » du Bloc-Notes font de la mauvaise politique avec de l'excellente littérature.

Le surprenant aveu contenu dans cette expression de violences calculées pose tout le problème du Bloc-Notes. Car on osera demander ce que l'épithète de calculée atténue ou retranche au mot de violence. On avait la simplicité de prendre ces violences au sérieux, on n'est pas l'ennemi de la violence quand elle est exigée par la vérité et la justice. L'ancien directeur et éditorialiste de *Terre humaine* n'a cessé d'applaudir et d'approuver M. Mauriac lorsqu'il a dénoncé les abominables procédés de la police française en Afrique du Nord. De telles violences ne calculent pas justement parce qu'elles ont pour elles la vérité et la justice. On souhaiterait seulement que M. Mauriac n'accuse ou n'excuse pas le gouvernement suivant que le ministre jugé responsable est M. Maurice Schumann ou M. François Mitterrand. Le détail est insignifiant — mais ce qui fait rêver c'est l'expression de « violences calculées ». Quoi! lorsque M. Mauriac décrivait le déplorable état de déchéance et de déshonneur dans lequel se trouveraient tel dirigeant républicain populaire ou le mouvement tout entier, il ne se prenait pas lui-même absolument au sérieux, il ne voulait en somme qu'avertir et faire peur ? il était le bon berger qui frappe harmonieusement dans ses mains ou qui lance la pierre amicale

d'une agression fictive afin de ramener à la mémoire de la bergerie un troupeau égaillé ? La politique est tout de même une affaire trop sérieuse pour supporter cette sorte de comédie.

Y aurait-il alors une incompréhension naturelle entre la littérature et la politique ? Les militants populaires qui sont encore une fois des esprits simples, ont cru que M. Mauriac parlait pour tout de bon quand il s'en prenait à notre honneur chrétien et nous accusait tous en bloc d'avoir du sang sur les mains et de servir de paillasson à des chefs indignes. Leur réaction, ma réaction, car je suis l'un d'eux, a été toute de fierté. Il y a en effet une fierté républicaine populaire, il faut l'apprendre à d'autres grands esprits pour qui le militant républicain populaire, sous-homme larmoyant, borné, berné, déchiré de remords, la bouche et la conscience toujours amères, est un objet familier de risée. Le mouvement pour nous est une patrie, et nous n'avons pas à apprendre à nos nouveaux nationalistes que lorsqu'une communauté tout entière est victime d'un système d'injustice, elle répond légitimement à une mauvaise passion par une noble passion ; c'est la part du thumos, comme disait Platon. La réaction du militant moyen que je suis au système de violence de M. Mauriac tient dans un mot : « Tort ou raison, mon parti. » Telle est notre manière de larmoyer. Ce raidissement et ce hérissement du M.R.P. n'étaient certainement pas le but que calculait M. Mauriac ; mais tel était le but que d'autres calculaient pour lui.

Ainsi, tous ensemble, l'*Express,* M. Mauriac, M. Mayer, le M.R.P., nous avons renversé M. Mendès-France. Mon propos n'est pas ici de commenter l'événe-

ment. Il faut seulement constater que le système de M. Mendès-France n'a pas fait l'unité nationale et que, par la faute de celui-ci et la faute de ses plus dévots zélateurs, il a ajouté à notre confusion et à nos divisions. C'est parce que le Bloc-Notes a joué un rôle dans cet accroissement de la confusion et de la division que j'ai porté un jugement politique sévère sur un chef-d'œuvre littéraire. Lorsque M. de Chateaubriand vouait aux gémonies M. de Villèle, cet honnête et prosaïque gentilhomme était bien incapable de répondre de la même encre, c'était pourtant bien lui qui politiquement et moralement avait raison.

Dans son dernier Bloc-Notes, M. Mauriac a appris à ses lecteurs qu'il faisait des vœux pour M. Pflimlin. Le mot est un mot de dessert ; il est vrai que M. Mauriac venait de déjeuner avec M. Robert Schuman, homme si aimable qu'on ne peut rencontrer sans avoir envie de lui faire plaisir. Peut-être s'agissait-il d'une gentillesse calculée. « Il a l'air heureux », écrit M. Mauriac de son interlocuteur. Magie d'un grand style : ces quatre mots ont évoqué aussitôt pour moi l'admirable sourire de M. Robert Schuman — qui a su répondre à cette confidence de cœur avec tout ce qu'il fallait de gratitude, de joie à peine amusée, de bienveillance apaisée et d'humour silencieux, bref, par la lumière d'un sourire.

Je ne revendique pas pour moi le dernier mot. Je souhaite que la plus vraie réponse du M.R.P. à M. Mauriac ne soit pas dans les raisons et la passion mêlées de ces pages, mais dans le sourire de M. Robert Schuman.

Étienne Borne.

Les Signes du temps

LA FRANCE MARQUE LE PAS

★ La réponse à François Mauriac fut discutée aux réunions de la Revue; la conversation dépassa le problème immédiat et envisagea bientôt la situation du ministère qui devait tomber quelques jours plus tard. Ainsi que le faisait prévoir l'Éditorial, les avis furent partagés. Étienne Borne a exposé à François Mauriac sa propre position; Albert Detraz, Bernard Féron et René Rémond proposent au début des *Signes du temps,* la leur.

Propos inactuels sur le parlementarisme

La chute du gouvernement Mendès-France, à l'aube du 5 février, n'a sans doute pas mis le point final à des commentaires où la passion polémique le disputera longtemps au sang-froid de l'objectivité. Il est assurément trop tôt pour établir le bilan de l'action d'un gouvernement qui, de toute façon, n'aura pas laissé les choses dans l'état où il les avait trouvées : ses prédécesseurs nous avaient si bien accoutumés à l'immobilisme — ce mot forgé il y a six ans qui date un système — qu'on incline spontanément à voir dans le seul fait du mouvement un mérite et un bien positif. Aussi est-il prudent d'attendre que la poussière de la mêlée soit retombée pour donner le compte en partie double de l'œuvre gouvernementale.

Mais il n'est pas trop tôt pour formuler quelques réflexions sur certains enseignements. Il a beaucoup été

question, dans les derniers jours du cabinet, des principes et des usages du régime parlementaire auxquels M. Mendès-France aurait gravement contrevenu. On lui a fait un crime de sa dernière intervention, ou plutôt de sa tentative manquée d'intervention, aussitôt après le scrutin qui le mit en minorité. Les parlementaires, à qui les ombres du passé semblent décidément plus familières que les problèmes de l'avenir, ont eu tôt fait d'évoquer le spectre du prince-président et les soldats du maréchal de Saint-Arnaud. S'il est vrai que ni la Constitution, ni le règlement de l'Assemblée ne prévoient ni n'interdisent formellement le cas, il existe pour les parlementaires des lois non écrites plus contraignantes et plus sacrées encore. M. Mendès-France n'a pas violé la lettre, il a péché contre l'esprit des institutions. Qui oserait encore développer le parallèle académique entre la coutume non écrite de nos voisins anglais et le prétendu juridisme de nos textes constitutionnels ? Par cet écart de conduite, M. Mendès-France se serait retranché de la communauté des croyants.

Il n'est pas sûr que ce procès d'intention touche beaucoup l'électeur moyen : s'il a seulement quelque mémoire, il se souviendra de certains précédents, il reverra M. Pinay faisant appel au public des tribunes de l'hostilité de l'Assemblée. Au reste, le rapprochement n'est pas entièrement fortuit entre ces deux noms : l'un comme l'autre, M. Pinay et M. Mendès-France ont joué l'opinion contre l'Assemblée. Populaires l'un comme l'autre, pour des raisons différentes, ils se sont appuyés sur les électeurs contre les élus. Qui sait même si M. Pinay n'était pas allé plus loin encore dans cette voie ; on se souvient de la façon presque systématique dont il posait la question de confiance en fin de semaine pour ménager aux députés un contact salutaire avec leur circonscription avant de se prononcer. Une sorte de rythme binaire scandait ainsi la semaine : du mardi au vendredi, l'Assemblée pouvait l'inquiéter à

son aise ; le week-end lui donnait sa revanche. Plus modeste, M. Mendès-France se contentait d'une allocution radiodiffusée le samedi soir.

C'est précisément cette popularité que l'Assemblée ne pardonne point à un chef de gouvernement. Assemblée souveraine, dépositaire exclusive du pouvoir, source unique de toute autorité, elle n'entend partager avec personne le prestige et la puissance. Jalouse de ses prérogatives, elle ne tolère surtout pas que le président du Conseil entretienne des rapports directs avec l'opinion : elle lui imputera à crime toute tentative pour établir le contact. Elle passera condamnation à la rigueur s'il a le bon goût de se cantonner dans les discours de fin de banquet : le temps a fait de ces agapes une façon de rite républicain, une réplique dominicale aux débats du Palais-Bourbon. Mais qu'il s'avise de toucher à ces moyens modernes que sont la radio, la télévision, le cinéma, on murmure au dictateur, on parle sans rire de la radio la plus caporalisée d'Europe. Et l'on fera voir au malheureux ce qu'il en coûte de vouloir sortir d'un anonymat discret : M. Pinay est renversé au bout de neuf mois, et M. Mendès-France de huit seulement, peut-être parce que la durée des ministères est inversement proportionnelle à leur popularité. (M. Laniel s'est maintenu presque un an et M. Queuille avait passé le cap des douze mois.) Les deux fois, le groupe M.R.P. s'est fait le gardien scrupuleux de l'orthodoxie parlementaire. Nos institutions sont bien défendues.

Le problème subsiste cependant d'un contact entre l'opinion et l'action gouvernementale : il n'est pas du tout prouvé que l'intermédiaire du député y suffise. On déplore à juste titre l'indifférence chronique de l'électeur à l'égard de la politique, l'incivisme du Français : croit-on qu'on puisse le combattre sans recourir aux moyens modernes de diffusion, en maintenant dans l'anonymat la personnalité des gouvernants ? Comme surtout

ne voit-on pas que l'antiparlementarisme, dont il est vain de nier le renforcement continu, se nourrit largement des arguments que lui fournit sans cesse le fonctionnement défectueux des institutions parlementaires ? Les mêmes qui s'indignent des initiatives du président du Conseil trouvent apparemment normal, pour gêner un homme qu'ils détestent, de paralyser la vie de grands services publics et rejettent la demande d'un douzième provisoire, bien qu'il y eût là aussi une coutume. Est-ce jouer le jeu parlementaire que de refuser la confiance à un gouvernement sur un problème où l'on approuve sa politique, sous prétexte qu'on est en désaccord avec lui sur d'autres, alors qu'il s'agit de ne pas laisser s'enfuir une occasion inespérée de l'abattre ? Ces règles parlementaires, il y a longtemps que chacun en trahit allègrement l'esprit. La vérité est qu'il n'y a pas, dans ce pays, de pire ennemi des institutions parlementaires que les parlementaires eux-mêmes.

René Remond.

Explications et avertissements

Pour l'ensemble des travailleurs, à l'exception de ceux totalement acquis à la dialectique communiste, la « réaction » l'a emporté dans la nuit du 4 au 5 février. L'Afrique du Nord a servi de prétexte à une opposition parlementaire pauvre d'idées, mais aussi forte que peut l'être une coalition des intérêts de la médiocrité, de la peur et de la haine. C'eût été un miracle qu'une telle conspiration échoue. « Avoir la peau » d'un homme d'action, intelligent par surcroît, n'est guère difficile au sein de cette Assemblée. Même si prendre la suite doit s'avérer difficile pour les nostalgiques du pouvoir.

Ni l'auteur de ces lignes, ni ses camarades de combat syndical et politique n'avaient ménagé leurs critiques au gouvernement Mendès-France. Ils n'avaient pas approuvé en août les propositions françaises de la Conférence de Bruxelles, ni applaudi, en décembre, à l'acceptation des Accords de Paris.

Depuis l'heureuse issue de la Conférence de Genève, ils n'ont cessé de rappeler au gouvernement la priorité du redressement intérieur, reconnue par son chef. Ils auraient souhaité qu'on accordât à ce dernier plus d'attention qu'à l'urgence du réarmement allemand aux yeux des alliés anglo-saxons.

De là leur impatience devant la lenteur mise à engager les réformes promises. Ces réformes certes auraient seulement correspondu à une étape dans le développement d'un néo-capitalisme français plus productif. Cependant elles auraient été sans doute l'occasion d'une reprise en main de l'économie nationale par un gouvernement résolu à doter l'État des moyens d'action économiques qui lui sont indispensables.

Le ministère Mendès-France ne pouvait évidemment pas se présenter comme le gouvernement des travailleurs au sens révolutionnaire de ces termes. Mais d'ores et déjà, il n'a pas fait moins que ses prédécesseurs dans le domaine social comme en témoignent le relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti, l'augmentation des allocations familiales, des mesures antialcooliques... La sympathie populaire allait à une évidente volonté de dépasser le stade des déclarations d'intentions. Contrastant avec l'impatience des gouvernements antérieurs, des décisions prises parfois dans un temps record ont fait « choc ». Avant juin 1953, les longs discours d'investiture n'éveillaient guère l'intérêt. Jusqu'en juin 1954, on n'avait aucune raison sérieuse de mettre en doute l'immobilisme gouvernemental. Une rupture ayant été marquée, l'opinion populaire a suivi avec sympathie l'ensemble de « l'expérience Mendès-

France », cela malgré de profondes réserves devant la remilitarisation de l'Allemagne Occidentale.

Bien que les mesures économiques et sociales aient été longuement différées, les aspirations ouvrières ne paraissaient pas sans espoir en face d'un gouvernement capable de s'engager et d'agir en conséquence. C'est avec intérêt que les travailleurs attendaient le « rendez-vous d'avril » et d'abord les effets de la mutation de M. Edgar Faure et de l'action personnelle promise par le président en ces matières.

Certains adversaires de l'ancien chef du gouvernement ont voulu lui dénier le titre d'homme de gauche. Mais par le seul fait de croire à une vertu de la vérité, et de pratiquer une politique de « mouvement » à l'encontre de « l'ordre établi », M. Mendès-France s'imposait malgré eux comme un homme de gauche.

Par ses discours d'opposition comme par ses actes de gouvernement, il se situe dans l'opinion ouvrière à gauche des indépendants, du M.R.P., de ses adversaires radicaux, voire de certains socialistes.

Il a d'ailleurs bénéficié du soutien constant de la S.F.I.O. Il a été le premier président du Conseil à recevoir, depuis 1947, les suffrages communistes; et dans les circonstances où il les a reçues, les députés du Parti traduisaient mieux l'opinion des travailleurs qu'ils ne l'ont fait, le 5 février, en s'alliant avec le M.R.P. et la droite classique pour renverser le gouvernement sur les problèmes nord-africains.

Dans cette situation, accuser le président du Conseil de cultiver le pouvoir personnel apparaît simplement grotesque, surtout de la part d'opposants siégeant du côté droit de l'Assemblée.

N'ayant jamais cru au surhomme, nous avons vu simplement, dans le député de l'Eure, un homme lucide, courageux et décidé, sans plus, mais c'est beaucoup, étant donné l'indigence d'esprit et l'incapacité d'action des politiques français. Si certains regrettent que

M. Mendès-France se présente comme une personnalité exceptionnelle, qu'ils adressent leurs critiques aux « machines » de partis qui ont proposé au choix des électeurs les hommes de l'immobilisme et qu'ils aident leurs concitoyens à envoyer en 1956, à l'Assemblée nationale, des hommes différents, le choix s'étant fait dans la clarté et sur les vrais problèmes du pays.

Dans ces dernières semaines, où ils sentaient le gouvernement gravement menacé, bon nombre de militants ouvriers n'envisageaient pas sa chute sans appréhension. Ils évoquaient parfois sa succession sous l'aspect d'une terreur blanche : la victoire des adversaires, si passionnés, de M. Mendès-France devait, leur semblait-il, s'accompagner d'une âpre volonté de revanche, tandis que seraient remis en question les résultats acquis. D'où l'incertitude de voir poursuivie en Indochine la politique définie par les Accords de Genève, la crainte aussi de ne pas voir évitée la guerre civile en Tunisie. L'Afrique du Nord connaîtra-t-elle demain un sort identique à celui de l'Indochine depuis 1945 ? Telle est la question que posent les circonstances mêmes de la crise.

Aujourd'hui, le travailleur conscient de la métropole se sent solidaire du fellah tunisien et du prolétaire marocain. Il respecte leur aspiration à la liberté, leur droit à l'égalité et ne peut approuver qu'on les traite en êtres inférieurs. Il reconnaît ses propres adversaires dans les hommes qui n'ont pas châtié les assassins de Ferhat Hached, dans ceux qui ont utilisé le Glaoui et qui refusent la liberté syndicale aux travailleurs du Maroc.

Que les vainqueurs de Mendès-France, peu reluisants au lendemain de Dien-Bien-Phu, n'oublient pas la force du mépris populaire qui, au retour des erreurs passées, pourrait mettre la masse en mouvement.

(12 février 1955.)

ALBERT DETRAZ.

La parole et les actes

La note qu'Étienne Borne a publiée dans le dernier numéro de *La Vie Intellectuelle* (apologie pour la démocratie et pour la parole) pose quelques questions essentielles et mérite d'être discutée dans cette libre revue. Un point surtout retient mon attention : la démocratie, dit notre auteur, est le régime de la parole qui persuade, substitué à celui de la violence qui contraint. Au niveau élevé où se maintient notre ami, l'affirmation souffre peu de contradiction. Mais il affirme lui-même : « La démocratie est un régime incapable d'égaler dans l'existence la pureté de son essence. » On se permettra de ne pas prendre allégrement son parti de la situation.

Le régime de la parole qui persuade ? Mais voyons la chose d'un peu près. Qu'est-ce que cela veut dire ? Je prends l'un des événements les plus considérables dans la politique française contemporaine, les rapports politiques entre notre pays et les populations d'Afrique du Nord. Les amis d'Étienne Borne nous ont donné à ce propos d'admirables paroles. La doctrine du M.R.P. telle qu'elle s'exprime dans les assises de ce mouvement est une des plus généreuses qui soient. Et après ? Pendant plus de dix ans les dirigeants du M.R.P. ont occupé sans désemparer les ministères qui s'occupaient d'Afrique du Nord, ce qui nous a valu la note du 15 décembre 1951, la politique de M. de Hauteclocque à Tunis, la déposition du Sultan du Maroc. Les ministres M.R.P., dira-t-on, devaient bien composer avec les autres groupes de la majorité. Admettons l'excuse. Mais quand un gouvernement français a commencé à réaliser une politique nord-africaine qui ressemblait enfin aux motions des congrès M.R.P., comment donc ont voté les parlementaires de ce mouvement ? C'est dans le *Journal Offi-*

ciel que j'ai trouvé alors la critique la plus violente, en son fond, sur le M.R.P. et cette fois, convenez-en, le gouvernement Mendès-France n'y était pour rien. Les belles paroles en vérité que leurs auteurs ne parviennent jamais à transformer en actes. « La parole qui convainc substituée à la violence qui contraint ? » La formule est d'un joli balancement. Mais entre la parole et la violence, n'y aurait-il pas en politique autre chose et qui pourrait bien s'appeler l'exécution d'un programme ? Pendant que vous parliez d'or aux congrès M.R.P. vos amis du gouvernement exécutaient un programme, mais c'était celui de M. Martinaud-Déplat.

Je sais bien qu'Étienne Borne nous donne une explication dont on appréciera toute la valeur spirituelle. Le M.R.P., dit-il est un si bel exemple de parti démocratique, il mérite de survivre malgré tous les sarcasmes parce que la démocratie ne peut être pratiquée qu'impure et ravagée par la mauvaise conscience. Mais après avoir consolé l'affligé revenons aux questions froides, c'est-à-dire à une situation politique. Je suis heureux d'apprendre que vous avez mauvaise conscience. Cela me rassure pour votre âme. Mais au vrai, je n'ai ni le goût, ni le droit de juger votre âme. Pour les affaires du pays que je dois juger en citoyen j'aimerais mille fois mieux n'entendre pas parler de votre mauvaise conscience. Cela signifierait peut-être que vos amis n'auraient pas signé la note du 15 décembre 1951, qu'ils n'auraient pas accepté la politique de M. de Hauteclocque, qu'ils n'auraient pas déposé le sultan, et développé indirectement le cycle de la terreur et de la contre-terreur ou que peut-être se resaisissant sur le tard, ils auraient soutenu le programme que leur présentait M. Mendès-France. Mais naturellement c'est avec MM. Martinaud-Déplat, René Mayer, Antoine Pinay et autres que vous entendez réaliser la politique nord-africaine « libérale » de vos rêves.

Il y a vers la fin de la note de Borne une remarque

d'une grande utilité : « Je tiens, dit-il, au prosaïsme de l'analyse et à la lutte contre le mythe qui est l'ennemi de la démocratie; or, notre vie publique est encombrée de mythologies » (y compris celle dont notre ami déplore le recul quelques lignes plus haut, cette idée européenne qui avait pris ces dernières années l'allure d'une mythologie, au point de transformer en guerre de religion les disputes sur la C.E.D.).

Au nom de la démocratie, régime d'une civilisation de la parole, toutes ces contradictions s'expliqueront peut-être. Mais je crains qu'au bout du compte cette civilisation là ne soit que celle du perroquet.

BERNARD FÉRON.

LE MONDE AU RALENTI

La sensation et la peur

L'affaire de Formose a fourni un nouvel exemple de l'information erronée du public sur les grands problèmes de notre temps. Des journaux très sérieux, en France comme à l'étranger, ont fait croire à l'opinion publique que la troisième guerre mondiale pourrait éclater d'un jour à l'autre dans les lointaines mers de Chine et ont ainsi chargé l'atmosphère d'une nervosité absolument inutile et extrêmement nocive. Ces informateurs, croient-ils que leurs lecteurs n'ont pas encore suffisamment de soucis et qu'il faille fournir chaque jour une nouvelle nourriture à leur peur ?

Tout observateur avisé devait savoir que, sauf imprévu, il n'y avait aucun danger de guerre autour de Formose. La déclaration du président Eisenhower fut à la fois un avertissement à la Chine et une garantie de paix, parce qu'elle fit comprendre que les États-Unis n'ont pas la moindre intention de défendre les îles côtières, à ce moment-là encore sous contrôle des forces nationalistes. Or, ces îles côtières seules

se trouvèrent à la portee des forces communistes chinoises, là seul, un choc sérieux aurait pu intervenir entre la Chine et les États-Unis. Quant à la soi-disante menace des communistes contre Formose, elle est jusqu'à nouvel ordre purement oratoire. Les autorités de Pékin ne possèdent pratiquement aucune flotte de guerre et même pas une marine marchande digne de ce nom. La Chine n'a d'ailleurs jamais été une grande nation maritime. L'aviation seule ne saurait conquérir Formose, une opération de débarquement sur une distance de cent milles marins est techniquement inconcevable avec les moyens dont dispose la Chine communiste.

On se demande pourquoi ces faits évidents n'ont pas été exposés clairement aux lecteurs européens, pourquoi les journaux ont trouvé nécessaire de publier de gros titres pleins d'angoisse et de nervosité. Le goût de la sensation n'explique pas tout. Probablement, il faut chercher la cause de ce mauvais travail tout simplement dans l'ignorance. L'instruction générale des journalistes, leurs connaissances réelles des problèmes laissent de plus en plus à désirer. Pour faire leur journal et surtout sa première page, ils se basent principalement sur les dépêches d'agences, qui n'ont qu'à relater les faits sans les commenter et sans fournir le fond sur lequel se dessine le tableau de l'actualité. On parle beaucoup de la réforme ou du déclin de la presse, en pensant surtout aux influences plus ou moins clandestines ou égoïstes qui la dominent. Mais cette réforme, ne devrait-elle pas viser en premier lieu la revalorisation professionnelle des journalistes afin qu'ils comprennent à nouveau leur mission d'informateurs objectifs et d'instructeurs intelligents de l'opinion publique ?

ALFRED FRISCH.

Les États-Unis devant la Chine

Pour se marier il faut être deux. Pour une réconciliation internationale aussi. Nous en faisons l'expérience. Les bonnes volontés en Occident ne manquent point : l'opinion aspire à la paix, si passionnément que

le moindre geste positif, chez le partenaire, déclencherait un mouvement irrésistible. Mais on l'attend en vain. A voir la façon dont le Kremlin a laissé passer l'expérience Mendès-France, on se demande si la situation présente ne correspond pas justement à ce qu'il désire, — un réarmement de l'Allemagne décidé en théorie, assez impopulaire en France et dans la jeunesse allemande pour rester inopérant en fait, fournissant un excellent prétexte à des contre-mesures, tandis que les communistes tireraient une fois de plus le bénéfice moral de leur opposition... L'Europe cependant demeure un secteur figé. C'est en Extrême-Orient, secteur mouvant, que les intentions des deux camps trouveront leur pierre de touche.

Après bien des hésitations, les États-Unis ont précisé leur doctrine officielle. Elle tient dans le mot : suspension d'armes. Ils font la part du feu, et ne remettent plus en cause les faits accomplis. La coupure des deux Corées peut être absurde, le sort des catholiques tonkinois peut être pitoyable, les exilés et les opprimés, comme en Pologne ou en Roumanie, peuvent appréhender que leur drame ne finisse jamais : une attitude belliqueuse n'y changerait rien, et de pires catastrophes menaceraient. On découragera donc l'esprit de revanche. Il n'est plus question de bombarder la Mandchourie ni de lâcher Tchiang Kaï-Chek sur le continent. Les lignes sur lesquelles par hasard s'est achevé le combat tendront à se transformer en démarcations permanentes. Une coexistence sans bienveillance, un de ces provisoires qui durent, peut ainsi s'établir, comme il existe en Allemagne, malgré des tracés aussi précaires que l'insularité de Berlin-Ouest; les solutions véritables sont remises à plus tard. Et maintenant Washington propose d'étendre l'armistice au dernier front encore actif, celui des mers chinoises, après évacuation d'avant-postes mal défendables et qui risqueraient d'engager la flotte américaine dans un conflit gratuit; le président Eisenho-

wer affirme d'autant plus hautement sa résolution de protéger Formose et les Pescadores en usant au besoin de représailles : « Jusqu'ici mais pas plus loin. »

Mais Pékin a refusé. Aux yeux de Mao Tse-Toung, Taïpeh c'est Coblence : aussi longtemps qu'il y subsiste un gouvernement d'émigrés, sa sécurité n'est pas complète, et ceux qui reconnaissent ce gouvernement fantôme font acte d'hostilités contre-révolutionnaires. Gouvernement fantôme ? Pas tant que cela, d'ailleurs, puisqu'il conserve une assiette territoriale. Imaginons, sous la Convention, Louis XVIII disposant de la Corse, ainsi que des îles d'Hyères et des îles d'Or, tandis qu'au val d'Aoste des guérillas attendraient leur heure comme celles de Haute-Birmanie : tel serait à peu près l'équivalent. Les maîtres de la Chine ne peuvent qu'exiger, préalablement à toute détente, la reconnaissance de leur légitimité et l'extension de leur autorité sur les moindres parcelles de sa superficie. Formose et les Pescadores, à vrai dire, présentent juridiquement un cas particulier. Elles n'appartenaient pas à la Chine avant-guerre. Annexées par le Japon dès 1895, elles lui ont été soustraites sans que l'on eût stipulé leur nouveau statut; en dissociant leur sort de celui des îles côtières, il serait possible de les ériger en État indépendant et neutre; l'ancienne dynastie n'a-t-elle pas ainsi survécu à Formose il y a sept siècles, alors que les Mongols submergeaient l'Asie et y organisaient leur Empire ? La Grande-Bretagne pousserait volontiers à un compromis de ce genre. Mais il réalise contre lui l'unanimité des Chinois : ni les communistes n'entendent renoncer à une Alsace-Lorraine, ni Tchiang Kaï-Chek ne veut devenir étranger, souverain d'une principauté dérisoire, — sinon avec les arrière-pensées de Napoléon à l'île d'Elbe. Même en laissant de côté les problèmes que posent le droit de veto aux Nations Unies ou l'obédience des ressortissants chinois outre-mer, une décision de principe semble irréalisable en ce moment; tout ce qu'on peut

espérer de mieux, c'est un consentement tacite à dormir chacun sur ses positions.

Les États-Unis ont le désir et le moyen d'y contraindre Tchiang Kaï-Chek. A mesure que leur déception s'éloigne dans le passé, le *China Lobby* perd du terrain; le général Mac Arthur vient de surprendre en dénonçant le recours aux armes, et peut-être ne se contredisait-il pas : si les chefs militaires, durant la bataille, s'indignent qu'on leur interdise de frapper les réservoirs où s'alimente l'ennemi, le même souci d'épargner leurs troupes dicte une mise en garde contre les imprudences. Le sénateur Knowland, passé à l'opposition et peu suivi, ronge son frein. Le « maccarthysme » lui-même exprime surtout un réflexe d'impuissance, qui cherche des responsables et des victimes faciles, faute de parvenir à réparer des échecs mal compris. Et qui donc oserait envoyer de nouveau les « boys » se faire tuer dans un piétinement obscur? Les démocrates ont expié la guerre de Corée, imputée à la négligence du président Truman : c'est d'ailleurs pourquoi son successeur définit sans équivoque la ligne à ne pas dépasser, convaincu d'éviter ainsi à l'agresseur ces erreurs de calcul qui déclenchent l'engrenage des guerres locales ou généralisées.

Il faut bien dire que pour les gouvernants de Pékin la résignation est moins aisée. Ils voient la plaie à leur flanc, la flotte américaine dans leurs eaux, alors que pour le département d'État il s'agit d'avant-postes au bout du monde; ils incarnent la poussée en avant, et les Américains l'arrêt sur place; la situation de Moscou répondrait plutôt à celle de Washington, mais le bloc continental chinois se manie moins docilement qu'un petit réduit insulaire. Et sa masse, tellement supérieure à tout ce qui l'entoure, peut induire à la tentation de s'en servir pour écraser les résistances. Cependant le communisme a toujours beaucoup plus compté sur la diffusion de son idéologie que sur l'offensive militaire.

L'équipe de Mao Tsé-Toung s'efforce aujourd'hui de gagner les sympathies qui peuvent lui valoir son siège aux Nations Unies : on sait comment, pour son cinquième anniversaire elle a invité quantité de Français, intelligents, mais la plupart novices en matière d'Extrême-Orient, et dont les récits font sourire par la naïveté avec laquelle ils attribuent au régime certains traits de la Chine éternelle; à les lire, je suis surtout frappé des ressemblances avec les réformes de Tchiang Kaï-Chek en son beau temps, avant l'invasion japonaise; l'invasion elle-même a laissé des traces : ces masques contre les microbes, qui donnent aux passants l'allure de chirurgiens, je les avais déjà rencontrés en 1927, non à Canton ou Shanghaï, mais à Tokyo. Mais il est bien entendu, n'est-ce pas, que le passé n'est que corruption, que tout souci d'hygiène ou de moralité date de 1950 au plus tôt, et cette propagande s'accorde à merveille avec le mépris de notre XIX[e] siècle occidental envers une caricature d'Asie...

Elle serait peu compatible, semble-t-il, avec la violence ouverte. L'évacuation de Tachen peut donner l'espoir d'obtenir ainsi, par la persuasion, d'abord Quemoy et Matsu dont la garantie reste en suspens, et qui sait, à la longue, Formose elle-même. Des menaces plus graves ailleurs aux élections du Sud-Vietnam, ou dans l'Inde méridionale, ou en Indonésie, ne détourneront-elles pas un jour le soutien américain d'un théâtre devenu secondaire? Un tel raisonnement peut bien rallier Pékin, sans l'avouer, tout en continuant une agitation verbale, à cette congélation du front que suggère Washington. Elle offrirait un répit. Mais s'il signifiait seulement un ajournement des responsabilités, une façon lâche de s'en décharger sur les générations futures, un « après nous le déluge », trop d'expériences montrent que le déluge finit toujours par survenir : la deuxième guerre mondiale a vu aboutir ainsi les conflits latents que la géographie rendait en apparence les plus intra-

duisibles sur la carte, celui, par exemple, des États-Unis et du Japon. Seul un effort constant de rénovation peut établir un équilibre suffisant pour modifier les rapports des forces et décourager la guerre.

AUGUSTE VIATTE.

L'actualité du Commonwealth

La conférence du « Commonwealth » qui s'est réunie à Londres du 31 janvier au 8 février a mis en particulière évidence l'importance politique et diplomatique de ce groupement de territoires et de peuples qui fut autrefois l'Empire britannique, puis le « Commonwealth britannique ». Pourtant ce rassemblement de nations, britanniques et non britanniques, blanches et de couleur, situées sur tous les continents du globe, ne possède aujourd'hui aucune organisation commune; il n'est régi par aucun texte et ne connaît d'autre lien juridique et constitutionnel que la commune allégeance des membres du Commonwealth à la Couronne britannique. Chacune de ces nations — le Royaume Uni, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, la Fédération de l'Afrique centrale, l'Inde, le Pakistan, et Ceylan — est parfaitement indépendante par rapport aux autres, mais la cohésion de toutes est effectivement assurée, non seulement par les solides assises économiques de la communauté qu'elle forment (zone sterling, préférences impériales), mais encore par leur conception commune concernant le maintien de la paix dans le monde et leur volonté de travailler ensemble à ce renforcement de la paix, spécialement en Asie.

Les événements de Formose ont, ainsi, tout naturellement dominé les débats de la réunion « privée » des premiers ministres des nations du Commonwealth qui vient de se tenir à Londres. Réunion privée, disons-nous, car les dix premiers ministres n'ont jamais eu l'intention de mener une négociation internationale, mais, appartenant à la même

famille ou plutôt au même club, ils s'efforcent au cours de réunions communes — la précédente remonte au mois de juin 1953 — à confronter loyalement leurs points de vue, à réduire leurs divergences et, ce faisant, à renforcer leur action commune en faveur de la paix.

Certes, dans cette question de Formose les premiers ministres ne sont pas parvenus à rédiger un texte commun. L'optique des nations asiatiques et surtout celle de M. Nehru, premier ministre indien, différait trop de celle des premiers ministres anglo-saxons (australiens et néo-zélandais notamment), proche du point de vue américain. En revanche tous les membres du Commonwealth se sont trouvés d'accord :

1° Pour que soit évité, dans le détroit de Formose, tout incident susceptible de déclencher un conflit général.

2° Pour que soit recherché par le moyen de sondages et de négociations discrètes, un règlement, sinon définitif, du moins assez durable de la question de Formose.

C'est donc avec l'approbation complète de tous leurs collègues que Sir Anthony Eden, chef du Foreign Office, et M. Nehru, premier ministre de l'Inde, ont entrepris en commun au cours même de la conférence un effort de rapprochement et de médiation pour réunir les États-Unis et la Chine communiste autour de la même table. Et c'est à l'ambassadeur d'Angleterre et au chargé d'affaires de l'Inde à Moscou que le 4 février dernier M. Molotov a remis sa proposition d'une conférence à dix sur Formose dont les puissances invitantes seraient l'U.R.S.S., le Royaume Uni et l'Inde.

La Grande-Bretagne a déjà rejeté cette proposition qui exclut les nationalistes chinois de la négociation à venir, et M. Nehru lui-même vient d'affirmer que cette exclusion n'est ni réaliste ni justifiable. On peut donc s'attendre que les Anglais et les Indiens continueront sans se lasser leur effort de conciliation auprès des Soviétiques afin de trouver une formule qui permette une conférence sur Formose. Anglais et Indiens pensent cependant que le premier objectif à atteindre avant même la convocation d'une conférence, est d'aboutir, dans le détroit de Formose, à un cessez-le-feu qui mette définitivement fin à des incidents dangereux.

Bref, les Anglais, malgré leur volonté de ne rompre à aucun prix leur solidarité avec les Américains et les Indiens, malgré leur neutralisme et leur compréhension du point de vue

chinois, joignent leurs efforts pour réduire la tension dans l'une des zones les plus explosives du monde. Ce parallélisme de l'activité diplomatique de Londres et de New-Delhi est symbolique de l'esprit dans lequel coopèrent les membres du Commonwealth. Ce club de nations qui fonctionne actuellement de façon si harmonieuse, malgré certains heurts que le racisme de l'Afrique du Sud pourra rendre un jour très graves, prouve qu'une coexistence pacifique et même amicale entre nations de races et de structures sociales différentes est possible. A ce titre, le Commonwealth peut être considéré comme un facteur de paix de premier ordre.

Ajoutons que dans le premier des deux communiqués publiés à l'issue de la conférence il est précisé — toujours dans le même esprit — que les gouvernements du Commonwealth « ont consacré beaucoup de temps à élaborer des plans pratiques en vue d'un accord sur le désarmement ». Si un accord international intervenait sur ce point, « il serait possible de consacrer de plus en plus les vastes ressources que représente l'énergie atomique à des entreprises qui bénéficient à la race humaine ».

« Les nations du Commonwealth, conclut le communiqué, se félicitent des perspectives d'une coopération étroite avec le Royaume Uni dans le développement de l'utilisation industrielle de l'énergie atomique. »

Dans le domaine de la défense les premiers ministres de l'Inde, du Pakistan, et de Ceylan se sont abstenus de prendre part aux pourparlers stratégiques qui ont occupé plusieurs heures leurs collègues anglo-saxons. Le fait le plus caractéristique à cet égard et le rapprochement de l'Angleterre, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne la défense du Pacifique sud. Ces deux derniers pays participeraient dorénavant à la défense de la Malaisie et de Singapour, mais seraient déliés de toute obligation en ce qui concerne le Proche-Orient.

Le communiqué spécial numéro 2 qui a été publié à l'issue de la réunion des premiers ministres du Commonwealth, vise les pourparlers sur la défense auxquels l'Inde, le Pakistan et Ceylan n'ont pas pris part. Il conclut ainsi : « Les pays intéressés membres du Commonwealth ont reconnu la nécessité d'une association plus étroite avec les États-Unis dans toutes les mesures concernant la défense. »

Deux conclusions peuvent donc être tirées de la dernière conférence du Commonwealth :

1° Les nations blanches de ce groupement ont clairement manifesté leur attachement à l'alliance occidentale; elles ne tiennent nullement à se désolidariser des États-Unis.

2° L'ensemble du groupement qui réunit un quart de la population mondiale communie dans un même idéal de paix et dans une volonté commune de faciliter une détente mondiale.

JEAN SCHWOEBEL.

Effacement ou éclipse de la Ligue arabe?

Le projet de traité turco-iraquien a porté à la Ligue arabe un coup sensible. Peut-être ce choc lui sera-t-il fatal; mais on ne peut exclure que la Ligue réussisse, grâce à quelque compromis laborieux, à se relever de cette crise. Un fait en tout cas subsiste, qu'il faut souligner : depuis plusieurs années déjà, l'efficacité de la Ligue avait pu être, à bon droit, discutée. Les critiques des Britanniques, qui avaient pourtant assuré son parrainage, ont précédé en la matière les amères constatations des Arabes d'Orient. Quatre ans avant que le ministre syrien des Affaires Étrangères, M. Fayd Atassi, et le ministre égyptien de l'Orientation nationale, le major Salah Salem, se soient rencontrés pour comparer la dernière conférence de la Ligue à « une bulle d'air entre ciel et terre », la revue de Chatham House accusait les fondateurs de la Ligue d'avoir « conservé le fantôme de l'unité et jeté sa réalité par la fenêtre », en sorte que l'institution devait devenir « une superstructure sans aucune organisation efficace ». (*The World To-day,* mai 1951.)

L'échec de la Ligue est donc visible; encore faut-il s'efforcer d'en prendre l'exacte mesure. La Ligue était

restée un organisme relativement lâche, interprète d'émotions et de sentiments plutôt qu'organisateur et exécuteur d'une politique délibérée; aussi paraît-elle particulièrement apte à se survivre ou à renaître sous des formes différentes; sa disparition totale et définitive semble difficile à concevoir, puisque subsiste en Orient ce sentiment, profond bien que diffus, de l'unité arabe.

A la vérité, d'ailleurs, le premier et le plus sensible échec de la Ligue arabe a été subi dès 1948, lorsqu'elle s'est montrée incapable de rassembler ses membres dans une action énergique et bien coordonnée, qui eût pu détruire dans l'œuf l'État d'Israël. En revanche, aussitôt après, l'organisation et le maintien obstiné du blocus d'Israël ont constitué à l'actif des Arabes un succès, car cette mesure fait encore peser sur Israël un grave danger en rendant précaires les conditions de vie de ses habitants et en entravant sa vie économique. Mais, durant ces derniers mois, la Ligue arabe semble avoir subi un second échec plus discret, quoique profond : peu à peu la question palestinienne, objectif numéro un de la Ligue, a cessé d'occuper le premier plan sur la scène orientale : le problème des réfugiés arabes de Palestine, s'il n'a pas reçu de solution d'ensemble, est petit à petit apparu moins brûlant aux yeux de l'opinion mondiale; le plan Johnston d'exploitation rationnelle des eaux du Jourdain n'a pas sans doute été accepté dans sa version initiale, qui eût signifié le recasement définitif des réfugiés et un commencement d'apaisement arabo-israélien, mais il se survit laborieusement sous forme de succédanés partiels qui habituent petit à petit les esprits arabes à trouver de tels objectifs moins chimériques et moins odieux.

En effet, les discussions passionnées dont les capitales orientales sont le théâtre aujourd'hui ont cessé d'avoir pour thème initial la question palestinienne; que les États arabes intéressés le veuillent ou non, elles concernent les projets occidentaux de défense du Proche-

Orient; même si c'est pour les honnir et les repousser, c'est d'eux que désormais l'on parle presque exclusivement dans les Cabinets et les Parlements arabes. Il semble bien qu'il y ait là un succès de la politique américaine; les efforts souvent naïfs, souvent imprudents, qu'elle a déployés depuis l'offre brusque et d'ailleurs vaine d'un accord défensif à l'automne 1951, ont finalement été moins stériles qu'il ne paraissait dès l'abord. La « Question d'Orient », c'est moins aujourd'hui l'antagonisme arabo-israélien que la défense occidentale du Proche-Orient.

Sans doute, plusieurs État arabes répugnent à accepter cette sorte de fait accompli, et leurs efforts tendent actuellement, sous des formes diverses, à remettre au premier plan la question d'Israël. Qu'ils y réussissent ou non, la Ligue n'en aura pas moins d'autres échecs à inscrire au passif de ses dix années d'action; dans le domaine de l'unification effective des pays arabes sur le plan économique, juridique et social, elle n'a presque rien réalisé; à peu près partout, les particularismes locaux et les égoïsmes nationaux ont gardé le dernier mot.

A l'extérieur, il est vrai, les résultats obtenus par la Ligue arabe semblent plus positifs; mais c'est dans la mesure même où cet organisme a déjà, plus ou moins ouvertement, passé la main. La Ligue arabe a constamment triomphé dans cette sorte d' « Opération Alibi » qui consistait à masquer, derrière de bruyantes interventions au profit des peuples musulmans encore placés sous la domination occidentale, les difficultés intérieures insolubles qu'éprouvaient les États membres. A diverses reprises, la France a eu à se défendre contre ces entreprises de la Ligue, menées le plus souvent avec une partialité, sinon une mauvaise foi, qui ont soulevé dans l'opinion française une indignation générale. Mais les sept États membres originels de la Ligue arabe ont vite senti qu'ils étaient trop peu nombreux pour mener

seuls ces attaques au sein de l'Organisation des Nations Unies, après avoir cherché des alliés auprès des États-Unis eux-mêmes ou des différentes républiques de l'Amérique latine, ils ont inspiré le bloc des États arabo-asiatiques; depuis deux ans, c'est en fait ce bloc, occasionnel mais cohérent, qui se charge à l'O.N.U. des offensives anti-colonialistes. La création d'un ensemble plus vaste, sorte d'union des peuples africano-asiatiques, esquissée déjà et susceptible d'être réalisée demain, achèvera une évolution que la Ligue peut se flatter d'avoir inaugurée, mais dont le succès même implique fatalement la diminution du rôle international propre de cet organisme régional.

Il est aventureux de chercher à prévoir sous quelle forme l'unionisme arabe va désormais s'exercer. Toutefois, on peut commencer à discerner quelques directions. L'intérêt que l'Egypte porte au continent africain ne paraît pas devoir se démentir : libération du Soudan, part croissante prise dans l'organisation et le conseil de la Libye, orchestration des campagnes « anti-colonialistes » en Afrique du Nord. Pour d'autres États voisins immédiats d'Israël, comme la Jordanie, la Syrie, voire le Liban, des réflexes de sécurité immédiate peuvent aussi jouer dans le sens d'une cohésion accrue. La zone du Golfe Persique, dans laquelle la Grande-Bretagne tient, sous forme de protectorats et de régimes préférentiels imposés à de petits potentats locaux, des positions que le pétrole rend singulièrement importantes, peut servir de théâtre à de caractéristiques réactions de la part d'autres riverains : Arabie séoudite dès maintenant, Iraq et Iran demain. Enfin, si l'association au système de défense occidentale a marqué un point important grâce au commencement d'adhésion du gouvernement conservateur de Bagdad, le développement des mouvements de revendication sociale et d'opposition nationale qui cherchent à s'imposer dans certains États comme l'Irak et la Syrie comporte des inconnues

dans lesquelles le neutralisme arabe peut puiser demain une nouvelle vigueur.

Dans ce monde oriental si mouvant et si complexe, les succès que semblent marquer actuellement la politique américaine sont peut-être plus occasionnels que profonds; l'adversaire soviétique, sans avoir nécessairement à s'engager directement, peut sans doute trouver, dans la diversité même des facteurs de la conjoncture les moyens d'une subtile parade. L'unionisme arabe, qui répugne d'instinct à s'engager auprès d'aucun des deux blocs, observe patiemment les phases de leur rivalité; sans aucun doute il saisira la première occasion que cette lutte des Puissances pourra lui fournir, pour sortir de ce qui paraît être aujourd'hui son effacement.

PIERRE RONDOT.

Perspectives sur l'Indochine

Au moment où M. Mendès-France était mis en minorité à l'Assemblée nationale, le délégué du gouvernement français au Nord-Vietnam rejoignait Hanoï, le général Lawton Collins quittait Washington pour continuer sa mission de représentant extraordinaire des Etats-Unis à Saïgon.

Le premier, M. Jean Sainteny, durant son séjour d'un mois à Paris, avait mis au point, d'accord avec le gouvernement, des propositions à soumettre à l'autorité de la République démocratique en vue d'assurer le maintien, dans le cadre du régime vietminh, de certaines entreprises françaises et en tout premier lieu des Charbonnages du Tonkin. Le projet élaboré par le délégué français avait été conçu de telle sorte qu'il puisse être accepté par le gouvernement communiste tout en fournissant les garanties en deçà desquelles les hommes d'affaires français ne consentiraient pas à courir un risque dont l'importance doit être justement évaluée.

Quant au général Collins, il est venu apporter au gouvernement Ngo Dinh-Diem un plan de réorganisation de l'armée vietnamienne du sud, plan auquel la dernière main a été mise à Washington. En dépit de toutes les assurances données d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, ce plan consacre au premier chef la relève du personnel français par un personnel américain dans la formation des cadres et l'entraînement des troupes de l'armée nationale. Ce n'est au fond que l'expansion au plan militaire d'un mouvement qui, au lendemain de l'armistice, avait recouvert la situation politique saïgonnaise.

Si même le chef de la mission militaire américaine, le général O'Daniel, ne doit exercer la « pleine responsabilité » de l'entraînement que *sous la « haute autorité »* du général Ely, il est clair qu'un tel état de choses ne correspond nullement à l'esprit des accords de Genève. On a déjà, à maintes reprises, souligné les risques qui pourraient en découler.

Or, si le gouvernement de M. Mendès-France n'a cessé de proclamer sa fidélité à l'esprit des accords, s'il a pu s'opposer même à des entorses excessives aux clauses de l'armistice, la position américaine demeure incertaine en ce qui concerne l'Indochine, comme en ce qui concerne d'ailleurs le monde asiatique.

Du moins au cours des trois ou quatre derniers mois a-t-on pu noter une évolution de cette position qui ne débouche pas sur une politique cohérente, qui n'entraîne pas encore une revision de la politique effectivement pratiquée, mais qui découle d'une perception plus exacte des réalités sud-vietnamiennes. Ce qui est apparu le plus clairement aux dirigeants américains c'est l'inanité du maintien d'une forte armée sud-vietnamienne. C'est pourquoi le plan mis en application prévoit une réduction des effectifs, moins importante que celle envisagée primitivement, mais tout de même très sensible (140.000 hommes au lieu de 220.000).

Comment interpréter l'acceptation d'un amenuisement du potentiel défensif du Sud-Vietnam d'autant plus sensible que les effectifs du corps expéditionnaire sont eux-mêmes progressivement réduits et que le gouvernement américain n'est pas disposé à envoyer sur place plus de deux ou trois centaines d'officiers et sous-officiers instructeurs ? N'a-t-on pas souligné que l'armée populaire avait conservé son niveau, avait été réorganisée par un regroupement de ses unités, avait même bénéficié de livraisons de matériel stocké on ne sait trop de quel côté de la frontière chinoise ?

Les Etats-Unis affectent de penser que l'organisation défensive de Manille, le S.E.A.T.O. [1], est suffisante pour détourner la Chine ou le Vietminh de toute idée d'agression, que la menace de représailles... collectives est assez forte pour inciter les pays communistes à la réflexion. On en aura reparlé à Bangkok ce mois-ci en fonction surtout de l'affaire de Formose, sans qu'il puisse en résulter une évolution notable de la situation.

Paradoxe des positions américaines : leur faiblesse réside dans leur caractère stratégique fondamental. Pourtant, on en a pris également conscience à Washington. L'idée a été de donner au Sud-Vietnam le pas aux programmes de réforme administrative, économique et sociale réalisés grâce à l'aide étrangère, américaine et française, sur les mesures d'ordre militaire.

C'est dans cette perspective qu'a été accordé un soutien constant au président Diem que les dirigeants américains continuent d'estimer le plus capable de donner corps à un nationalisme vietnamien et de faire échec au communisme. Et cependant, les Américains sont loin d'être persuadés des chances réelles du leader catholique.

1. *South East Asian Treaty Organization*, Organisation du Traité du Sud-Est Asiatique.

Là réside l'incertitude la plus grande. Comment le Sud-Vietnam peut-il demeurer dans le monde libre, comme l'on dit volontiers, si l'on accepte d'exécuter les clauses des accords de Genève dans les délais prévus, c'est-à-dire de parvenir aux élections de 1956 en ayant, dès le mois de juillet prochain, pris contact avec le gouvernement du Nord ? Et si le Sud-Vietnam n'est pas signataire de l'accord d'armistice, il ne pourrait s'opposer à son exécution, même et surtout dans ses dispositions politiques, sans entraîner une reprise de la guerre dans des conditions qui ne seraient évidemment plus celles du conflit de 1946-1954.

Or, qu'on ne se leurre pas, il y a présentement déjà une épreuve de force entre le Sud et le Nord-Vietnam. C'est pour affirmer et sauvegarder leur foi que les catholiques tonkinois gagnent le sud, malgré les dangers que le Vietminh met sur leur route en contravention avec l'accord de Genève. Mais cet immense exode avec ses tragiques rassemblements, ses embarquements nocturnes, les camps où gronde un sourd mécontentement sert la politique de M. Ngo Dinh-Diem qui pour d'autres raisons que la sauvegarde de la foi a tout fait pour en accroître les dimensions.

La principale raison politique avancée parfois par les partisans de M. Diem est qu'il fallait rétablir l'équilibre de population entre le Nord et le Sud, alors que les accords de Genève en donnaient davantage au Nord, de manière à égaliser les chances des deux fractions du pays lors des élections de 1956.

Il est vraisemblablement d'autres motifs politiques dont nous ne voulons pas faire ici l'inventaire. Quant à celui que nous avons évoqué, M. Ngo Dinh Diem a parfaitement réussi : plus de six cent mille réfugiés se trouvent dans les camps du Sud ; il y en aura bientôt un million, et le rapport des peuplements sera sensiblement de un à un. Ce serait excellent — d'un point de vue politique il s'entend — si l'on était certain que les

catholiques réfugiés se trouvent assez satisfaits du sort qui leur a été réservé pour conserver leurs suffrages au régime national. On n'en est pas du tout assuré. Et certains d'évoquer la chance — politique, ajoutons-le ici aussi — qu'eût représenté en territoire vietminh l'existence d'une force de résistance à l'emprise communiste autour des évêchés du Nord.

Est-il vrai que le gouvernement du Sud se place dans la perspective de l'exécution des accords de Genève ? Rien ne le prouve. Au contraire, il a réussi — avec l'aide américaine — à répandre l'idée que les choses se passeraient autrement que par des élections générales qui amèneraient un succès vietminh dont personne ne doute. Mais quoi, comment ? Nul ne le sait.

Face aux incertitudes américaines même voilées sous une belle assurance, face aux gestes dangereux du gouvernement du Sud, la politique française est demeurée inexistante, sans que le commissaire général ait su révéler beaucoup plus que la marque d'une dignité offensée.

En présence de situations aussi différentes que celles du Sud et du Nord, il était assurément impossible d'avoir ici et là des politiques harmonisées. Mais une véritable politique de présence, une politique de coexistence — cette coexistence étant à assurer à Saïgon comme à Hanoï — aurait exigé de la France qu'elle se place dans l'optique des aspirations fondamentales du peuple vietnamien sans laisser s'accuser entre le Nord et le Sud un fossé dont les catholiques risquent d'être durablement les victimes.

Pourtant, voici que les deux gouvernements, vietminh et national, vont en avril être représentés l'un et l'autre la conférence afro-asiatique de Bandung en Indonésie. Pour la première fois le gouvernement de Saïgon vu de sa propre initiative à une rencontre internationale : ce n'était pas le cas pour Genève; et s'il était représenté en novembre-décembre 1951, la conférence de San Francisco qui prépara le traité de paix avec le Japon,

l'État national ne se trouvait pas alors en contact avec les délégations du monde communiste.

Il y a là sans doute une possibilité de contact entre les deux traités du Vietnam partagé — contact qui devrait de toute façon être établi en juillet prochain conformément aux accords de Genève. Mais cette chance sera-t-elle reconnue et saisie ? Il est assurément trop tôt pour l'affirmer.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

La revanche du Parti

Les journalistes qui ont expliqué la chute de Malenkov par les accords de Paris ont fait preuve d'une étrange ignorance des choses soviétiques. Si M. Claude Bourdet, chez qui le sentiment tient lieu d'information, a quelques circonstances atténuantes, il n'en est pas de même pour M. Isaac Deutscher qui dans l'*Express* défend la même thèse. Non, ce n'est pas « l'Occident qui a liquidé Malenkov »[1], comme l'Occident n'est pour rien dans la résistance kolkhozienne, dans la crise agraire, la crise religieuse et la crise des komsomols. Et ce n'est pas l'Occident qui a organisé la grève de Norkhouta qui pèse comme un cauchemar sur les dirigeants soviétiques. Chose étrange, l'Occident ne songe en aucune façon que sa responsabilité morale est tout de même engagée (les droits de l'homme) quand un régime crée une forme nouvelle d'esclavage et se rend coupable de génocide (l'extermination systématique des populations baltes). Mais, en réalité, l'Occident se contente de ne pas songer à ce qui pourrait troubler sa bonne conscience, quitte à se laisser surprendre par l'événement.

1. Il y a lieu de rappeler que c'est une intervention de Malenkov au XIX[e] congrès du Parti qui condamna l'extravagant projet des agrovilles. La question agraire reste depuis 1917 au cœur des problèmes soviétiques.

Si le remplacement de Malenkov représente une victoire du parti sur la classe des techniciens dont Malenkov se sent solidaire, cette victoire est loin d'être définitive et le développement de l'industrie lourde n'augmentera pas le nombre des théoriciens du léninisme-stalinisme, mais bien celui des ingénieurs qui revendiqueront demain comme aujourd'hui *la sécurité personnelle*. Avec Malenkov et Mikoïan disparaît l'espoir d'une réforme du code pénal, d'une augmentation du bien-être matériel, mais les revendications resteront.

Il ne faut pas oublier non plus que la nouvelle politique agricole d'après-guerre fut une contre-offensive du régime à la redistribution spontanée des terres par les kolkhoziens eux-mêmes, qui eut lieu de 1945 à 1948 et n'a jamais entièrement cessé. Voilà pourquoi Khrouchtchiev voudrait supprimer les kolkhozes. En Sibérie, il ne fonde que des « usines de blé », des sovkhozes.

Si, depuis le dernier discours de Khrouchtchiev, le spectre d'une nouvelle purge gigantesque plane comme une menace sur l'U.R.S.S., il faut rappeler que des coupes sombres dans l'*intelligentzia* technique ou dans les kolkhozes ne résoudront point le conflit fondamental dont souffre l'U.R.S.S., la contradiction de plus en plus grande entre une bureaucratie parasitaire, soutien de la dictature et une classe de techniciens qui veut continuer à construire le pays et toucher un juste salaire pour son effort.

En même temps, le problème des nationalités non-russes devient plus grave. Donner à chaque république un ministère de la Guerre et un ministère des Affaires étrangères, c'est là un geste spectaculaire qui ne trompe personne. Il faut mettre fin à la russification à outrance, comme le proposait Béria, non pour son plaisir ni pour s'assurer le pouvoir absolu, mais pour diminuer l'opposition grandissante des peuples non russes.

Les pièces de théâtre étant des instruments de propa-

gande, celle que Korneitchouk a publiée récemment et dont on annonce la première à Moscou, illustre fort bien une revendication de base — *la protestation contre les condamnations arbitraires aux travaux forcés*. Béria apparaît dans la pièce comme le grand coupable, mais les déportations n'ont point cessé depuis sa liquidation. Et voici que sur une scène soviétique on protestera pour la première fois à haute et intelligible voix contre « les souffrances et les larmes ». Il y est question de la bande à Béria qui condamne « *sous prétexte de vigilance révolutionnaire* ». Et, à la fin, l'épouse du héros s'écrie : « *Merci au Comité central! Ce cauchemar horrible ne reviendra plus jamais.* » N'est-ce pas tout le parti qui est visé ? Il sera intéressant de suivre la carrière de cette pièce, maintenant que Khrouchtchiev, en évoquant les spectres de Rykov et Boukharine, a promis, en quelque sorte, une nouvelle purge.

Un héros des « Possédés » constate une fois : « Il est dommage que nous n'ayons pas de prolétariat. Mais qu'à cela ne tienne, nous finirons par nous en créer un. » Ce personnage aurait pu dire la même chose de la bourgeoisie. Depuis 1917, l'un et l'autre ont été créés. Et une nouvelle révolution mûrit en U.R.S.S. Ce processus connaîtrait une accélération extraordinaire si le rideau de fer était levé. Contre la dictature, une *intelligentzia* d'un type nouveau travaille sans relâche. Aucune force au monde ne saurait arrêter cette évolution. Et comme sous le tzarisme, les camps de déportation sont devenus les universités de la prochaine révolution russe. A ce point de vue, je considère la grève de Vorkhouta[2] comme un fait d'une importance exceptionnelle.

JEAN ROUNAULT.

2. Cf. le témoignage capital, paru sous ce titre aux éditions Amiot-Dumont.

Crise gouvernementale et question scolaire

★ *La question scolaire divise profondément à l'Assemblée des groupes qui, par ailleurs, pourraient mener une politique commune et utile au Pays. Devant cette situation le R.P. Emile Gabel publie dans* La Croix *du 17 février un Editorial dont nous extrayons les lignes suivantes auxquelles nous donnons notre plein accord.*

... Le parti socialiste a manifesté une hostilité irréductible à la loi Barangé... M. Pineau, plus libéral — un récent article du *Populaire* n'avait sans doute pas été écrit par inadvertance, — a promis de ne rien remettre en cause... Nous sommes donc en face d'exigences diverses : chacun estime devoir être intraitable sur le point de vue qu'il représente et les droits qu'il défend.

Les députés préoccupés de doter la France d'un gouvernement ayant le souci du bien commun sont perplexes à l'heure actuelle pour déterminer ce qu'ils peuvent concéder, ce qu'ils doivent maintenir et ce qu'ils seraient amenés à prendre comme garanties ou cautions.

Il faut, certes, en tout cela, établir un ordre des valeurs, mais aussi un ordre des urgences : il y a tout le problème de l'Afrique du Nord qu'il nous faut le plus rapidement résoudre, mais il y a aussi toute la situation européenne... Notre avenir spirituel et matériel, les grandes causes que, par delà nos divergences normales entre chrétiens, nous défendons, dépendent non seulement de nos alliances politiques et de notre action pour la justice scolaire, mais aussi de la nature de nos relations avec l'Afrique du Nord et l'Allemagne : nous sommes trop mêlés et trop voisins pour que notre sort ne soit pas lié.

Il ne faut pas dès lors, permettre que, par des exigences justes en soi, mais inopportunes, parfois intempestives, nous obtenions une satisfaction dans l'immédiat, mais que nous causions des dégâts irréparables.

A une heure de crise, qui n'est pas une crise ordinaire, à une heure où des attractions nouvelles s'exercent et des forces s'éprouvent il nous faut rechercher dans son ensemble, en sa hiérarchie des valeurs et des urgences, le bien commun de notre pays.

AZIMUTS

Petite laïcologie.

Les pauvres chers laïcs n'ont pas toujours été dans l'Eglise les agneaux bénis et tondus de la Sainte-Agnès romaine dont parlait Ed. Le Roy dans une boutade célèbre. Peut-être ont-ils commencé par n'être ni tondus ni bénis. Plus tard, au temps de Charles Martel par exemple, on les voit bénis, mais non tondus, et les dents bien longues pour des agneaux. Charlemagne, et ses successeurs après lui, semble avoir plutôt donné que reçu le « mandat », avec une charité bien ordonnée. Il ne veut d'ailleurs qu'imiter celui que ses panégyristes voient revivre en lui, l'inoubliable Constantin : il ne déteste pas de lui être comparé, sauf par Rome, car alors le parallèle ne se termine guère sans une délicate allusion à une certaine Donation du dévot empereur au saint pape Sylvestre, donation dont les canonistes, pour mieux garder la mémoire, ont inventé le document (cf. les remarques et références de Saint-Giet : *Revue des Sciences religieuses,* Strasbourg, janvier 1955, pp. 45-58). A l'imitation des Carolingiens, empereurs, rois, barons, tous sacrés ou bénis, il est vrai, ont un peu traité les clercs comme les spécialistes du divin attachés à leur service. Dans l'*Histoire de l'Eglise* par Fliche et Martin, un tome complet a pu recevoir pour titre : « L'Eglise au pouvoir des laïcs. » Est-ce le fait que les laïcs dominaient les clercs, ou que le grand clergé imitait le haut laïcat, toujours est-il que l'Eglise ne s'en portait pas mieux, au jugement des saints : les réformes ont alors consisté à remettre quelque distance

entre le *sacerdotium* et l'*imperium* et entre les deux « spiritualités ». Il faut attendre, en pays français jusqu'en 1789, en pays germaniques jusqu'à Napoléon et même jusqu'en 1918, pour que cessent les privilèges ou traditions qui souvent ne servaient qu'à faire échec à la politique pontificale. Au XIX[e] siècle, le haut laïcat nouveau, qui de son propre chef et par dévouement veut mettre au service de l'Eglise son pouvoir politique et son talent intellectuel, sera composé de publicistes et d'historiens : il combine un *Studium* déclericalisé avec un *Imperium* démocratisé : il compte de grands noms, Görres, Acton, Montalembert, Veuillot ; mais souvent passionné et maladroit, il ne pourra s'assurer l'influence auquel il prétend : il sera pris entre les deux forces puissantes que la pression historique aura lancées à la rencontre l'une de l'autre ; d'une part la dévotion et le sentiment du bon peuple, d'autre part, l'autorité croissante du nouveau clergé, moins politisé et mieux centralisé. On pourra lire dans l'hebdomadaire autrichien *Fürche* (11 déc. 1954) les réflexions de Friedrich Heer sur la position délicate des publicistes chrétiens à cette époque : on leur a cherché des crosses, et s'ils n'ont pas donné leur laine, ils ont parfois perdu la voix.

La situation avec Pie XI a changé, de l'avis de beaucoup. Mais il est inutile ici de s'étendre sur la conjoncture qui a provoqué le nouveau laïcat : nos revues parlent surtout de sa définition et de ses aspirations, peu de ses activités et manifestations.

Sur le premier point, quatre thèmes généraux se trouvent abordés. Le premier, la spiritualité des laïcs, est traité avec une remarquable précision et ampleur de vues par Jean Ladrière dans la revue dominicaine belge *Evangéliser* (sept-oct. 1954, pp. 117-130) ; sa concision et sa relative facilité d'accès me dispensent malheureusement de le citer. Dans le même cahier, on trouvera des considérations connexes d'un grand intérêt signées du P. Léonard, qui a publié également dans la

Revue nouvelle (janv. 1954, pp. 3-7) un article intitulé : « Le chrétien peut-il penser librement ? »

Un second thème, la participation du peuple chrétien à la liturgie, fait l'objet des articles principaux du numéro de décembre 1954 de *Anima*, revue de pastorale de langue allemande publiée en Suisse et d'une belle tenue. Mais ces questions, soulevées à Lugano, ont déjà fait ici l'objet d'allusions. D'autre part, *La Maison-Dieu*, dont c'est l'objet, est assez connue pour n'avoir point besoin de ma réclame. Sur un des aspects de ce thème, je citerai seulement de la chronique oecuménique d'*Irénikon* (4e trimestre 1954, p. 448) un passage d'une lettre de Sa Béatitude Maximos IV, patriarche melkite catholique d'Antioche :

> ... Le motif de ce maintien du christianisme dans notre pays (l'Asie mineure) et de sa disparition dans l'Afrique du Nord provient, à notre avis, du moins en grande partie, du fait que les peuples de l'Orient vivent et se nourrissent de leur liturgie. Leurs racines chrétiennes sont fortes et résistantes, ce qui n'a pas lieu dans les pays où règne la liturgie latine, comme dans le nord de l'Afrique.

A propos de l'Afrique du Nord, qui a d'autres raisons, très actuelles, d'attirer notre attention, le seizième centenaire de la naissance d'Augustin (354) devrait susciter une étude de la révolte Donatiste, qui a causé des soucis durables avant d'être absorbée par l'Islam. Ce schisme religieux semble devoir une partie de sa vivacité à une sorte de lutte de classes, au plan social, et, au plan politique, à une sorte d'irrédentisme berbère et punique contre la domination romaine, dont l'Eglise africaine, plus que d'autres dépendante de Rome, apparaissait l'expression. Il y a là un intéressant problème de sociologie religieuse, si j'ose ainsi m'exprimer.

A un troisième thème, celui de la formation théologique des laïcs, est consacré un cahier de la revue belge *Lumen vitae* (n° 11, avril-juin 1954). Je ne l'ai pas sous

la main et attendrai une autre occasion pour revenir cette question importante, mais il fallait l'évoquer pou signaler toutes les coordonnées du problème.

Un quatrième thème, celui de la place canonique et d rôle officiel des laïcs dans l'Église, est abordé pa J.-F. Noubel, dans le *Bulletin de Littérature ecclé siastique* (Toulouse, oct. 1954, pp. 289-339), à propos d livre du chanoine-sénateur belge Philips : *Le rôle d laïcat dans l'Eglise*. Le but de cette note, dit l'auteu en conclusion,

a été d'abord de souligner l'importance des travaux dont l laïcat est aujourd'hui le centre. Il est surtout d'analyser jur diquement des notions qui risquent trop facilement de chevau cher entre la théologie et la littérature, enfin, de préciser c de classer les notions juridiques ainsi dégagées et que l'Égliso semble-t-il, peut retenir.

Au début, après une distinction des plans naturel surnaturel, ou, comme il préfère dire, du plan de l création et du plan de la rédemption, il passe à un autre distinction : celle de la vie privée et de la vi pulique dans l'Église, qui lui paraît capitale (pp. 23 231). De là il passe au rôle institutionnel du laïc. L citation est un peu longue, mais elle aidera à mieu voir la position des canonistes, dont le rôle précieux e de projeter sur le présent les catégories juridiques d passé.

On pourrait partir de la démarcation tracée par Pie X entre les fidèles dans la *Constitution Provida Mater*, à propo des instituts séculiers de perfection. Il distingue ceux qui so « dans le siècle » et les fidèles qui sont « hors du siècle », rel gieux ou clercs. Ceux-ci sont « voués aux ministères sacr avec participation au pouvoir de juridiction ». Les préoccu pations du laïc sont donc celles de son activité, essentiellemer et primordialement séculières.

L'aspect négatif de cette « vocation séculière » est incon testable en même temps que très significatif : les laïcs comm tels n'auront jamais de participation à la juridiction de l'É glise, autrement dit, ils ne manieront jamais la puissance pu

blique de l'Église, cc. 108 et 145 combinés; sinon, ils appartiendraient à la cléricature. D'autre part, ils n'ont pas délégation de l'Église pour une consécration publique et officielle au culte divin et à la profession des trois vœux de religion dans une vie commune publique, sinon ces laïcs seraient devenus des « religieux ». Par opposition à cet aspect négatif du laïcat, quel va donc être son aspect positif, quant à son rôle dans l'Église? Il est peu probable que la théologie admette comme catégorie théologique « le laïcat », comme elle accepte la hiérarchie, le clergé, l'état religieux. La théologie y répugnera précisément parce que le laïcat en quelque sorte syndiqué n'a pas et ne peut pas avoir de « fonction sacrée comportant un certain maniement de la puissance publique de l'Église ou juridiction », c. 145. Les laïcs, au contraire, sont parfaitement connus et le code canonique non seulement leur consacre une de ses sections, mais il les mêle étroitement à la vie publique de l'Église, à la fois comme bénéficiaires et comme acteurs... Ce sont les fidèles « dans le siècle », en pleine vie, mêlés à chaque instant au monde pécheur, terriblement exposés eux-mêmes au péché, sollicités sans cesse, pourtant, par l'organisation de salut qu'est l'Église. Sans quitter leur vocation laïque, ils ont accès à la perfection séculière : l'Église les délègue officiellement à cette profession du témoignage dans les instituts séculiers voués à cette perfection apostolique (*Constitution Provida Mater*).

Puis J.-F. Noubel intitule les cinq paragraphes suivants : liberté d'action par rapport au « rendement » nouveau du christianisme — vie représentative des richesses chrétiennes — vie sacramentelle matrimoniale et familiale — « Citoyens du Royaume de Dieu » sur terre — l'apostolat d'action catholique.

Ce dernier paragraphe mérite, je crois, la lecture des laïcs, de ceux du moins qui ont assez de curiosité ou de loisir pour chercher à savoir ce qu'ils sont.

Le gros embarras qui entrave la recherche d'un rôle d'Église qui soit spécifique aux laïcs tient à ce que tous les fidèles, même appartenant au clergé et à la hiérarchie, mènent leur vie de fidèles très équivalemment d'une catégorie à l'autre. Seule, la réalisation du sacrement de mariage est, dans l'Église latine, strictement réservée aux laïcs. Les uns et les autres, clercs, religieux, laïcs, gèrent leur vie chrétienne personnelle, dans leurs rapports individuels ou collectifs avec

Dieu, en toute liberté dans la limite de la foi et des commandements. Chacun peut s'enchanter de sa richesse chrétienne et la mettre en valeur, en être témoin. Chacun est également *usager de l'Église*. L'opinion publique chrétienne ne s'arrête pas au seul laïcat. Que de « réformes », que d'initiatives chrétiennes, ont été l'œuvre de la hiérarchie ou des religieux! *Si donc, nous voulons percevoir et dégager le rôle spécifique du laïcat, il faut obstinément en revenir à la distinction fondamentale entre la vie chrétienne privée et la vie chrétienne publique, au sens juridique de ces termes.*

Qu'en est-il donc du laïc? Les autres fidèles ont eu la vocation divine de consacrer leur liberté entière au *service public* de l'Église, pour en recevoir soit une fonction sacrée s'ils sont clercs, soit une délégation à la pratique officiellement contrôlée et dirigée de la perfection en vie commune « hors du siècle », s'ils sont *religieux;* lui, laïc, doit aussi prendre sa part de cette vie publique de l'Église et du christianisme. L'Action catholique semble bien avoir trouvé les deux expressions juridiquement correctes pour traduire cette intervention du laïcat dans la vie publique de l'Église : celle de « *laïc engagé* », et celle de « *laïc mandaté* ».

Par la première expression de « *laïc engagé* », nous demeurons au *plan de la liberté* du laïc. Cette liberté est désormais engagée, mais elle a pour point de départ une grâce, et, si l'on veut, une vocation reçues par le laïc auxquelles il a répondu librement; après quoi, *il a choisi son secteur d'engagement. Le temps de durée* de cet engagement (œuvre de jeunesse, par exemple) est fixée par lui librement.

Si ce laïc se marie, le sacrement de mariage « l'engage » dans la vie publique laïque de l'Église : d'où l'extraordinaire importance donnée par l'Église au respect de ce sacrement, notamment dans les concordats; elle se trouve « engagée » elle-même avec les époux — l'épître de la messe de mariage en donne l'aspect mystique. Les associations de foyers sont des associations *privées;* leur force communautaire devient un engagement *public* de ces foyers seulement dans l'Action catholique. Si le laïc prend intensément conscience de ses possibilités d'influence, il « s'engagera » dans les œuvres d'Action catholique officiellement reconnues : il n'est plus un témoin privé de la foi chrétienne, il devient témoin de l'Église et de son action. Ce retournement du laïc vers l'Église hiérarchique devient acte public d'Église. Ainsi de l'apostolat : il ne participe à la vie publique de l'Église que si le laïc s'est « engagé » et si son « engagement » a été « homologué », accepté et officiellement admis par l'Église.

Nous pensons avoir, par cette analyse, mieux situé juridi-

quement l'apostolat d'Action catholique. Il peut être, nous venons de le dire, un apostolat « organisé »; homologué, contrôlé, dirigé par la hiérarchie. Il peut et doit faire émerger une élite de cette élite de laïcs « engagés », à savoir des « *militants d'Action catholique* ». Nous croyons qu'il appartient à la hiérarchie d'ajouter à cet apostolat un *apostolat mandaté*. Ce mandat peut être double. Ou bien, il charge une équipe déterminée de militants de rechercher et de réaliser l'application concrète de telle ou telle consigne épiscopale à une situation précise. Ou bien, il donne mandat à des militants qualifiés et reconnus comme tels par la hiérarchie de rechercher et de réaliser pour une situation précise le comportement chrétien exact et opportun. L'évêque en prend d'avance la responsabilité.

Remarquons que la hiérarchie dans ces deux derniers cas, c'est-à-dire en matière d'apostolat mandaté, ne confie aucunement aux laïcs chargés de cet apostolat une participation à la juridiction. Les évêques ne leur délèguent en rien la puissance publique qu'ils détiennent. Le mandat en question suppose purement et simplement *la reconnaissance authentique du caractère d'utilité publique pour l'Église* de l'apostolat exercé par ces militants laïcs dans les limites du mandat reçu.

Nous sommes donc amenés à distinguer :

1° Les « missions privées », données à un individu ou à un groupe laïc pour étude ou pour intervention à l'égard d'une situation donnée du monde laïc : il s'agit d'une simple orientation de la vie privée de ces laïcs de bonne volonté.

2° L'utilisation publique et officielle des « laïcs engagés » dans les mouvements d'Action catholique générale ou spécialisée.

3° Les mandats d'Action catholique apportant à l'apostolat de militants d'Action catholique la reconnaissance d'utilité publique pour l'Église de leur apostolat exercé dans les limites du mandat donné.

Ces deux dernières espèces d'apostolat d'Action catholique appartiennent à la vie chrétienne publique et organisée; ils sont apostolats de l'Église. L'apostolat du laïc mandaté par rapport à celui du laïc simplement engagé est évidemment plus étroitement lié à l'apostolat hiérarchique. Il est plus organisé, sujet à reddition de comptes plus fréquentes ou plus précises et, enfin, à la révocation proprement dite.

Ces textes sont sans doute plus satisfaisants pour l'esprit que pour le cœur ou les ambitions de certains.

Ceux-ci seront peut-être consolés d'apprendre que l problème n'est pas réservé au seul catholicisme, et qu dans le protestantisme même, où on l'attendait peu, jou une distinction au moins existentielle entre laïcs et l reste, docteurs, pasteurs, pour ne pas parler des « prê tres et évêques » des églises épiscopaliennes. L'Assem blée générale du Conseil œcuménique des Eglises, tenu à Evanston (Chicago) en août dernier, réunissait, di une statistique dont je ne discerne pas les lois, 887 ec clésiastiques ou théologiens et 204 femmes contr 206 laïcs ; et la proposition de Niemöller en faveur de laïcs ayant été écartée, les six présidences ont été par tagées entre cinq « évêques » et un professeur.

J'aurais aimé terminer par quelques réflexions et cita tions sur l'Action catholique non conceptuelle, mai réelle, sur la différence entre l'Action catholique et l'ac tion des catholiques. Ce problème trouve une acuité nou velle en Autriche, si j'en crois *Wort und Wahrheit* e *Der Grosse Entschluss*. Mais certains documents m font défaut et je n'oserais abuser davantage de la pa tience des lecteurs et de l'indulgence des directeurs d cette chère Revue.

A.-Z. SERRAND.

KHROUCHTCHIEV

UNE *tête de taureau, avec la nuque de lard de rigueur dans la classe privilégiée. L'œil vif, le geste abondant et la parole facile. A cinquante-neuf ans, Nikita Serguéievitch Khrouchtchiev (prononcez Hrouchtchiov) a derrière lui la carrière classique d'un* professionnel. *Ce titre de professionnel (sous-entendu révolutionnaire) est le plus haut grade social que le régime puisse conférer. Il implique les plus grands risques puisqu'un pourcentage aussi élevé que constant de professionnels termine sa vie dans les caves de la Loubianka ou dans les glaces de Vorkhouta et de Karaganda. Mais, en attendant, Nikita Serguéievitch, après avoir éliminé son ami Malenkov et nommé à sa place son compère Boulganine, détient pratiquement, ne fût-ce que pour un temps, tout le pouvoir. Il est à la tête de la pyramide soviétique. Et, en même temps, il se considère comme le moteur de la machine appelée Histoire. Après avoir inventé les superkolkhozes et esquissé la parodie des agrovilles, il a lancé la campagne du peuplement des terres vierges de Sibérie. Cet ancien serrurier voit grand : du jour au lendemain, il aimerait avoir cent millions de citoyens soviétiques (de nationalité russe) supplémentaires dans le* no man's land *qui sépare la République de Chine de la Russie d'Europe.*

Il y a une naïveté de Tartarin chez ce chef qui parle un peu trop et souvent trop vite pour être tout à fait pris au sérieux. Ainsi récemment en découvrant le standing incroyablement bas des hôtels sibériens, ou autrefois quand un président de kolkhoze lui avoua qu'il ne lisait dans la Pravda *que les nouvelles ayant trait à la*

situation internationale. Ce genre de découvertes, qui tiennent une place très grande dans des discours fort longs, amusent beaucoup la catégorie de citoyens soviétiques, de plus en plus nombreuse, qui n'attendent rien de bon de Moscou. Khrouchtchiev veut les ignorer en prenant le parti de couper court aux espoirs d'une vie moins dure; il doit cependant se souvenir des heures pénibles qu'il a partagées avec tous les autres successeurs possibles de Staline au moment où, après la mort du guide suprême, Béria était chargé de lancer l'appel au calme. Et il sait également que la détente intérieure avait commencé un an avant la mort de Staline. La réaction qu'il inaugure ne sera pas de longue durée.

Qu'il ait jeté à la face de l'U.R.S.S. et du parti la redoutable accusation de droitiers *contre certains de ses collègues, prouve qu'il se sent prêt à recommencer, sous une forme ou une autre, l'horrible purge des années trente. Il incarne la volonté du parti de ne pas abdiquer devant la nouvelle intelligentzia technique, mais de justifier son existence parasitaire au besoin par des exécutions capitales et des déportations en masse. L'armée le suivra-t-elle, comme les généraux ont suivi Hitler? C'est aux généraux que Khrouchtchiev a laissé le soin de condamner Béria, après que les chars que Boulganine avait mis à sa disposition eussent permis de prévenir tout mouvement de résistance de cette armée intérieure qu'est le M.V.D. Et c'est au maréchal Joukov qu'il vient de confier le ministère de la guerre. Sa plus remarquable performance fut le style stalinien avec lequel il élimina Malenkov en obtenant de lui qu'il se chargeât de tous les péchés que lui-même avait accumulés dans sa folle politique agricole. D'avoir fait du dauphin un bouc émissaire volontaire, c'est ce qui contribuera le plus à sa gloire dans les rangs du parti. Boulganine, maréchal au titre de la police autant que du parti, sait qu'il est la prochaine victime désignée, si, comme tout le laisse prévoir, l'opération « terres vier-*

ges » se solde par un échec. Aussi le nouveau président du conseil de l'U.R.S.S. essayera-t-il de se défendre.

Khrouchtchiev est après tout assez vulnérable. S'il a un tempérament de bagarreur, s'il aime foncer droit en avant, sans regarder à gauche et à droite, il lui manque le calcul méthodique de Staline, la ruse froide qui prépare ses coups longtemps à l'avance et les exécute avec une précision minutieuse. Autre différence avec Staline, il ne croit pas à Gaea, déesse de la terre qui protège son fils Antée aussi longtemps qu'il reste en contact avec elle. Le père des peuples expliquait le « secret de l'invincibilité de la direction bolchevique » par le lien étroit qui unissait le parti à « sa mère, au peuple, aux masses ».

Malenkov avait essayé de retrouver le peuple, Béria avait voulu gagner la confiance des nationalités non-russes, Khrouchtchiev veut oublier le fossé qui sépare le régime du peuple, des peuples. Il mise sur le mouvement, l'esprit de parti, la lutte antireligieuse, l'industrie lourde, et l'aventure. L'armée acceptera-t-elle un Vojd *qui serait un aventurier? Le parti qui connaît sa médiocrité idéologique, acceptera-t-il à la longue que le* volontarisme *remplace le marxisme-léninisme? A côté d'un Mao, Nikita Serguéievitch ne fait pas le poids. Ce qui préoccupe en premier lieu le nouveau maître provisoire de toutes les Russies, c'est de prouver qu'il* existe. *Et comme il est enclin à bluffer, il est dangereux. Même quand il vante la coexistence. A ce propos, il ne faudrait pas oublier qu'il a défini celle-ci selon la règle de ce jeu de clowns où, sur un signe, la bagarre doit cesser. L'un des clowns administre à l'autre une gifle magistrale et quand celui-ci veut la rendre, son partenaire fait le signe convenu : Fini!*

C'est un peu simple. Trop simple. Mais cela réussit. Non seulement au cirque. Nikita Serguéievitch vient d'en faire l'expérience.

JEAN ROUNAULT.

Chroniques

ARTS

Attittudes devant l'art

Le hasard qui réunit des livres très divers sur une table de travail fait bien les choses : une confrontation de titres sans rien de commun entre eux, sauf un intérêt plus ou moins grand pour l'art, conduit à des réflexions souvent fécondes. Le point de départ, aujourd'hui, doit être le beau livre de Jean Mouton : *Charles du Bos, sa relation avec la vie et avec la mort*. Ce qu'il importe de dégager, c'est une attitude devant l'art; c'est un mode de relations entre le style de vie de l'individu et les problèmes ou la perception des valeurs artistiques. Il est bien évident que les spécialistes se laissent trop prendre au piège de l'isolement de la chose artistique. C'est une erreur très grave, car elle en arrive à faire de l'art une matière séparée de la vie, une substance inanimée tout juste justiciable d'une étude pseudo-scientifique. Veut-on bien réfléchir sur la nature de l'art et son histoire, la véritable optique doit être globale, pour tout dire humaniste. Il faut l'intégrer dans un concept général de l'homme et du monde, comme avaient su le faire le Moyen-Age et la Renaissance.

Qu'un humaniste épris d'art comme Jean Mouton s'attache à éclairer la figure d'un humaniste comme Charles du Bos, c'est une garantie que rien de ce qui touche à l'art ne sera omis. Le centre d'intérêt même : sa relation avec la vie

nous entraîne inéluctablement dans les voies de la beauté et de l'expression humaine. Charles du Bos et Jean Mouton ne considèrent pas l'art comme un domaine à part, comme un échantillon à analyser venu d'une autre planète, mais bien comme un aspect essentiel de la vie, comme une des plus significatives activités de l'homme, intérieure et extérieure, créatrice et réceptrice. Certes, le spécialiste, nous l'avons dit plus haut, sera surpris ou même choqué que l'art ne soit pas abordé pour lui-même, qu'on le rende solidaire de toutes les autres valeurs vitales, intellectuelles, spirituelles. Une telle attitude, en outre, convient plutôt à un art stabilisé : il est probable que la réaction de Charles du Bos, vis-à-vis de certaines formes de l'art actuel, eût été négative — encore cela n'est-il pas certain, car le sens de la vie peut faire des miracles plus grands. En tous cas, lorsque du Bos parle d'art, c'est toujours en relation avec les activités préférées de son esprit, littéraires ou critiques au sens le plus large. Il n'en touche pas moins à des vérités profondes, par exemple que l'art ne compte pas au premier chef, mais d'abord cherche la vérité et exprime tout ce qu'on sent. Contre la parole de Hegel : « l'art est pour nous chose passée », il adhère à l'affirmation de Gœthe que celui qui a de la mémoire ne doit envier personne; certes, l'homme tentera toujours de regarder en lui-même, et, souligne l'auteur, « regarder en soi-même, fût-ce à travers l'urgence des événements et sous la pression de l'histoire, n'est-ce pas l'essentiel de la littérature ? », nous dirons de l'art.

Du Bos aimait au plus haut point la vie : mais une vie tendue vers un idéal de perfectionnement, d'enrichissement; il critique l'art dirigé comme asservissement aux lois de la masse, refusant une médiocrité « à laquelle nul n'a plus le droit, même au prix de son sang, d'échapper ». Le caractère transcendant de l'art, il le trouve dans le « sérieux », rappelant que tous les arts plus spécialement tournés vers la contemplation de l'éternel ont recherché naturellement les lignes et les formes hiérarchiques. Il redoute même comme inhumain « la force de l'esprit, la faculté créatrice quelle qu'elle soit », reconnaissant que le besoin d'isolement farouche est aussi bien une condition qu'une conséquence de la création artistique. Contemplant la peinture, il ne la juge pas en peintre selon ses qualités propres, mais non plus en littéra-

teur : il l'estime à la profondeur et au chatoiement de la vie, c'est-à-dire à la totalité de ses qualités. Cela lui permet de porter des jugements d'un laconisme pénétrant et d'une justesse universelle : sensible à la gaieté de Manet, il affirme que « évidence et éclat, c'est presque tout le prestige de Manet ». Il sent aussi la vigueur de Degas, plastique sans qu'il pense à le préciser ou qu'il en éprouve le besoin.

Son commerce avec l'œuvre d'art est toujours un échange total, donc un enrichissement réciproque. L'œuvre d'art, manifestation de la vie universelle, le sensibilise et l'ébranle; en sens inverse, il apporte à l'œuvre ces harmoniques nouveaux qui définissent la personnalité dans le sentiment. De plus, l'échange n'est pas limité aux deux antagonistes : il s'étend en une confrontation universelle qui aboutit à une véritable correspondance entre les arts. Critique, analyste pénétrant, poète, du Bos sent profondément des identités qu'il crée entre des êtres, entre des styles écrits et peints, entre des sentiments et des formes et des couleurs. Peut-être le sens de la matérialité de l'œuvre d'art s'affaiblit-il par une transposition trop constante sur le plan des idées : du Bos cependant maintient l'essentiel, qui est de reconnaître et de postuler la présence de l'homme dans l'œuvre d'art. Et cet homme doit être présent dans la liberté, hors de tout engagement au sens d'asservissement.

L'attitude de Charles du Bos est caractéristique d'un type d'esprit, et peut sans inflexion être proposée comme exemple. Cependant pour des esprits moins avertis des réalités matérielles de l'art, il est bon de ne s'avancer dans cette voie qu'avec une extrême prudence; du Bos pouvait se mouvoir parmi les différents arts avec autant d'aisance parce qu'en plus d'un analyste exceptionnel il était aussi créateur, poète, et que jamais il n'oubliait la véritable nature de l'œuvre. D'autres n'y gagneraient qu'une afféterie littéraire. Il faut d'abord très bien connaître avant de se permettre de survoler ces sujets.

C'est à cette connaissance de base que nous convient tant d'ouvrages; un exemple caractéristique est le *Bartholdi* de Jacques Betz. Ici, le seul souci est historique; le problème, si l'on ose dire, est de présenter un travail scientifique qui donne au public les éléments nécessaires et sûrs pour savoir : ensuite, s'il y a lieu, chacun selon ses goûts esthétiques s'in-

téressera à ce grand sculpteur oublié à tort, dont le nom ne devrait pas évoquer seulement la statue de la Liberté de New-York, mais une carrière extrêmement brillante et précoce, un patriotisme irréductible qui inspira à ce colmarien des monuments comme le lion de Belfort. Un tel livre est le point de départ indispensable à toute étude ultérieure de l'œuvre et de ses caractères proprement artistiques. Sources d'information encore sont les reproductions, comme cet admirable *Carnet de Tahiti* de Gauguin, savamment commenté par Bernard Dorival, conservateur du Musée National d'Art Moderne; ou encore le *Lautrec et son temps* de François Gauzi, qui fut son ami.

La mode, et il en est certes de plus sottes, est aux livres d'images sur les arts; ainsi François Fosca commente avec discrétion et justesse des dessins de Fragonard, François Daulte présente le dessin français de Manet à Cézanne, tandis que Pierre Descargue préface en toute simplicité de nombreuses photographies des œuvres du grand Bourdelle. Un effort nouveau, dans un genre voisin, apparaît avec *Images de Notre-Dame,* qui associent des œuvres illustres et anciennes à des réalisations actuelles, en particulier de jeunes artistes.

L'idéale union du goût et de la science semble être atteinte avec la *Bourgogne Romane* des éditions du Zodiaque; d'admirables images dans une mise en pages originale et judicieuse, des commentaires brefs et nourris, des notes techniques précises, tout cela correspond au désir du public intelligent qui veut comprendre et savoir, et aussi être libre de sentir. Ce public n'est pas Charles du Bos : sa culture et sa sensibilité n'atteignent point les mêmes sommets; mais il est derrière lui une force irrésistible, c'est le désir d'aimer. N'est-ce pas au fond la même attitude, avec simplement une différence de moyens personnels ?

Certainement un jour nous verrons une thèse en Sorbonne sur l'esthétique de Charles du Bos, dans laquelle se retrouveront les fines remarques de Jean Mouton; plus tard encore, la même Sorbonne verra bien naître des études caractérologiques sur les artistes et les amateurs d'art. Alors ces attitudes qui s'affirment çà et là chez les écrivains, les penseurs, les critiques, les amateurs tout simples, trouveront des points communs, jouiront d'une émulation. Il nous est possible déjà

de nous y préparer en prenant contact avec des livres tels que ceux que nous avons pris pour exemples.

ROBERT VRINAT.

RÉFÉRENCES :

Jean MOUTON : *Charles du Bos, sa relation avec la vie et avec la mort,* coll. « Les Iles », Desclée de Brouwer.

Jacques BETZ : *Bartholdi,* éd. de Minuit.

Carnet de Tahiti, fac-similé et commentaire de Bernard DORIVAL (Quatre Chemins-Éditart).

François GAUZI : *Lautrec et son temps,* David Perret, éd.

François FOSCA : *Les dessins de Fragonard,* David Perret, éd.

François DAULTE : *Le dessin français de Manet à Cézanne,* David Perret. éd.

Bourdelle, texte de Pierre DESCARGUES, publié sous les auspices des Amis de Bourdelle, Musée Bourdelle, Paris.

Images de Notre-Dame, éditions du Zodiaque.

Bourgogne Romane, éditions du Zodiaque.

LETTRES

POÉSIE

Chansons cubaines et autres poèmes, par Nicolas Guillen, 98 pages (éditions Pierre Seghers).

Fils d'un sénateur libéral, Nicolas Guillen, d'abord ouvrier typographe, puis avocat, journaliste enfin et poète, est le plus célèbre écrivain de Cuba. Dans toute l'Amérique latine, ses poèmes ont la faveur du peuple et des intellectuels. Poli-

tiquement orienté, Guillen est le héraut des nègres faméliques, des races sous-développées, des Blancs aussi, quand ils sont victimes : après avoir participé activement à la guerre d'Espagne, il publia un recueil intitulé : *Poème en quatre angoisses et une espérance.* Les pièces qu'aujourd'hui Claude Couffon a traduites en français sous le titre : *Chansons cubaines et autres poèmes* révèlent un poète de combat et le plus passionné des chanteurs de « sones » (chansons typiquement antillaises, complaintes navrantes, berceuses des ciels de métal).

La géographie a fait de Cuba le paradis de la canne à sucre et l'enfer des Noirs. Dix fois, la canne revient dans les vers de Guillen, comme une leçon puérilement apprise :

De la canne on tire le sucre
le sucre à sucrer le café.

Peu à peu, le sucre devient obsession : les crépuscules cubains sont « des soirs de sucre », les raffineries prospèrent dans la mélasse, la politique même cède à l'idée fixe :

Les vieux leaders sourient et puis
parlent du haut de leurs balcons :
le sucre! le sucre! le sucre!

A force de planter la canne, de surveiller la canne, de couper la canne, Guillen dit qu'on finit par confondre la canne avec les hommes. Le nègre qui fait clac, clac, clac, à la saison où les cannes sont récoltées, le nègre qui manie en somnambule la lame de sa hachette, il lui arrive de croire trancher des têtes avec les cannes... Le poème, soudain, s'enfle d'un vent de révolte, l'image se fait menace ou prophétie. Nombreuses sont les évocations de la civilisation bancaire, des techniques occidentales, de l'emprise des Blancs — des Blancs des U.S.A., surtout : la géographie commande... Toutes les belles choses neuves importées du continent, il semble que sous l'azur brûlant de Cuba elles ne soient pas à leur place : l'insolite crée vite la démence; et la démence s'entretient par la famine :

La faim avance sous les porches.

De tant de misères (et il y a aussi l'alcool), Guillen ne veut pas faire un poème unique de violence. S'il y a les cris, les malédictions, on découvre bien plus la flamme intérieure, celle qui s'alimente moins de blasphèmes que d'amour, que d'assidue recherche. C'est ainsi le

Désir de percer l'avenir
et de tirer du plus profond de ses entrailles,
concrète, une formule
d'existence.

La vie est le problème des problèmes. On ne la rejette ni ne l'étreint en bloc. Comme la mort, elle est ce que chacun la fait, la subissant, mais la qualifiant. C'est pourquoi Guillen ne refuse pas la relaxe d'un instant où la femme, l'enfant, le soleil et la mer sont des cadeaux sans poison. Un instant, comm l'éclair; il brille quand même d'un éclat qui harmonise le reste. Parce que Guillen a des yeux pour voir la beauté, des mains pour caresser, il a reçu le don de nous émouvoir aussi pour tout le côté noir de son univers. Nous souhaitons vivement que d'autres poèmes traduits en français (aussi excellemment que l'ont été ceux-ci) rapprochent encore sa race de la nôtre : quel plus utile but pour un grand poète ?

MAURICE CHAVARDÈS.

THÉATRE

Voulez-vous jouer avec moâ ? avait marqué, en 1923, sur la scène de l'Atelier, un retour à la *commedia dell'Arte* renouvelée par la leçon du cirque. M. Paul Blanchart a dit avec émotion ce qu'avait été la pièce du jeune Marcel Achard pour sa génération : « *Voulez-vous jouer avec moâ ?* travestissant une charmante sensibilité sous une loufoquerie fort sympathique, semblait en même temps qu'une farce de poète,

une véritable profession de foi en l'entière liberté de l'inspiration et du jeu[1]. » Mais si la tradition de la piste s'unissait à celle des tréteaux, c'était autour de thèmes rappelant une autre tradition, celle de Marivaux et de Musset : les caprices de l'amour, l'inconsciente cruauté de l'ingénuité, les délicieuses oscillations de la rêverie.

Une pièce où le lieu de l'action est une piste se trouvait prédestinée pour « le théâtre en rond ». Mais si la petite salle de la rue Frochot accueille *Voulez-vous jouer avec moâ?* ce n'est point pour cette trop évidente harmonie préétablie : il y a, dans cette pièce, un échange continuel entre les hommes de la scène et les hommes de salle; Auguste ou plutôt l'Auguste de la troupe est même un homme de la salle qui devient homme de la scène et qui doit toujours être prêt à redevenir homme de la salle; les clowns prennent à témoin les spectateurs et le public joue dans cette farce le rôle du confident dans la tragédie.

Là est l'intérêt de l'expérience de Mme Paquita Claude : il ne s'agit pas de changer l'architecture du théâtre pour le seul plaisir du changement mais de savoir si certaines œuvres n'impliquent pas entre les acteurs et les spectateurs une relation telle que les uns et les autres doivent se sentir dans le même espace dramatique.

Voulez-vous jouer avec moâ? Le titre même de la pièce doit être compris comme une invitation à chacun de nous et « le rond » est comme appelé par l'interrogation.

Cette farce est servie par d'excellents artistes, en particulier par M. Robert Dhéry qui sait être fin jusque dans les plus gros effets et qui fait du burlesque une explosion lyrique du comique. Quant à la mise en scène, elle est une traduction si exacte de la pièce que le traducteur disparaît : j'ai sous les yeux deux articles élogieux, parus dans deux grands quotidiens, où l'on a simplement oublié de dire le nom du metteur en scène : quel plus bel éloge pour M. André Villiers?

On ne saurait trop vivement conseiller une visite rue Frochot aux jeunes comédiens de la Compagnie Henry Mary qui donnent *L'Étourdi* au théâtre des Mathurins. Où trouver meilleure leçon de jeu pour animer ces sketches de Jean-

1. *Théâtre*, 4e cahier, 1945, pp. 261-262.

Baptiste Poquelin en train de devenir Molière? On sait aujourd'hui que M. Jean Vilar a inscrit cette pièce au répertoire du T.N.P. Par leur choix même ces jeunes acteurs ont montré leur sens du théâtre : mais il leur faut encore beaucoup travailler pour *réaliser* ce qu'ils ont l'ambition louable de devenir.

Sans doute M. Villiers nous montrera-t-il un jour une œuvre tragique : je ne crois pas qu'il choisira *Bérénice*. Il semble qu'ici le tragique exige une certaine distance entre les personnages et le public; aussi, au théâtre Marigny, M. Jean-Louis Barrault a-t-il, sur la scène même, isolé un lieu tragique. Malheureusement, ce fut pour dresser ce fameux châssis percé de trois ouvertures sans portes ni tentures, de sorte que le « cabinet superbe et solitaire » de l'Empereur ressemble à une antichambre. La mise en scène de M. Jean-Louis Barrault est, d'ailleurs, d'une remarquable intelligence, une fois admis un faux-sens fondamental qui transforme la tragédie politique en drame d'amour. Rome joue dans *Bérénice* le rôle de Dieu dans *Athalie*; Titus, Bérénice, Antiochus sont des chefs d'État et quand l'Empire parle il entendent, même s'ils essaient de ne pas écouter. Sur la scène de Marigny, Rome n'est qu'une cause occasionnelle du débat opposant le devoir à la passion.

La soirée s'achève avec l'adaptation du long acte poétique *Le songe des Prisonniers*, de Christopher Fry : quatre prisonniers anglais dorment dans une église et leurs rêves bibliques s'animent sous nos yeux. On sait que certains invités firent scandale et que l'on fut tout heureux au Marigny d'avoir une bataille d'Hernani. Les gens qui ne sont pas invités sont plus raisonnables : quelques-uns s'en vont, les autres pensent que la vocation de M. Jean-Louis Barrault n'est pas uniquement de « doubler » la Comédie-Française qu'elle est aussi de chercher, d'essayer, de tenter l'aventure ce qui implique des risques. *Le songe des Prisonniers* est un très beau et très dense poème, un mystère à dire dans une église : sur la scène, il toucherait plus, peut-être, s'il n'était pas joué mais confié à quatre voix.

Le théâtre Sarah-Bernhardt présente un mélodrame. Le mot n'a rien de préjoratif; il n'y a pas de mauvais genres, il n'y a que de mauvaises pièces. En dépit de longueurs rendu

plus sensibles par des lenteurs de l'interprétation, *Les Sorcières de Salem* est un bon mélodrame, supérieur à celui que donne le théâtre Hébertot sous le titre d'un roman d'André Malraux, *La Condition humaine*. Ceci reconnu, ne parlons pas de tragédie; laissons aux mots un sens, même s'il est difficile de le définir, et aux œuvres leur qualité, surtout quand il est facile de la reconnaître.

On sait de quoi il s'agit. Salem, petite cité puritaine du Massachussetts, fut, à la fin du XVII[e] siècle véritablement ravagée par un procès de sorcellerie. L'histoire fut racontée dans un roman de Nathaniel Hawthorne, petit-fils de l'un des juges, *The house of the seven Gables* (La maison aux sept pignons), en 1851. Arthur Miller en a tiré une pièce, *The Crusible* (Le Creuset), que M. Marcel Aymé vient d'adapter, en faisant curieusement ressortir tout ce qui rappelle le pseudo-mysticisme de *Clérambart* et la satire judiciaire de *La tête des autres*.

La scène d'exposition n'est pas très claire; il est vrai que le bruit des retardataires rend le dialogue difficilement perceptible. Nous comprenons pourtant qu'un délire couve; qu'un savant spécialiste du diable intervienne avec sa conscience professionnelle et ce sera comme un incendie dans un quartier bâti en bois. Ce qu'il y a de vraiment dramatique dans la pièce, c'est la peur, la peur qui démasque les méchants, la peur qui décèle les lâches, la peur qui révèle les héros.

Pourquoi ce drame de la peur ne s'élève-t-il pas à la tragédie de la sorcellerie? Pourquoi sommes-nous si loin du sabbat de *Macbeth?* A un bout de l'histoire, si l'on peut dire, à l'origine de l'effroyable carnage, il y a une dizaine de filles qui sont des simulatrices; à l'autre bout, ceux qui croient mener le jeu, pasteurs, juges, notables, sont de francs imbéciles. Or, il n'est peut-être pas impossible, il est, du moins, très difficile de faire une tragédie avec des personnages que la malignité ou la bêtise simplifie en idées claires. Si l'on excepte une scène du premier acte, admirablement jouée par une actrice de couleur, Miss Darling, on ne sent guère dans Salem où se dressent les potences, ces suggestions de l'instinct et ce délire de la fonction fabulatrice que Bergson évoque à la source de la magie, cet obscur pressentiment des forces invisibles qui affole l'imagination.

Peut-être la mise en scène a-t-elle trop volontairemer exclu le magique de cette œuvre où il devrait être l'âme d l'action. La précision si purement classique de M. Raymon Rouleau fait ici merveille, sauf dans le merveilleux; on a parl de Le Nain devant certains tableaux; on ne saurait mieu dire à la fois la beauté du spectacle et les limites d'une beaut qui ignore le désordre des cœurs et les ténèbres des âmes

Il n'y a dans *Les Sorcières de Salem* rien de comparabl aux morceaux d'André Malraux que M. Thierry Maulnier conservés dans sa « version théâtrale » de *La Conditio humaine*. Le dialogue est ici souvent dramatique, le mono logue l'est toujours; mais ce dramatique est dans l'écritur et fuit la parole. Au metteur en scène de le retenir : on n pouvait, semble-t-il, faire plus que Mme Marcelle Tassen court, mieux inspirée cette fois que dans *Le dialogue de carmélites*. Son spectacle, de bons acteurs, le nom d'Andr Malraux, l'attrait d'une œuvre où s'agitent des idées, tou cela assure à la *La Condition humaine* un long succès sur l scène du théâtre Hébertot.

Il reste que ce texte théâtralement réchauffé par les inter prètes transforme le roman en une suite d'anecdotes d'u pathétique souvent gros. Le climat est plus celui des *Mise rables* que de la Chine du temps où Tchiang-Kaï-Chek com mençait à se tourner contre ses alliés communistes. On s tromperait fort si l'on prenait les héros de *La Conditio humaine* pour les purs représentants du Parti : l'œil d Moscou les condamne; ce sont les apôtres d'une révolutio mythique et non les agents d'une révolution scientifique; y a en eux de l'anarchiste. La vraie question posée par l pièce n'est donc pas de savoir si un éminent collaborateu du *Figaro* fait applaudir le drapeau rouge comme symbol de la grandeur tandis que les ondes Martenot miaulent l'*In ternationale* : il s'agit de savoir ce qu'est cette grandeu

Où peut être la grandeur dans un monde absurde? Dan l'homme capable de sacrifier sa vie. Soit, mais quand c sacrifice implique le mépris de celle des autres? Là est l vraie question, et peu importe que la grandeur soit incarné par des communistes ou d'autres : « La Condition humaine signifie-t-elle que nous sommes tous des assassins?

Henri Gouhier.

CINÉMA

Le Pain vivant, scénario et dialogue de François Mauriac, adaptation et réalisation de Jean Mousselle.

Les films à sujet religieux ont valu à tout le monde bien des déceptions. Aux producteurs tout d'abord, car beaucoup n'ont pas fait leurs frais. Au public ensuite, car la plupart de ces films n'ont pas satisfait les chrétiens les moins délicats et ont ennuyé les non-chrétiens. Quelques réussites financières sensationnelles continuent à appâter certains commerçants qui rêvent de la mine d'or que représente ce vaste public international des catholiques. Quelques réussites artistiques — celles de Bresson par exemple — font rêver ceux qui croient que l'art et la foi ne sont point inconciliables. C'est dans la seconde catégorie qu'il faut ranger ceux qui ont pris l'initiative de produire *Le Pain vivant*. Tout rendait au départ l'entreprise sympathique : le courage de ce jeune producteur qui avait décidé de faire un film sur la messe, le goût du risque dont il a fait preuve en engageant une équipe de techniciens et de comédiens très jeunes (aucun n'avait fait ses preuves dans un grand film), l'idée enfin de demander un scénario et un dialogue à François Mauriac qui n'avait jamais écrit pour le cinéma et qui était le seul peut-être à pouvoir traiter le sujet. Cette méthode de travail témoigne d'une magnifique ambition quand on la compare à la méthode ordinaire de fabrication des films qui consiste à monter d'abord une combinaison financière dont découle ensuite le choix d'un fabricant de scénario ou d'adaptation, puis le savant dosage de vedettes et de techniciens choisis d'après les recettes qu'assurent les premiers et les économies que garantissent les seconds. On ne peut manquer, au cinéma, comme ailleurs, d'avoir plus de sympathie pour les créations que pour les fabricants.

Si la méthode des fabricants condamne les films à la médiocrité, celle des créateurs comporte des risques. *Le*

Pain vivant ne les a pas tous surmontés. Mauriac lui-mê reconnaît qu'il a été gêné par l'allure apologétique du thè initial et note qu'il ne s'était jamais rien proposé de dans son œuvre de romancier. Le sujet, très simple dans grandes lignes, pouvait pourtant nous valoir un film dépouillé et très intérieur. Il s'agit de la rencontre d jeune étudiant, Valmy (J. F. Calvé), fils d'instituteur él hors de toute religion et d'une étudiante, Thérèse (Franç Goléa) très pieuse et vivant dans une famille déchirée. mère est partie, le père est animé d'une haine profonde p le frère cadet de Thérèse, Luc, dont il n'est pas sûr d'être père. Luc (Jean Muselli), fuyant cette atmosphère de hai est devenu un jeune dévoyé. L'amour que porte Valmy Thérèse lui fait découvrir la place que tient la messe dans vie de la jeune fille. Mais Thérèse renonce à Valmy p sauver son frère, à la fois par sa présence et par son sa fice, et c'est dans la messe qu'elle trouve le sens de s propre sacrifice. A la fin du film, poussée par son père q lui non plus, ne veut pas la perdre, elle s'enfuit à la Sale pour ne plus voir Valmy. Celui-ci l'y a suivie. Mais rien n' dique qu'elle renonce au sacrifice de son amour dont tout film est l'illustration.

Pour rendre convaincant un sujet d'une aussi gra ambition, la conduite de l'intrigue, la direction des acteu pour tout dire le style du film doivent atteindre à une c taine perfection auquel *Le Pain vivant* ne parvient pas. y discerne le mélange de deux styles difficilement conciliab et qui, ici, se nuisent mutuellement : celui d'un ciné dramatique, d'un cinéma d'analyse intérieure dont l'int serait entièrement concentré sur le dialogue et le jeu acteurs, celui d'un cinéma plastique, d'un expressionnis qui s'exprime par l'image muette, par la photographie et jeu de la camera. Il semble que la préférence du réalisate (et adaptateur) Jean Mousselle pour le second style qui fait minimiser l'importance du texte sur un pareil sujet avec un pareil dialoguiste. Les images du début dans Pa au petit matin, à l'heure de la première messe, celles l'église Saint-Séverin où Thérèse vient prier, sont admirab et souvent pleine de signification. Mais cette significati n'est qu'un commentaire, une sorte de paraphrase de l'acti intérieure qui se noue et se développe dans les dialogu

uxquels la place semble alors trop mesurée. La beauté de es images ne compense pas la faiblesse de la direction des cteurs auxquels une certaine raideur, une allure compassée nlèvent la vie, la profonde humanité qui seules pouvaient endre convaincant le propos de l'auteur. Il semble que le lm tout entier aurait dû être construit à partir du texte, eul susceptible de procéder à l'analyse de ces âmes tour- ientées.

Il semble aussi que ce texte et ce scénario sont tronqués t trahissent assez gravement le sujet qu'ils prétendent illus- er. La messe sans doute est commémoration d'un sacrifice t la folie de la croix qui anime Thérèse restera toujours n scandale pour les croyants comme pour les incroyants. lais la messe est aussi source de communion de grâce et e joie; le christianisme est méditation sur la mort et sur résurrection. Rien dans le film ne laisse pressentir ce ouble aspect du message chrétien. Thérèse répète seulement Valmy que la messe est un sacrifice; elle avait le droit ins doute de se sacrifier elle-même, mais il eût fallu mar- uer que le sacrifice de l'amour humain n'est pas un précepte n pareil cas et que surtout il n'avait pas ici à être définitif obstiné. On finit par partager l'indignation de Valmy à égard de ce Dieu jaloux dont il semble que le seul rôle, ans l'esprit de Thérèse, soit d'interdire l'amour et de nier joie. Si Valmy semble, vers la fin, prêt à se convertir, 'est à cette conception de sacrifice pour le sacrifice, du renon- ement sans la grâce, d'une mort sans résurrection. Comme n regrette qu'avec sa bonne logique de fils d'instituteur ouché lui-même par la grâce, Valmy n'éclaire pas Thérèse n lui montrant que sa piété est imparfaite et que, dans sa amille, on n'a jamais lu de Mauriac que les pages les plus ires...

Cette lumière apportée par le converti à celle qui l'a con- rti, cet échange spirituel entre deux êtres qui découvrent amour aurait donné aux personnages plus de vérité humaine un sens plus profond à la conversion. L'acceptation de amour après celle du sacrifice aurait rétabli les perspectives donné de la messe et du christianisme une vision plus rge et plus vraie.

Jean-Louis Tallenay.

Document

ASPECTS DE LA QUESTION MERIDIONALE ITALIENNE

La réalisation de l'unité politique italienne a été l grande entreprise des patriotes et des hommes d'é tat du XIX^e^ siècle, mais l'unité morale avant de s'ac complir a demandé bien des soins et causé même que ques graves soucis. Le brigandage qui sévit dans l sud quelques années après la formation du royaum d'Italie, n'était en partie qu'une forme de résistance l'unification liée à une révolte sociale paysanne.

Cavour lui-même ne se faisait aucune illusion su les intérêts, les mœurs, les sentiments des diverses par ties de la péninsule. Un passage d'une de ses lettres son ami de la Rive est devenu célèbre : « Constitue l'Italie, fondre ensemble les divers éléments dont ell se compose, mettre en harmonie le Nord et le Midi offr autant de difficultés qu'une guerre avec l'Autriche et l lutte avec Rome. »

Effectivement, la fusion n'est pas encore totale. Le antagonismes psychologiques s'estompent, mais le oppositions économiques ont cru et posent à l'Itali d'aujourd'hui un problème crucial : celui dont dépen tout son avenir. Durant vingt ans, la question méri dionale fut pratiquement considérée comme un de ce nombreux sujets à ne jamais évoquer publiquement. Le plus éminents d'entre les méridionalistes s'étaient d'ail leurs retirés dans une opposition discrète. Depuis la fi

de cette guerre, le Midi a été placé au premier plan des préoccupations dans la mesure aussi où la population italienne se méridionalise, chaque année, un peu plus. En 1931, le Midi représentait 35,9 % de la population, en 1951, 37,4 % et à la fin du siècle, il représentera près de 48 %. D'ici cinquante ans, l'Italie en âge de travailler (vingt à soixante ans) sera formée pour la moitié de Méridionaux.

Plusieurs associations italiennes se consacrent à l'étude des problèmes méridionaux. A côté de la vieille *Association Nationale pour les Intérêts du Midi* fondée en 1910 et qui poursuit aujourd'hui encore sous la haute direction du sénateur Zanotti-Bianco une œuvre méritoire et trop peu connue d'éducation et d'assistance, d'autres groupements nés depuis la guerre se livrent à une activité également intéressante : *l'Union pour la lutte contre l'analphabétisme,* inspirée par les méthodes de l'éducation de base, et la S.V.I.M.E.Z. Cette dernière dont le titre complet est : *Associazione per lo Sviluppo dell'Industria nel Mezzogiorno* vise à encourager, dans un esprit de solidarité nationale, l'étude des conditions économiques et plus spécialement industrielles du Midi. A la S.V.I.M.E.Z., on doit une documentation solide et des études nombreuses qui font autorité même sur le plan international.

Le Midi italien appartient désormais à la catégorie des zones dites « déprimées » situées dans cette Europe méditerranéenne que les Nations Unies ont examinée en un remarquable rapport [1]. Le chapitre relatif à l'Italie du Sud est un des plus riches de ce volume, il peut être heureusement complété par la belle thèse de Michel de Soultrait [2] et le lumineux exposé paru dans les *Notes et Études Documentaires* des 11 et 13 octobre 1954.

1. *Le développement économique en Europe méridionale,* Genève, 1954.
2. *Mezzogiorno, Sous-développement régional et équilibre national en Italie,* Thèse, Institut d'Études politiques, Paris, 1954.

Si nous mentionnons encore un compte rendu historique de J.-F. Rolland [3] sur plusieurs livres italiens et un délicieux ouvrage d'un bon connaisseur du Midi [4], nous disposons maintenant d'une documentation française suffisante qui nous évitera de fournir la plupart des renseignements statistiques cités. Cependant, le Midi italien dans ses paysages demeure encore peu connu, moins sans doute que l'Andalousie, plus exploitée par le grand tourisme international. Les voyageurs étrangers s'éloignent rarement des itinéraires prévus et rapportent souvent des impressions fausses. Les enchantements de Capri, d'Amalfi, de Ravello ou de la conque d'or palermitaine sont réservés à des oasis combien limitées lorsqu'on les compare aux étendues pierreuses des hauts plateaux calcaires des Pouilles, aux collines blanchâtres qui s'effritent et coulent vers les ouadi de la Basilicate, aux solitudes de la Sicile intérieure.

Écoutons Vittorini :

C'était un terrible été. Ce qui signifiait qu'il n'y avait plus le moindre filet d'eau, dans aucun des torrents, à des centaines de kilomètres à la ronde, et que l'on n'avait que chaumes devant les yeux depuis l'endroit où se levait le soleil jusqu'à celui où il se couchait. A vingt, à trente kilomètres à la ronde, il n'y avait d'autres maisons que, le long de la voie écrasées à terre par la solitude, les maisons de garde-barrière [5].

La nature méridionale n'a pas toujours cette uniformité inquiétante, la Calabre introduit une variété proche de notre Massif Central et les Pouilles constituent à elles seules un monde de paysages humains contrastés. Pour célébrer ou décrire impitoyablement cet univers souvent étrange, la veine littéraire méridionale ne s'est

3. J.-F. Rolland, dans *Critique*, n° d'avril 1954.
4. Paul Lechat, *Italie*, Éd. du Seuil, 1954. Particulièrement le chapitre « Le Nord et le Sud ».
5. E. Vittorini, *Conversation en Sicile*.

jamais tarie depuis Verga. Les derniers disparus et toute la phalange des écrivains vivants suffiraient à composer une anthologie de première valeur : Alvaro pour la Calabre, Fiore pour les Pouilles, Carlo Levi pour la Lucanie, Jovine et Silone pour les Abruzzes, Brancati et Vittorini pour la Sicile, Marotta pour une Naples traditionnelle et Anna Maria Ortese pour une autre Naples hérétique et noire. Corrado Alvaro le faisait remarquer [6] : la littérature méridionale est aussi riche que le pays est misérable.

Car enfin, c'est bien la misère qui trouble (ou pourrait troubler) l'heureux visiteur de l'Europe occidentale qui ne se contente pas de voir la chapelle palatine de Palerme ou les temples de Paestum. Les bassi de Naples, les vieux quartiers de Tarente ou de Bari, les grottes de Matera méritent également l'attention si ce même visiteur ne considère pas le Midi comme une simple expression archéologique, selon le mot amer de Fiore.

Cette misère, nous en avons maintenant la révélation chiffrée avec la grande enquête parlementaire. Sur 1.357.000 familles misérables, 1.161.000 appartiennent au Midi (îles comprises), et sur 1.345.000 pauvres, 925.000 appartiennent à ces mêmes régions. En pourcentages, la situation apparaît plus nettement encore : 1,5 % des habitants du Nord vivent dans des conditions difficiles, 4,9 % en Italie centrale, 28 % dans le Midi continental, 24,8 % dans les îles; 869.000 familles, presque toutes établies dans le Midi, ne consomment habituellement jamais ni viande, ni sucre, ni vin, 92.000 vivent dans des grottes et des baraques.

Pour aider ces familles malheureuses, les ressources des communes sont d'autant plus médiocres que le pays est plus pauvre. L'assistance est plus efficace là où les assistés sont moins nombreux et leurs besoins relativement moins profonds (5.734 lires par assisté annuelle-

6. *Confluence*, mars 1954.

ment dans le nord contre 2.916 lires dans le midi continental et 1.731 dans les îles).

La natalité plus élevée que dans le Nord entraîne un chômage massif et un sous-emploi non moins massif dans l'agriculture. Naples a plus des deux tiers de ses habitants sans occupation véritable et 20.000 sans logis. Naturellement l'analphabétisme est impressionnant; les districts avec plus de 30 % d'illettrés complets se trouvent dans le Midi (Cagliari, d'après une enquête pratiquée auprès des jeunes recrues, atteindrait le chiffre de 53 %).

Les tableaux comparatifs du nord et du sud fournis par le rapport des Nations Unies mesurent assez bien toute l'ampleur de la sous-consommation méridionale. Mais quelques cartes comparées du chômage, du revenu national par habitant, du nombre des pauvres inscrits sur les listes communales, du taux des naissances, du degré d'industrialisation, des zones agraires, du nombre des analphabètes seraient encore plus symptomatiques de l'existence de ces deux Italies ou, plus exactement, de l'importance des phénomènes de dépression dans l'ensemble de la péninsule.

L'absence d'une classe dirigeante

Les causes de cette dépression sont nombreuses et s'enchaînent avec rigueur, elles sont d'ordre climatique et géologique aussi bien que politique ou social. Elles ont été présentées dans la précieuse *Antologia della questione meridionale* de Bruno Caizzi[7] en trois gros chapitres : les données physiques, les termes économiques, les termes politiques. Pour l'étude complexe de ces conditions, le lecteur voudra bien se reporter aux études françaises déjà citées, il nous suffira d'insister sur un des aspects sociaux les plus inquiétants de la

7. Ed. di Communità, 1950.

question méridionale : l'absence d'une véritable classe dirigeante.

Au cours du dernier congrès démocrate-chrétien de Naples, le président de Gasperi eut l'occasion de faire un appel direct aux notables en vue de renforcer l'action de son parti; le jeune sous-secrétaire d'État aux Travaux Publics : Émilio Colombo (un ancien dirigeant de la Jeunesse Catholique de Potenza) lui répondit indirectement par un acte de foi dans les couches nouvelles. Il n'y a pas seulement à intensifier les réformes — dit-il, en substance — mais à en faire l'instrument de rupture du vieil équilibre cristallisé dans le sud afin d'entreprendre un dialogue avec les couches exclues jusqu'à ce jour de la vie démocratique. La classe dominante a été effectivement incapable jusqu'ici de diriger l'évolution de son pays. Les grands méridionalistes : Fortunato, Salvemini, Dorso, l'ont constaté chacun à leur manière. Gramsci, un Sarde, en a tiré une conclusion inspirée des Soviets : seule l'entente des ouvriers septentrionaux d'avant-garde et du prolétariat paysan du sud permettra l'arrivée d'une authentique classe dirigeante au pouvoir.

Salvemini a été impitoyable dans la description physique de ces *vitelloni* adultes que chacun peut contempler dans quelques-uns de ces films italiens si francs dans la description de ce curieux monde provincial illustré par Brancati [8] :

Il est certain qu'entre les *galantuomini* et les *cafoni* méridionaux existent non seulement des différences profondes et très visibles dans les modes de s'habiller, le dialecte, la vie de chaque jour, mais également de véritables différences somatiques. Le paysan est maigre, sec, dur à la peine. L'homme bien né est gras, flasque, inerte, bon à rien; quand il plaisante le paysan il cherche à en contrefaire la voix en se donnant un ton grave et mâle alors que

8. Admirablement servi par L. Zampa dans *Les années difficiles*, et prochainement dans *L'art de s'arranger*.

le sien est féminin et en fausset. Le *galantuomo* croit faire la satire du paysan alors qu'il renseigne sur sa propre dégénérescence [9].

Dorso disait, pour sa part, que le développement de la bourgeoisie méridionale rappelait les Balkans ou l'Orient. Ce Guido Dorso, dont la disparition en 1947 a été une lourde perte pour les partis démocratiques du Midi, a dressé un tableau historique de cette bourgeoisie dans un discours, devenu vite classique, au Congrès des Études sur les problèmes du Midi (Bari, décembre 1944) [10].

Contrairement à toute l'évolution sociale de l'Europe occidentale et donc de l'Italie du Nord, les bourgeois terriens ont remplacé les barons féodaux sans rénover pour autant les méthodes d'exploitation. La possession de la terre est restée le facteur déterminant du pouvoir social et politique. Dès la fin du XVIII[e] siècle, les vieux administrateurs féodaux, les gros paysans, les enrichis s'emparent, dans toute la mesure du possible, des biens féodaux et même domaniaux. La classe terrienne des possédants demeure avant tout une bourgeoisie vivant des revenus plus ou moins maigres de terres louées, selon les formules les plus diverses des contrats, à des colons engagés à titre précaire.

Le possédant confie la besogne à un paysan sans ressources et souvent sans instruction qui ne peut en rien contribuer à une amélioration de la production et à plus forte raison de la productivité. Les phénomènes d'appauvrissement s'exaspèrent; depuis des siècles, des *galantuomini* oisifs, prétentieux et quelquefois peu argentés, côtoient des paysans misérables et moralement serfs. La lutte sociale est toujours latente sur cette terre exposée sans cesse aux caprices des pluies et des vents, des tremblements de terre et des glissements d'argile.

9. Extrait cité dans l'*Antologia*, p. 358.
10. Édité chez Canfora à Bari en 1946 et repris dans l'*Antologia*.

La formation de l'unité italienne n'a pas réussi à donner une conscience moderne à l'homme du Sud, la situation est devenue, au contraire, plus coloniale, les capitaux de l'ancien royaume de Naples ont été vite absorbés par le Nord et, à la suite des crises agraires de la fin du XIX[e] siècle, la classe dirigeante méridionale s'est efforcée de se maintenir à tout prix par la seule protection étatique.

L'État, l'adversaire redouté de l'humble *cafone*, reçoit les hommages d'une bourgeoisie qui l'accapare et par là même détruit son caractère protecteur et impartial. D'une part, les ministères de Rome se méridionalisent, de l'autre, les notables locaux savent admirablement pratiquer l'art de s'arranger, ce que l'on appelle, en politique, le transformisme ou phénomène qui consiste à pénétrer les partis de gouvernement en les transformant et les immobilisant au profit de la caste dite dirigeante. C'est ainsi que le fascisme né plus au nord a rencontré très vite des sympathies méridionales [11] et que la démocratie chrétienne (jadis pratiquement inconnue sauf en quelques contrées limitées) traîne maintenant le poids de grands électeurs prêts à passer à l'adversaire à la première occasion.

Aux dépens de la rénovation du Midi, une des classes économiquement parmi les plus arriérées d'Europe continue à jouer le rôle de frein à l'égard des efforts réels entrepris depuis quelques années déjà par des méridionalistes de valeur et un gouvernement qui s'engage lentement sans doute, mais avec un certain succès dans la voie des réformes devenues indispensables.

11. « Les Signori étaient tous inscrits au Parti, même les quelques-uns qui pensaient diversement, uniquement parce que le Parti était le Gouvernement, était l'État, était le Pouvoir » (Carlo Levi).

Réforme agraire et Caisse du Midi

Les mesures prises en faveur du Midi datent du début de ce siècle, elles le furent sous la forme de « lois spéciales ». La première, en 1904, fut celle sur la Basilicate suivie bientôt par d'autres destinées à la Calabre, à Naples, à la Sardaigne, puis à tout le Midi. En 1906, on entreprit la nécessaire construction de l'aqueduc des Pouilles terminé en 1927 seulement.

Les travaux de bonification réalisés par l'État de 1861 à 1915 favorisèrent avant tout la plaine du Pô, le Midi livré aux clientèles politiques évoquées plus haut croupissait dans la léthargie « bourbonique » de toujours. Le fascisme négligea moins le Midi, mais n'aborda pas les vrais problèmes qui auraient pu mécontenter les piliers du vieil état de choses; le réveil du Midi est contemporain des événements de cette après-guerre. La chute du fascisme, le passage des alliés entraînant une circulation relativement plus intense du numéraire, la disparition de la malaria grâce aux techniques nouvelles; autant de faits qui ont éveillé le Midi.

Techniciens, agronomes, hommes éminents du Parti d'Action, jeunes propagandistes d'Action catholique et militants des formations syndicales ou politiques d'extrême-gauche rivalisèrent pour poser, cette fois, dans toute son ampleur, cette fameuse question méridionale qui avait pris encore plus d'acuité après une guerre qui a semé des ruines, principalement dans les régions de débarquement.

Le gouvernement prit bien toute une série de dispositions en vue de développer l'économie de la région, mais il s'agissait encore de lois spéciales. Sans doute le gouvernement évoquait-il la nécessité d'une réforme agraire et préparait des projets; ce furent les occupations de terres suivies d'effusion de sang (affaire de

Melissa en 1949) qui le contraignirent à prendre des décisions plus énergiques.

La législation relative à la réforme agraire comprend trois lois distinctes :

1) La loi du 12 mai 1950 relative à la colonisation de la Sila en Calabre et des territoires ioniens avoisinants.

2) La loi du 21 octobre 1950 concernant l'expropriation, la bonification et la distribution de terre aux paysans (appelée *legge stralcio*).

3) La loi régionale sicilienne de réforme agraire (27 décembre 1950).

Une superficie de plus de sept millions d'hectares est intéressée par la réforme dans toute l'Italie du Sud. « L'inspiration de la loi apparaît plus claire quand on considère que la réduction des grandes propriétés est intimement liée à un vaste plan de transformations foncières et d'améliorations agraires ainsi qu'à la création et à l'organisation de propriétés paysannes [12]. » Pour le législateur, il s'agit de faire contribuer la propriété beaucoup plus en fonction de son caractère extensif que de sa superficie même. Le pourcentage d'expropriation est d'environ 20 % pour une propriété moyennement intensive de deux cents hectares tandis que pour un fief extensif de plusieurs milliers d'hectares, il peut atteindre 80 à 90 %.

Ces mesures ne s'expliqueraient pas si l'on ne savait qu'en Italie au moins 60 % des terres cultivables sont de propriété noble ou bourgeoise. Avant la réforme, 2.000 propriétaires se partageaient 2.850.000 hectares, sur lesquels près de 875.000 hectares étaient entre les mains des 500 personnes. La famille Corsini, estimait-on, possédait 30 à 35.000 hectares surtout en Toscane, les Berlinghieri, la même étendue en Basilicate, les Barraco, 20.000 hectares en Calabre, le prince Torlonia, près de 40.000 hectares un peu partout. Rappelons le mot de ce prince (descendant d'un petit Auvergnat du nom de Tourlougnat) à un ministre de l'Agriculture : « Un prince

12. *Problemi dell'Agricoltura Meridionale*, Naples, 1953, p. 157.

Torlonia ne se convoque pas par téléphone », et on aura tout de suite l'idée d'une situation typiquement espagnole.

La réforme, certes, n'a pas été brutale, les grand propriétaires sont indemnisés et un certain nombre d'exploitations « modèles » échappent à la loi; enfin, le législateur accorde une sorte de délai de grâce au propriétaire sur un tiers des terres sujettes à expropriation. Actuellement (chiffres du 30 juin 1954) sur 650.000 ha environ de terres expropriées, 352.098 ha ont été assignés à 66.940 familles dépourvues de terre ou en possédant une étendue insuffisante. L'organisme régional chargé de la réforme effectue des travaux d'amélioration et concède aux paysans des instruments de culture et des avances. Les terres expropriées sont réparties en lots d'une superficie moyenne de cinq à six hectares avec maison d'habitation et dépendances. Le prix d'achat est remboursable en trente ans. Cette colonisation frappe le voyageur aussi bien en Maremme que le long du fleuve Sele, dans le Métapontin ou la région de Crotone. En règle générale, les maisons sont dispersées sur la glèbe sauf pour quelques bourgs ruraux de création récente dont le plus connu et vanté est celui de La Martella, construit pour regrouper quelques-unes des familles cavernicoles de Matera [13].

La réforme agraire ne suscite pas que des louanges : elle provoque la critique des dépossédés qui, feignant au besoin de ne pas l'attaquer de face, déclarent que politiquement elle n'a pas consolidé le parti de l'ordre mais favorisé le parti communiste à la suite des erreurs commises par le parti démocrate-chrétien qui a négligé une saine propagande. D'autres, par contre, affirment que la démocratie chrétienne a envoyé sur les terres de la réforme des hommes de choc jeunes et bien payés.

13. Le film *La Lupa* a été tourné à Matera en 1953 dans le quartier dit des « sassi ».

qui se livrent, sans scrupules, au recrutement politique.

La faim de terre est tellement puissante sur le paysan méridional que le parti communiste n'oppose guère un point de vue franchement collectiviste à cette réforme destinée pourtant à favoriser l'esprit petit paysan. Dans la critique communiste il y a d'ailleurs un manque de cohérence qui apparaît souvent [14]. Le parti s'attire des électeurs en faisant remarquer que sa pression seule explique les résultats obtenus, ou bien exploite le mécontentement de ceux qui n'ont pas été pourvus ou s'estiment lésés.

On peut toujours craindre que l'*Ente* (office) devienne le nouveau monstre qui incarnera les bons ou mauvais vouloirs de l'Administration. Le tracteur a chassé inévitablement un certain nombre de journaliers d'autrefois qui s'inquiètent. De cette anxiété se firent l'écho en 1953 les syndicats ouvriers libres ou cégétistes du delta padan, ils repoussaient la subdivision des propriétés et la création des fermes individuelles pour proposer une formule de coparticipation avec l'Office. La forme coopérative a été, en effet, fort peu employée, trop peu employée disent les critiques; les offices seraient facilement autoritaires, paternalistes et donc tracassiers.

Carlo Levi a exprimé par l'intermédiaire du paysan qu'il fait parler : Antonio Bertoldo, un avis sur la réforme : « Ce qu'ils ont fait est seulement un morceau de réforme, c'est une expérience... il faut aller au delà... Mais, même ainsi, c'est déjà quelque chose [15]... »

La réforme aura vraiment donné ses fruits lorsqu'elle assurera — toujours selon Carlo Levi — l'autonomie paysanne. Le problème agraire ne sera d'ailleurs pas seulement résolu par le fractionnement de la grande propriété extensive, comme on le répétait communément il

14. Voir parmi d'autres un article sur Matera dans *Il Contemporaneo* du 31 juillet 1954.

15. *L'Illustrazione italiana,* juin 1953.

y a quelques années, mais exigera encore une réforme des contrats à titre précaire qui rendent si difficile la condition du petit paysan réduit à cultiver quelques lopins de terre minuscules et éloignés. A Potenza, province qui n'est pas intéressée par la réforme, la situation est plus misérable peut-être que dans certaines régions de latifundium capitaliste. La réforme agraire doit contribuer à la rénovation du Midi, mais cette rénovation a besoin d'une impulsion d'ensemble qui se concrétise actuellement dans un organisme : la Caisse pour le Midi.

Au temps des « lois spéciales », les conceptions politico-sociales alors dominantes ne permettaient pas de saisir l'ensemble de la question méridionale et encore moins de la résoudre. Aujourd'hui, on a compris qu'il ne s'agit plus d'activer une économie demeurée primitive, mais de créer de nouvelles conditions de base pour le développement d'une future économie moderne. L'intervention, sans négliger le but immédiat de résorption du chômage, doit opérer en vue de modifier toute la structure économico-sociale; en un mot, la spirale de la dépression doit être brisée de l'intérieur par les pouvoirs publics [16].

Que faire ? écrivait jadis sur un mode désespéré Silone dans *Fontamara*. Faut-il industrialiser très rapidement ou bien d'abord établir solidement ces conditions de base qui permettront seulement par la suite une industrialisation progressive du pays ? Le professeur bâlois Vöchting, un des bons connaisseurs du Midi, a répondu catégoriquement dans le premier sens et proposé même un remède extrême : l'institution de tarifs protecteurs régionaux, pour protéger l'industrie naissante. Le gouvernement a opté pour la seconde solution.

Avec la *Caisse pour travaux extraordinaires d'intérêt public en Italie méridionale* dite plus simplement : *Caisse*

16. E. Piano, *I problemi di sviluppo delle regioni meridionali* (Realtà sociale d'Oggi, janvier-février 1954).

pour le Midi, instituée par la loi du 10 août 1950, le gouvernement possède un organe de financement, de propulsion et de gestion. Le président du Conseil d'administration de la Caisse (F. Rocco) en a défini les principes :

1° L'exécution des travaux ne doit pas souffrir du manque de crédits, la loi constitutive prévoit que cent milliards de lires seront versés automatiquement à la Caisse, chaque année, pendant dix ans.

2° Le choix des travaux à réaliser doit être effectué selon le critère de l'utilité économique et sociale.

3° Dans le but de coordonner l'activité de la Caisse, avec l'activité ordinaire des différents ministères, est institué un comité des ministres pour le Midi présidé par un ministre d'État (Campilli) et réunissant les ministres de l'Agriculture, du Trésor, de l'Industrie et du Commerce, des Travaux publics, du Travail, et depuis 1952 des Transports. D'autre part, la Caisse doit assurer l'harmonisation de l'activité des diverses collectivités locales.

4° L'intervention de l'État et des collectivités doit être accompagnée et continuée par l'initiative privée, spécialement, en matière de bonification.

5° La Caisse, dans son action, doit se dégager des méthodes bureaucratiques.

La Caisse est une personne morale de droit public, distincte de l'État. A sa tête, un conseil d'administration de treize membres nommés par le gouvernement et un directeur général; quatre services principaux : bonification et transformation agraire, aqueducs, viabilité, crédit et tourisme. La loi du 25 juillet 1952 a prolongé de deux ans l'activité de la Caisse et a augmenté sa dotation de 280 milliards. Le financement des travaux a d'abord été assuré grâce aux fonds de contrepartie de l'aide américaine, puis en partie par le budget ordinaire.

Le bilan des trois premières années a été publié en 1954 et s'avérerait insignifiant d'après la critique communiste [17]. De fait, le départ a été lent et sur 300 milliards disponibles 132 seulement

17. La revue *Notizie economiche* (nov. 1954) vient de consacrer un numéro spécial à l'économie du Midi.

furent engagés. La troisième année a marqué une amélioration très sensible que le bilan traduit en termes de journées de travail :

Pour la bonification :

3.750.200 journées en 1951-1952; 8.433.800 en 1952-1953.

Pour les routes :

3.283.700 journées en 1951-1952; 5.262.300 en 1952-1953.

En dépit de l'effort tenté pour stimuler chez les particuliers le désir des améliorations foncières, le recours au crédit a été rare; les demandes en matières premières ont profité d'abord aux industries septentrionales.

Au second congrès de la Caisse tenu à Naples en novembre 1953, le professeur Saraceno a insisté sur la « nécessité » d'un développement industriel plus soutenu. Les améliorations dans le secteur agricole ne sauraient suffire, il ne faut pas attendre que toutes les conditions de milieu soient résolues pour procéder enfin à l'industrialisation, car seule l'industrie peut créer la plénitude de telles conditions. Toutefois les obstacles à l'industrialisation sont très nombreux : absence de facteurs agglomératifs, insuffisance de techniciens et de main-d'œuvre spécialisée, manque de capitaux et de débouchés intérieurs. La politique monopoliste des grands groupes du nord enfin, ne favorise pas une industrie indigène, réellement profitable au pays même.

Certes, on peut enregistrer la naissance de nouvelles usines dont une demi-douzaine de grandes cimenteries et une importante raffinerie à Augusta en Sicile. Événement plus décisif, le 28 octobre 1953, le premier forage de la *Gulf Oil* à Raguse donna des résultats positifs. Dans quelques années, l'économie sicilienne sera peut-être transformée. En attendant le jour, l'économie méridionale évolue lentement [18], toutefois des statistiques

18. De nouvelles perspectives vont-elles s'ouvrir avec le plan décennal Vanoni présenté à l'O.E.C.E. le 13 janvier ? Pour la première fois, l'Italie expose à l'échelon international un plan général d'expansion économique destiné dans une large mesure à

très récentes font état d'une augmentation de la consommation et d'une demande accrue de tissus, de véhicules, de tracteurs enfin; dans son ensemble, le revenu national de 1953 comparé à celui de 1952, traduit une augmentation de 14,8 % pour le midi continental et 28,6 % pour les îles contre 4,7 % seulement pour le nord et 8 % pour l'Italie centrale [19].

Une civilisation paysanne

La « Cassa del Mezzorgiono » a définitivement enraciné cette idée que la question méridionale était un problème total, donc aussi de milieu humain.

Les littérateurs, méridionaux ou non, avaient donné l'éveil et maintenant à leur suite les sociologues, les enquêteurs, les spécialistes divers des sciences humaines et de l'éducation de base accourent sur les lieux que Roger Peyrefitte [20] a décrit à sa manière toute personnelle, plus proche du Président de Brosses que des écrivains italiens d'aujourd'hui tourmentés par la rumeur sourde qui monte des pays assoiffés.

Le professeur américain Friedmann, auteur d'une bonne étude sociologique [21] sur le paysan du sud, groupe des spécialistes de valeur qui, à Matera, étudient depuis quelques années déjà cette terre ingrate et ces hommes et femmes qui vivent encore dans l'effrayante désolation de la gargante infernale décrite en termes inoubliables par Carlo Levi. Matera est située en Basilicate et c'est encore en Basilicate qu'œuvre le député Gaetano Ambrico et que vient de s'éteindre, épuisé par l'effort, celui dont le nom résonne désor-

faire progresser le Midi; elle demande aux pays étrangers d'y participer par des investissements publics ou privés.

19. G. Tagliacarne, dans *Moneta e Credito*, 2e trimestre 1954.

20. *Du Vésuve à l'Etna*, Flammarion, 1952.

21. *Quaderni di Sociologia*, année 1952, n° 3, Turin.

mais sur les lèvres de tous les méridionalistes : Rocco Scotellaro, l'ex-maire socialiste de Tricarico. Ainsi, la région italienne, qui représente le maximum de la dépression dite : du milieu, est maintenant l'une des mieux explorées. Son cas particulier est devenu le symbole de l'autre Italie, celle dont, pendant vingt ans, on ne voulait pas parler et qui était réservée comme terre de déportation à ceux qui se refusaient à honorer les grands ou les petits hiérarques de ce temps.

Gaetano Ambrico donc, a dirigé une enquête originale et présente maintenant au public deux magnifiques volumes intitulés : Pauvreté et histoire dans la communauté de Grassano (enquête expérimentale sur la civilisation paysanne) [22]. Pourquoi avoir choisi de préférence cette localité de 8.000 habitants comme échantillon d'une étude communautaire : c'est qu'elle représentait précisément une bourgade moyenne de dimension convenable et d'économie agricole dans un site géographique isolé, sans être perdu [23].

Grassano se trouve dans ce que l'on a nommé, ces dernières années, « la zone grise du réveil paysan » avec un terroir adossé, à l'ouest et au nord, contre des pays encore immobiles et ouvert, à l'est et au sud, vers des contrées en pleine évolution politique et sociale. Grassano appartient encore à une région que les agronomes les plus qualifiés ont défini « latifundium paysan », terre nue sans investissements, à culture extensive et dont l'exploitation sinon la propriété est extrêmement morcelée.

Ce serait une erreur de qualifier de latifundium la grande propriété seule, car même la moyenne et petite propriété bourgeoise ont les mêmes caractères, engendrent les mêmes rapports que ce que l'on peut bien appeler le système de latifundium. L'exploitation agricole n'est pas la cellule de cette société comme dans d'autres régions du Midi, mais le paysan, à la recherche perpétuelle de la terre, est la seule réalité stable.

C'est ici le règne quasi incontesté du grain et de la peine du paysan. Presque toute la production est organisée — si ce mot ne pouvait sembler une plaisanterie — en une myriade de très petites,

22. Vol. XIV (en deux tomes) de la grande enquête parlementaire sur la misère.

23. « Grassano est blanc au sommet d'un haut col désolé, comme une petite Jérusalem imaginaire dans la solitude d'un désert » (C. Levi, *Cristo si è fermato a Eboli*, p. 11).

petites et moins petites entreprises paysannes sans un centre, sans une base en campagne, liées au mulet et l'âne du cultivateur qui fait des kilomètres et des kilomètres pour atteindre la terre. Et, Manlio Rossi-Doria, dont on ne saurait contester la compétence, s'écrie comme Carlo Levi : tout est absurde. « Il faudrait tout refaire, tout réordonner. »

Cependant la sagesse paysanne aux prises avec cet univers impossible et une histoire sociale faite d'exploitation millénaire a réagi de son mieux. G. Ambrico nous montre comment le paysan a tenu et développé une civilisation qui apparaît statique dans la mesure où elle représente une résistance à la « grande » histoire qui passe.

L'enquête qui pourra, par la suite, être étendue à des communautés plus vastes, a pour but de saisir la réalité paysanne la plus intime en rendant les membres de la communauté non pas objets mais sujets actifs de l'expérience. Dans sa préface, l'ordonnateur de l'enquête retombe dans les constatations habituelles : la terre étant la seule richesse possible, se fractionne et se pulvérise surtout près du bourg. Le travail n'a qu'un but : celui d'assurer les besoins alimentaires de la famille, d'où les périodes de repos forcé plus longues pour les petits propriétaires ou colons que pour les salariés fixes. Le morcellement lié à la surpopulation ne trouve plus guère une solution dans l'émigration car l'habitant de Grassano est trop souvent analphabète (un tiers des paysans), incapable donc d'émigrer dans le monde présent. L'économie du pays abandonné à lui-même ne peut se développer, elle aurait besoin de capitaux venus d'ailleurs. La transformation, dans quelques cas, d'une culture extensive en culture intensive ne peut pas tout résoudre et pas davantage le partage des grandes propriétés.

Au terme de son enquête, G. Ambrico n'hésite pas à invoquer une révision raisonnée et courageuse de la réforme en cours si celle-ci s'avérait nécessaire. La terre sera-t-elle toujours la seule richesse certaine dans le Mezzogiorno ? Sous une forme monographique, beaucoup de questions sont abordées non pas seulement avec les arides colonnes des statistiques mais aussi avec des chapitres vivants consacrés à l'histoire du pays, à la maison et aux rapports de voisinage. Le paysan de Grassano a su bâtir une maison d'une construction logique, proche de la manière architecturale moderne;

les liens de voisinage demeurent solides bien que les jeunes plus évolués préfèrent quelquefois les relations plus amicales, plus intimes, nouées en dehors du quartier. Lorsque le sens grégaire s'atténue, la civilisation traditionnelle paysanne se transforme. Un signe, parmi d'autres, que la ville fait sentir son influence...

Cet antagonisme ville-campagne est présent dans le tout récent prix Viareggio attribué à un livre exceptionnel, *Contadini del Sud* (Paysans du Midi). Rocco Scotellaro, l'auteur, est mort en décembre dernier à l'âge de trente ans. Perte inestimable que ses aînés : Levi, Alvaro, Rossi-Doria ont déplorée cet été lorsque le libraire Laterza a fait paraître l'ouvrage posthume attendu. Malheureusement, il ne s'agit que d'un fragment d'une œuvre qui devait être à la fois une étude et un authentique poème en l'honneur des hommes de la coutume.

Dans l'esprit de l'auteur, le livre, à l'origine, apparaissait comme une vaste enquête consacrée à l'ensemble de la civilisation paysanne du midi. Scotellaro modifia peu à peu le projet primitif et envisagea bientôt l'ouvrage comme une série d'essais où s'entrecroiseraient récits autobiographiques, entrevues et commentaires conçus comme autant de miroirs destinés à montrer toutes les variétés du monde paysan et de ses mouvements rénovateurs.

Les contrats agraires, la réforme foncière, les militants des ligues syndicalistes, les cultivateurs démocrates-chrétiens, les femmes qui récoltent les olives ou cueillent les œillets, la pulvérisation des terres; autant de sujets capables d'intéresser le sociologue ou le spécialiste en économie agraire. Scotellaro n'aura pu, hélas! dérouler la fresque immense digne des grands peintres mexicains modernes.

Contadini del Sud, le livre tel que nous le possédons, ne contient que les cinq essais achevés par l'auteur et retrouvés par ses amis; ils portent justement sur cette même zone grise examinée par les enquêteurs de la commission parlementaire. Point de longs alignements de chiffres, les paysans de Scotellaro parlent plus directement encore que les Bourbonnais mis en scène par Daniel Halévy dans ses premières visites aux paysans du Centre. La comparaison mériterait d'ailleurs d'être approfondie car le métayer de l'Allier en 1910 menait une vie aussi précaire que le *contadino* de Basilicate en 1950,

cependant chez ce dernier existe une note de chimère, d'évasion qui le singularise étrangement et le distingue aussi bien du même Bourbonnais que du Piémontais par exemple.

Inoubliable, le jeune pasteur analphabète qui surveille les buffles mi-sauvages pour le compte d'un propriétaire. Cosimo n'a jamais été en ville, pas même à Salerne, il se rend seulement une fois l'an à la localité la plus proche. Cosimo ignore tout du monde, mais appelle chacun de ses animaux par un petit verset poétique et tous les noms réunis du troupeau magique forment un poème.

Étonnant personnage, ce cultivateur-artisan, qui tient à se nommer « fils du tricolore » alors que toute son intime satisfaction et une bonne partie de son esprit d'entreprise se manifestent en une lutte acharnée contre les représentants de l'État. Autre type bien campé : le paysan démocrate-chrétien actif, travailleur, respectueux des hiérarchies bien que sans illusion, semble-t-il; autre type encore : Chironna, l'émigré aux États-Unis, converti ensuite à la foi évangélique, aussi sérieux que le démocrate-chrétien dans son souci de se perfectionner techniquement mais plus individualiste, plus ardent, j'oserai dire moins sceptique peut-être.

Le Midi bouge, nous l'entrevoyons distinctement à travers ces quelques récits que Scotellaro a su orienter avec une sûreté qui laisse loin derrière la plupart des ouvrages tentés dans ce sens.

Contadini del Sud...

Le jour est venu, nous sommes entrés dans le jeu nous aussi.
Avec les vêtements, les souliers et les figures que nous avions.

René Nouat.

Imprimerie Aubin, Ligugé (Vienne).
D. L., 1er trimestre 1955. — Imprimeur, nº 1.194.
Directeurs gérants : A.-J. Maydieu, R.-C. Chartier. N.M.P.P.

DOCUMENTS

REVUE MENSUELLE DES QUESTIONS ALLEMANDES

10e ANNÉE. FÉVRIER 1955.

AU SOMMAIRE

Eugen KOGON : **La défaite de l'Europe.**

Hermann ABS : **La coopération économique dans l'Europe d'aujourd'hui.**

LE ROMAN ET SON PUBLIC

Une confrontation franco-allemande

René WINTZEN : **Se mesurer à son image.**

Paul-André LESORT : **La solitude du romancier et du critique.**

Heinrich BÖLL : **Les « innocents » et les « conscients ».**

Walter HÖLLERER : **Analyse sociologique des différents publics de roman.**

Roland BARTHES : **Petite sociologie du roman français contemporain.**

●

Paul SCHALLÜCK : **La « Tüchtigkeit », vertu allemande ?**

Prof. SENF : **L'économie sarroise.**

A. WISS-VERDIER : **La paix sociale est-elle menacée ?**

CHRONIQUES

A travers les Allemagnes. — Actualités en D. D. R. La conjoncture politique : Réunification, réarmement et droit de cogestion. — Lettres et arts : Bibliographie du « Groupe 47 ». — Le livre du mois : *Der Seekrieg 1939-45*, par Friedrich RUGE, et *Geschichte des Luftkrieges*, par Georg W. FEUCHTER. — Les livres.

Le numéro : **150** fr. — En vente dans les kiosques.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :	six mois	un an
FRANCE et UNION FRANÇAISE :	**800** fr.	**1.500** fr.
AUTRES PAYS :	**1.000** fr.	**1.800** fr.
ÉTUDIANTS (France seulement) :		**1.000** fr.

REVUE DOCUMENTS, S. P. 81.528, par B.C.M. « C » - PARIS